



ÉCONOMIE
**LA MODE PEUT-ELLE
 DEVENIR VERTE ?**

**AFRIQUE — COMME UN AIR DE GUERRE
 FROIDE ROYAUME-UNI — LIZ TRUSS, UNE
 THATCHER AU RABAIS**



Courrier international

N° 1662 du 8 au 14 septembre 2022
 courrierinternational.com
 France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,
 Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,
 DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
 Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
 Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
 Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
 Portugal cont. 5,40 €, Sénégal
 3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
 TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
 Afrique CFA autres 3500 F CFA.

INFLATION AMORTIR LE CHOC

ÇA COÛTE
 DE PLUS EN PLUS
 CHER D'ÊTRE
 PAUVRE !



**Comment faire face
 à la flambée des prix
 provoquée par la crise
 de l'énergie? Les réponses
 de la presse étrangère.**

M 03183 - 1662 - F: 4,50 €



Nous y avons mis toute notre énergie.

Audi RS e-tron GT 100% électrique

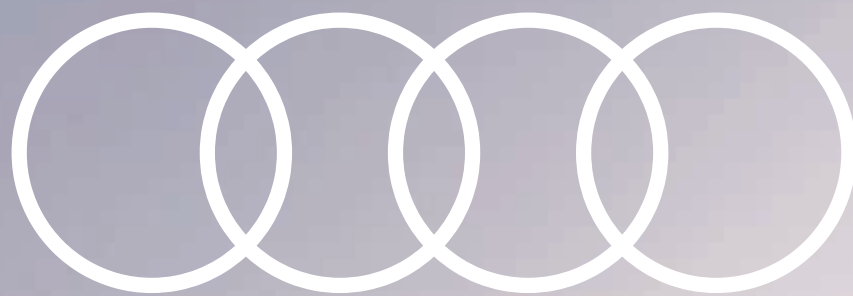
Le futur nous anime.



Audi Vorsprung durch Technik

Gamme Audi RS e-tron GT : consommation mini/maxi en cycle mixte (kWh/100 km)* : 20,6 - 21,7. « Tarif » au 20/05/2022. Valeurs susceptibles d'évolution. Pour plus d'informations, contactez votre Partenaire. Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant

POUR LES TRAJETS COURTS, PRIVILÉGIEZ LA MARCHE OU LE VÉLO. #SeDéplacerMoinsPolluer



A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

progress.audi

et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. * Selon configuration. Volkswagen Group France, SA au capital de 198 502 510 €, 11 avenue de Boursonne Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370. Vorsprung durch Technik = L'avance par la technologie.

PENSEZ À COVOITURER. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Inflation : amortir le choc

Cette fois, nous y sommes. Au début du mois d'août (CI n° 1658), nous nous interrogeons : après un été brûlant, un hiver sans gaz ? Au cœur de ce numéro de rentrée, déjà, les inquiétudes autour de la crise énergétique et de ses répercussions. Il y était question de la guerre en Ukraine, de la dépendance européenne au gaz russe, d'une possible explosion des factures. "Les consommateurs qui utilisent du gaz dans leurs chaudières sont loin d'imaginer ce qui pourrait les attendre", écrivait l'hebdomadaire britannique **The Economist**.

Aujourd'hui, il semblerait que tout le monde ait compris. L'inflation est partie pour durer, sans que l'on sache tout à fait où cela finira. À Jackson Hole, où ils étaient réunis

à la fin du mois d'août, les dirigeants des banques centrales ont semblé eux-mêmes perplexes sur les stratégies à adopter, relève le **Financial Times**. Résumé d'un des participants, visiblement inquiet face à une série de "vents contraires" : "Nous avons la crise de l'énergie, la crise alimentaire, la crise des chaînes d'approvisionnement, et nous avons la guerre."

Au Royaume-Uni, c'est une catastrophe sociale qui s'annonce : "10,5 millions de foyers, soit un tiers des ménages britanniques, pourraient tomber dans la pauvreté", indique le site **UnHerd**, aggravant ce qui est déjà la pire crise du coût de la vie qu'ait connue le Royaume-Uni depuis des décennies." Plusieurs villes envisagent de créer des "banques de chaleur" pour accueillir, dans des églises, des bibliothèques et des édifices publics, des familles incapables de se chauffer cet hiver. La crise ne touche pas que les particuliers. Plus de la moitié des PME britanniques

s'attendent à fermer d'ici un an. Avec pour conséquence des pertes d'emplois importantes. Liz Truss, la nouvelle Première ministre conservatrice, aura fort à faire. Les grèves se multiplient et les syndicats font à nouveau entendre leur voix. Les appels à la désobéissance civile trouvent aussi un écho grandissant. Comme outre-Rhin, où la colère et l'incompréhension montent face aux difficultés qui s'accroissent. Si les craintes d'un "hiver du mécontentement" grandissent, certains dénoncent "les prophéties autoréalisatrices" alimentées par les extrêmes. La réalité semble plus nuancée. Les Allemands sont partagés, note **Stern** dans l'excellent reportage qui ouvre notre dossier. Il y a ceux qui continuent comme si de rien n'était, et ceux qui se préparent au pire. Le magazine décrypte la révolution en cours : "Depuis la Seconde Guerre mondiale, le développement économique a toujours suivi grosso modo la même tendance en Allemagne :

toujours en avant, jamais en arrière. Seulement voilà, pour la première fois, le niveau de vie recule." Est-ce un problème de riches pour autant ? La question a fait débat dans la rédaction. Fallait-il "refaire" le sujet évoqué début août ? Une inflation à un chiffre, est-ce si grave quand, dans de nombreux autres pays – en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient –, les populations sont confrontées à une flambée des prix bien plus forte et qui concerne les produits de première nécessité ? Au regard des débats qui agitent la presse étrangère, nous avons tranché. La Russie ayant suspendu sine die ses livraisons de gaz à l'Europe, partout sur le continent, les mesures d'accompagnement se multiplient afin d'amortir le choc inflationniste : plafonnement des prix du gaz et de l'électricité en France ; gratuité des transports en Espagne ; aides aux plus précaires au Portugal, aux Pays-Bas ; chèques énergie

en Allemagne... Au passage quelques tabous sautent. Ainsi, à Berlin comme à Paris, il n'est plus exclu de mettre à contribution les entreprises qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels. Comment les États, les entreprises font-ils face ? Et à quoi chacun d'entre nous doit-il s'attendre ? C'est ce que nous avons tenté de décrypter dans ce dossier. En Hongrie, on assiste à une véritable ruée sur le bois, rapporte l'hebdomadaire **Magyar Hang**. Plus pragmatique, **Die Zeit** a calculé, sous forme d'infographie, l'incidence financière de quelques changements d'habitudes dans les foyers allemands. Des petits gestes qui participent des efforts à faire, mais qui ne sont qu'une réponse infime au problème global.

En couverture :
Inflation : dessin de Côté paru dans **Le Soleil**, Québec.
Mode : illustration d'Aaron Marin parue dans **le Financial Times**, Londres.



p.12

ROYAUME-UNI

Une Thatcher au rabais

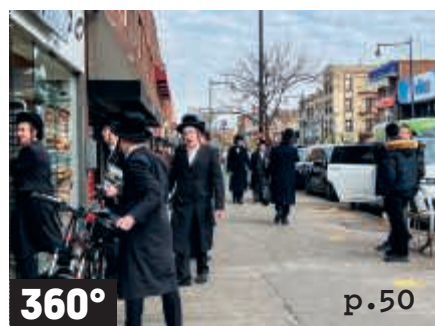
Deux mois après la chute de Boris Johnson, Liz Truss, la nouvelle Première ministre conservatrice, hérite de dossiers brûlants. Pourra-t-elle s'en sortir ? **The Observer** en doute.

ÉCONOMIE p.44

La mode peut-elle devenir verte ?

Polluant et difficile à recycler, le prêt-à-porter est devenu en trente ans l'une des industries les plus néfastes pour la planète. Mais une prise de conscience chez les consommateurs offre une lueur d'espoir, souligne le **New Scientist**.

Sommaire



360°

p.50

Des villages juifs hongrois à New York

Plusieurs quartiers de Brooklyn abritent une importante population juive ultraorthodoxe, arrivée de Hongrie après la Seconde Guerre mondiale. Le blogueur budapestois Tas Tobias s'étonne d'y être aussi peu dépaycé.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

444.hu (444.hu) Budapest, en ligne. **Dawn** Karachi, Lahore, Islamabad, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, hebdomadaire. **GK** (gk.city) Guayaquil, en ligne. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **Mada Masr** (madamasr.com) Le Caire, en ligne. **Magyar Hang** Budapest, hebdomadaire. **Muwatin** Londres, mensuel. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **El País** Madrid, quotidien. **El País** México (elpais.com/mexico) Mexico, en ligne. **Politiken** Copenhague, quotidien. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Stern** Hambourg, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire. **La Tercera** Santiago, quotidien. **USA Today** McLean (États-Unis) quotidien. **El-Watan** Alger, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

7 JOURS DANS LE MONDE p.8

Chili. Des fractures à vif

Après le rejet du projet de nouvelle Constitution, le président de gauche Gabriel Boric devra renoncer aux discours clivants et élargir son gouvernement, estime le quotidien **La Tercera**.

Choisissez
Uber Green
~~pour être~~
~~un bon bobo~~
parce que c'est
moins cher

Pour une fois, le choix plus écologique
est aussi plus économique



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. Chili. Des fractures à vif
10. Russie. Avec Gorbatchev, la mort d'un "grand utopiste"

D'un continent à l'autre

12. Royaume-Uni. Liz Truss, une Thatcher au rabais
14. Suède. Surenchère électorale autour de la sécurité

16. États-Unis. Comment j'en ai fini avec ma dette étudiante

18. Équateur. Un hôtel de luxe aux Galápagos ?

19. Mexique. Bataille juridique autour de la marque Frida Kahlo

20. Oman. Une tolérance de façade

21. Égypte. École publique : vous avez dit gratuit ?

23. Spécial vins. Le bio s'enracine à Châteauneuf-du-Pape

28. Afrique. Comme un air de guerre froide

30. Pakistan. Nous nous sommes trompés de modèle

À la une

32. Inflation, amortir le choc

Transversales

44. Économie. La mode peut-elle devenir verte ?

48. Environnement. L'acide menace

360°

50. Reportage. Des villages juifs hongrois à New York

54. Culture. Manifesta 14, pour découvrir un autre Kosovo

56. Culture. Illustrateur était mon métier

58. Histoire. Une maquette secret d'État



SUR NOTRE SITE

La pilule philosophique. "Je ne m'épanouis que dans l'urgence et le surmenage"

L'écrivain espagnol Sergio del Molino explique dans **El País** qu'il s'est déjà vanté d'être paresseux, "pour flirter". Mais en réalité, il "préfère les tâches multiples", être débordé par le travail et par le temps, car "il n'y a pas d'autre vie que l'urgence".

Vu des Pays-Bas. En Flandre française, balade le long de la frontière linguistique

En visitant les villages de la région, un journaliste du quotidien **NRC Handelsblad** découvre une zone où "s'entremêlent comme deux couleurs" le français et le flamand, ce dialecte surtout parlé en Belgique et aux Pays-Bas.

Hommage. Ivan Krastev : "Gorbatchev a sorti ma génération de l'abîme"

Dans un texte très personnel publié par **The Guardian**, l'influent politologue bulgare rend hommage au dernier dirigeant de l'URSS, disparu le 30 août.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

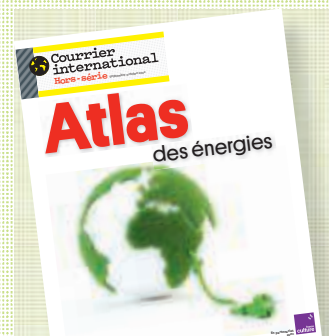


Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE

Comment sortir des énergies fossiles ?
Peut-on se passer du nucléaire ?
À quand la transition énergétique ?
Réponses en cartes
et en infographies.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

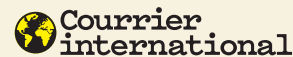
CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Septembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit

(16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique

Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE

MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service,

16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36),

Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon

(Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Benjamin Morante

(Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin

Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège,

Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous

(Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie,

Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian

(Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef

de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérandère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord,

16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann

Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE

Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau

(Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud),

Élisabeth D. Inadiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréens) MOYEN-ORIENT Bachir

El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal

Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent

Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussson (Afrique

australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale

Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique,

Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béleil

(chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Liiffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édi-

tion), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet,

Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby

(éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (déve-

loppement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liiffschitz

(chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe,

anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon

(anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand),

Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois,

anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol)

RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe

Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION

Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan

Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41),

Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation)

MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia

CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la

communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizé Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de

fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour,

François Burkard, Enzo Caillaton, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini,

Marie Daoudal, Guillaume Deneufbourg, Geneviève Deschamps, Mona Guichard,

Emmanuel Hergot, Lucie Hoarau, Zineb El Mountassar, Sophie Laurent-Lefèvre,

Servan Le Janne, Valentine Morizot, Elna Pernin, Isabelle Taudière, Maddalena de

Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris

Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale

adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.

fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steeve

Dublin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech &

Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué,

pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué,

pôle Opérations spéciales Steeve Dublin (steeve.dublin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Lucie

Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 4 55 Directeur

de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude

Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20)

Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion

Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89),

Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service

clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066

Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9 h à 18 h)

Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France

métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : 0,0083 kg / tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart Le Monde - Sélection Hebdomadaire posé sur la totalité des abonnés France métropolitaine

LE MCWRAP™ QUE VOUS ALLEZ AIMER AVEC UN GRAND A

POULET PANÉ
SANS
CONSERVATEURS



POULET PANÉ
PRÉPARÉ AVEC
100%
DE FILET
DE POULET



**POULET, CHOU ROUGE
& PICKLES D'OIGNONS**

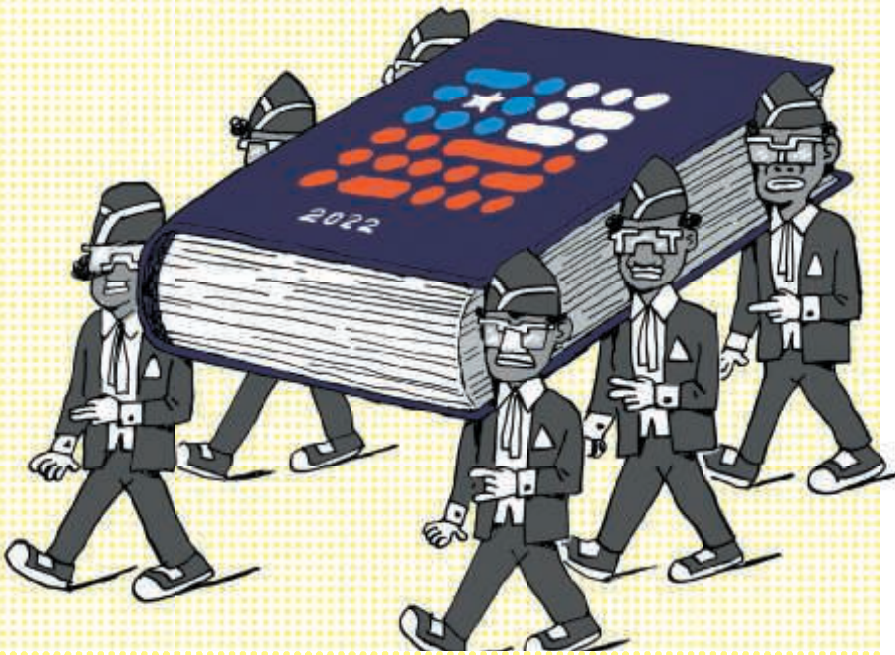
Poulet pané = filets de poulet hachés, marinés, panés puis frits.

Durée limitée

Pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour. www.mangerbouger.fr

Chili. Des fractures à vif

Après le rejet du projet de nouvelle Constitution, le président Gabriel Boric devra renoncer aux discours clivants et élargir son gouvernement, estime ce journal classé au centre droit.



—La Tercera (extraits) Santiago

C'est le plus grand rêve – et le pire cauchemar – de ceux qui accèdent aux plus hautes fonctions de leur pays : être au pouvoir pendant un moment historique. Surtout dans un pays comme le Chili, où le président est chef du gouvernement et de l'État, chef de sa coalition et principal porte-parole du pays. Surtout quand ce moment se révèle un échec colossal – c'est indéniable.

C'est précisément la situation dans laquelle se trouve le président chilien, Gabriel Boric, qui a en un sens fait le deuil de sa jeunesse, 36 ans, ce dimanche 4 septembre [après la défaite du oui au projet de nouvelle Constitution – 38 % contre 62 % pour le non]. En sa qualité de chef de l'État, il doit proposer un projet qui saura restaurer l'unité nationale. Il faut pour cela enthousiasmer et non se mettre à dos les adversaires, et tenir compte des craintes de ceux qui ont voté non. Écouter et contenir les angoisses de ceux qui ont eu peur du projet constitutionnel, car ils le jugeaient risqué. Il faut analyser cette crainte et ce rejet. Et aussi contenir l'immense frustration de ceux qui ont voté oui.

La déchirure du tissu social révélée par les grandes manifestations d'octobre 2019 a ouvert les yeux à un grand nombre de personnes, qui ne pensaient pas que le Chili était à ce point à la croisée des chemins. On ne peut pas refermer les yeux, pas plus que le rejet du texte ne peut être interprété comme un retour au statu quo.

En sa qualité de chef de sa coalition [de gauche], Gabriel Boric doit former avec pragmatisme et fermeté un nouveau gouvernement représentatif de cette unité, plus rassembleur. Avec des personnes qui confortent et partagent son interprétation d'un progressisme qui a convaincu 55 % des votants [son score au second tour de la présidentielle, le 19 décembre 2021].

Le président doit nommer aux ministères des hommes et femmes qui ont de la stature, des talents de médiation, de la bouteille et de l'autodiscipline. Des personnalités qui obtiennent des résultats concrets, qui font consensus et s'attaquent aux problèmes de l'heure.

Par ailleurs, il doit garder à l'esprit que ce référendum perdu résulte d'une dispersion du centre gauche. Il faut qu'il

en tire toutes les conséquences, lucidement, sans perdre de vue que cette défaite pourrait devenir récurrente, voire permanente. Dans son propre camp, certains courants pourraient former des alliances avec la droite, et ainsi peser sur le résultat de certaines élections.

En tant que chef du gouvernement, le président doit comprendre que le processus constitutionnel qui s'ouvre aujourd'hui [il a promis de le relancer] – et qui promet d'être ardu – ne doit pas se faire au détriment des priorités absolues de son gouvernement : la situation économique et aussi, et surtout, l'insécurité.

En sa qualité de chef de l'État, Boric doit proposer un projet qui saura restaurer l'unité nationale.

Enfin, en tant que principal communicant, son objectif est clair : il doit trouver le ton qui convient. Entre le premier et le second tour de la présidentielle, il avait su faire passer un message d'unité, d'espoir et de tranquillité. En revanche, lors de ses premiers mois à la tête du gouvernement, il s'est souvent montré plus agressif.

Sa manière de s'exprimer marquera l'orientation du gouvernement, mais aussi celle de son équipe et de sa coalition, Apruebo Dignidad ("J'approuve la dignité"). Il doit renoncer au langage clivant et arrogant – si répandu parmi les membres de la Convention constitutionnelle, en grande partie responsables de cette débâcle ("*nous avons gagné, vous avez perdu*") –, pour endosser le rôle de celui qui ramène le calme et l'espoir. Et ce, en dépit de l'amertume que peuvent éprouver ceux qui ont voté en faveur de la nouvelle Constitution.

Une chose est sûre, le président Boric va devoir agir vite, et sur tous ces fronts. Mais personne n'a dit qu'il allait avoir la partie facile.

—Paula Escobar

Publié le 5 septembre

SOURCE



LA TERCERA

Santiago, Chili

Quotidien 5 000 ex. environ
(150 000 le samedi et le dimanche)
lateraltercera.com

Lancée en 1950, "La Troisième" est un journal populaire, plutôt situé au centre droit, essentiellement lu par la classe moyenne, qui apprécie ses articles d'information générale, ses pages sportives et ses nombreux suppléments.

Contexte

Les raisons du rejet

●●● Lundi 5 septembre, au lendemain de l'écrasant rejet par référendum du projet de nouvelle Constitution – 62 % de non –, le président de gauche Gabriel Boric, qui avait soutenu ce projet, recevait au palais présidentiel de la Moneda les présidents de la Chambre des députés et du Sénat. Objet : dessiner une feuille de route encore imprécise vers une nouvelle "Carta Magna". Mais, cette fois, en associant le pouvoir législatif, ce qui ne fut pas le cas de la Convention constitutionnelle, élue au suffrage universel direct en mai 2021. Ce qu'un chroniqueur du site **El Mostrador** avait qualifié de "*spirale d'adrénaline politique*" a en fait débuté en octobre 2019, lors d'une révolte parfois violente, sans leader ni mot d'ordre spécifique, sinon la vague demande de plus de justice sociale. En novembre, la quasi-totalité des partis politiques tombaient d'accord pour lancer un processus de nouvelle Constitution. Mais la Convention constitutionnelle avait été "mal élue" – 61,5 % d'abstention. Durant un an, 154 constituants issus de mouvements divers, principalement de gauche, ont élaboré un très long texte. Près de 400 articles, dont le premier proclame le Chili comme "*un État social et démocratique de droit, plurinational, interculturel, régional et écologique*". Le projet supprimait le Sénat, un contre-pouvoir important aux yeux des Chiliens, reconnaissait le système de justice des différents peuples amérindiens et garantissait le droit à l'IVG, dans un pays toujours très catholique. À propos de l'échec retentissant de ce projet, le site de gauche **El Desconcierto**, qui a milité pour le oui, écrit dans une tribune intitulée "La démocratie fait mal" : "*Nous avons eu l'occasion de changer l'histoire, mais nous n'y sommes pas parvenus [...], car nous rombons sans cesse dans le délire romantique de la révolution là où la tradition l'a toujours emporté.*"

✍ Dessin de Lauzan, Chili.

FRANCE

Le procès des attentats de Nice, dans l'ombre du 13 Novembre

Six ans après l'attentat, la presse étrangère s'interroge sur l'écho qu'auront ces audiences organisées à Paris et en l'absence du coupable.

Un nouveau chapitre dans la douloureuse métabolisation de l'histoire récente du pays. C'est par ce commentaire que le quotidien suisse **Neue Zürcher Zeitung** a annoncé l'ouverture, le 5 septembre à Paris, du procès de l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice, qui a fait 86 morts et plus de 400 blessés. Six ans après les faits et à des centaines de kilomètres de la promenade des Anglais. Et même si les audiences se tiennent dans la salle spécialement conçue pour le procès des attentats du 13 novembre 2015 (qui s'est tenu de septembre 2021 à mai), la presse internationale se demande si cette nouvelle procédure aura le même écho.

Au premier jour, la correspondante du journal belge **Le Soir** relevait déjà une ambiance bien différente. "Au palais de justice de Paris, le public n'est pas venu en nombre. Les victimes elles-mêmes sont rares à avoir fait le déplacement de Nice. Même les mesures de sécurité sont moins drastiques que celles mises en place pour juger les attentats du 13 novembre 2015. Comme si, en l'absence de Mohamed Lahouaiej Bouhlel, le chauffeur du camion tué par les forces de l'ordre après avoir semé la mort à l'issue du feu d'artifice, ce procès de 'seconds couteaux' était privé d'une partie de sa dimension historique."



Le tabloïd suisse **Blick** se demande pour sa part si le choix du lieu est judicieux. "Il est symbolique, mais il est aussi de nature à attiser les frustrations des Niçois." C'est "comme si ce rendez-vous judiciaire était condamné à se dérouler dans l'ombre des neuf mois de débat précédents". Pendant le procès du 13 Novembre, insiste le tabloïd suisse, "un survivant des commandos terroristes [Salah Abdeslam] a pu s'exprimer et répondre aux questions des magistrats et des parties civiles". Mais pour celui de Nice, l'auteur a été abattu par la police et aucun des huit accusés ne l'est pour complicité. Si bien que dans la salle d'audience risque de prévaloir "ce sentiment frustrant de n'avoir dans le box des accusés que des délinquants sans importance, loin, très loin des cerveaux de l'organisation État islamique (EI), encore appelée Daech, qui a ensuite revendiqué l'attentat", met en garde **Blick**. Depuis Madrid, **El País** veut néanmoins croire au "rôle cathartique" de ce procès pour les victimes et en premier lieu pour les 850 parties civiles. Plus encore, souligne le quotidien espagnol, il constituera "un pas supplémentaire dans le travail collectif destiné à juger et à analyser dans toute sa complexité la vague d'attentats survenue en 2015 et 2016".

— **Courrier international**

À bout portant



ARGENTINE — "La démocratie visée à la tête", s'alarme le journal de gauche **Página 12**, le 2 septembre. La

veille, un homme a tenté de tirer sur la vice-présidente, Cristina Kirchner, alors qu'elle prenait un bain de foule avant de rentrer chez elle. Miraculeusement, la balle n'est pas partie. L'agresseur, un Brésilien de 35 ans installé en Argentine depuis son enfance, a été arrêté, et il garde le silence depuis. Ses motivations restent inconnues. Depuis des jours, des soutiens de l'ancienne présidente (2007-2015) se massaient aux abords de son domicile, alors qu'elle est jugée pour fraude et corruption. Douze ans de prison et l'inéligibilité à vie ont été requis contre celle qui décrit ce procès comme un "procès politique contre le péronisme". Ses partisans, eux, espèrent qu'elle se présentera à la présidentielle d'octobre 2023. Le verdict est attendu à la fin de l'année, mais pourra faire l'objet d'un appel.

Un journaliste embastillé

RUSSIE — Incarcéré depuis juillet 2020, le journaliste Ivan Safronov, 32 ans, a été condamné le 5 septembre à vingt-deux ans de "colonie pénitentiaire à régime sévère", rapporte **Kommersant**. "Accusé de haute trahison pour le compte des services de renseignement tchèque et allemand", l'ancien journaliste spécialiste des dossiers militaires et ancien conseiller du directeur de l'agence spatiale de Russie Roscosmos n'a jamais reconnu sa culpabilité, arguant que les documents sensibles qu'il a révélés provenaient de sources publiques. Dans sa dernière prise de parole au tribunal, il a déclaré que c'est son travail de journaliste qui était visé et qu'aucune preuve n'avait été présentée pour étayer les accusations. Par ailleurs, le même jour, Moscou a révoqué la licence de l'édition papier de **Novia Gazeta**, pilier du journalisme d'investigation, qui avait dû suspendre sa diffusion en mars.

250 000

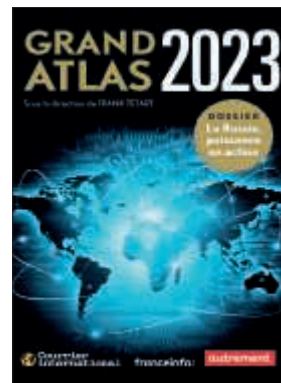
DOLLARS pour une plongée en sous-marin sur l'épave du **Titanic**, qui gît à 4 000 mètres de profondeur. C'est ce que propose l'entreprise **OceanGate Expeditions** qui, pour convaincre les touristes fortunés, a rendu publiques des images en très haute définition de la plus célèbre des épaves, raconte **The New York Times** le 4 septembre. Des images censées aussi servir aux scientifiques. Chaque expédition dure huit heures, dont cinq consacrées à la descente et à la remontée. Deux expéditions ont été organisées cet été, et les inscriptions sont ouvertes pour une nouvelle plongée en sous-marin en 2023.

NOTRE SÉLECTION



Pour commander, scannez le code QR

Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc> ou par téléphone : 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



19,90€*

Collection dirigée par Frank Tétart Format

Grand Atlas 2023

Le **Grand Atlas 2023** fait le point sur l'actualité géopolitique mondiale. Les 50 thèmes abordent les enjeux politiques de l'année, les conflits en cours et les défis de la mondialisation. En plus, un dossier spécial pour fêter les 10 ans.

- Format : 20 x 29,5 cm
- 144 pages

L'agenda 2023

La rédaction de **Courrier international** à imaginé pour vous un agenda original.

- Septembre 2022 à décembre 2023
- Format : 145 mm x 210 mm
- 144 pages
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque-page

9,90€*



Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2022 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Massacre au couteau

CANADA — “Un suspect retrouvé mort, son frère toujours en fuite”, écrit le **Globe & Mail** mardi 6 septembre en une de son édition de la région des Prairies. Deux jours plus tôt, dans cette vaste région de l'Ouest canadien, deux frères de 30 et 31 ans ont poignardé à mort dix personnes et en ont blessé dix-huit autres. Ce massacre a eu lieu sur le territoire de la James Smith Cree Nation, un groupe autochtone de la province de la Saskatchewan. Le mobile des tueurs restait inconnu mais pourrait être lié à la drogue. Le 6 septembre, des centaines de policiers continuaient de traquer le frère cadet.

Les adieux d'une reine



TENNIS — Sortie au 3^e tour de l'US Open par l'Australienne Ajla Tomljanovic, Serena Williams a (probablement) disputé le 2 septembre son dernier match en tant que joueuse professionnelle. Les adieux de celle qui avait remporté en 1999, à 17 ans, sur ce même court de New York, le premier de ses 23 titres du Grand Chelem marquent “la fin d'une époque”, comme l'écrit le **Daily News**.

Rapport accablant

CHINE — Désormais, “personne ne peut dire qu'il ignore” ce que la Chine fait subir aux Ouïgours dans le Xinjiang, écrit **The Guardian** dans son éditorial du 1^{er} septembre. La veille, l'ONU a publié un rapport selon lequel “l'ampleur des détentions arbitraires et discriminatoires” dans cette province de l'ouest du pays pouvait constituer “des crimes internationaux, en particulier des crimes contre l'humanité”. Aussitôt publié, aussitôt réfuté, note pour sa part le **Lianhe Zaobao**, depuis Singapour. À Pékin, le ministère des Affaires étrangères a ainsi qualifié ce rapport de “méli-mélo de fausses informations”.

RUSSIE

Avec Mikhaïl Gorbatchev, la mort d'un “grand utopiste”

Figure de la fin de la guerre froide, le dernier dirigeant de l'Union soviétique disparaît alors que la Russie mène une invasion en Ukraine. Si son héritage politique divise ses compatriotes, personne ne nie son importance historique.

Mikhaïl Gorbatchev, le dernier dirigeant de l'Union soviétique, est mort le 30 août, à l'âge de 91 ans. De son vivant, “et même sous son règne”, écrit **Kommersant**, ont disparu l'Union soviétique et le Parti communiste. Pour certains, explique le quotidien russe, “cela a constitué une immense tragédie, voire une catastrophe, et ils accusent Gorbatchev de toutes les fautes, voire tous les crimes, imaginables”.

Les autres, en revanche, “se rendent compte que, sans lui, la Russie d'aujourd'hui n'aurait pas été possible, et le monde dans lequel elle a évolué ces trente dernières années aurait probablement perdu l'optimisme et l'espoir qui l'habitaient encore tout récemment”.

En Russie, son héritage n'a cessé de diviser et ne satisfait finalement personne. Les libéraux ne jureraient que par Boris Eltsine, celui qui a véritablement ouvert la Russie à l'Occident, et les conservateurs ne lui pardonnent pas d'avoir précipité la chute de l'URSS par ses réformes. “Dans les consciences de la Russie actuelle persiste l'idée selon laquelle ‘la plus grande catastrophe géopolitique du xx^e siècle’ [selon l'expression de Vladimir Poutine], la chute de l'Union et la perte des positions qu'occupait l'URSS en tant que l'une des deux superpuissances mondiales, relève de la faute personnelle de Mikhaïl Gorbatchev et de lui seul. Sans lui, l'Union ne se serait pas démantelée, le pacte de Varsovie aurait été conservé, le mur de Berlin ne serait pas

tombé et l'Otan ne se serait pas élargie vers l'est”, écrit le chroniqueur Sergueï Strokan dans **Kommersant**.

Pourtant, rappelle le journal en ligne **Gazeta.ru**, celui qui a entrepris de libérer ses concitoyens du carcan de l'idéologie soviétique, autorisé l'entreprise privée, entrouvert les frontières et amorcé le désarmement, était avant tout un démocrate attaché à la préservation de l'Union soviétique.

De fait, abonde Sergueï Strokan, “Gorbatchev n'a fait que mettre en œuvre la demande d'un changement de vie au sein du vieux système soviétique, demande qui avait grandi dans la société au cours de la seconde moitié des années 1980”. Ainsi, l'homme d'État a “bâti sa propre utopie historique, qui envisageait un monde dans lequel l'URSS, prise dans l'étau de sa confrontation avec l'Occident, pourrait enfin respirer à pleins poumons”.

En réalité, poursuit l'éditorialiste, “si Gorbatchev a joué à qui perd gagne avec l'Occident, ce n'est pas parce qu'il était un traître, mais parce qu'il était un grand utopiste, qui

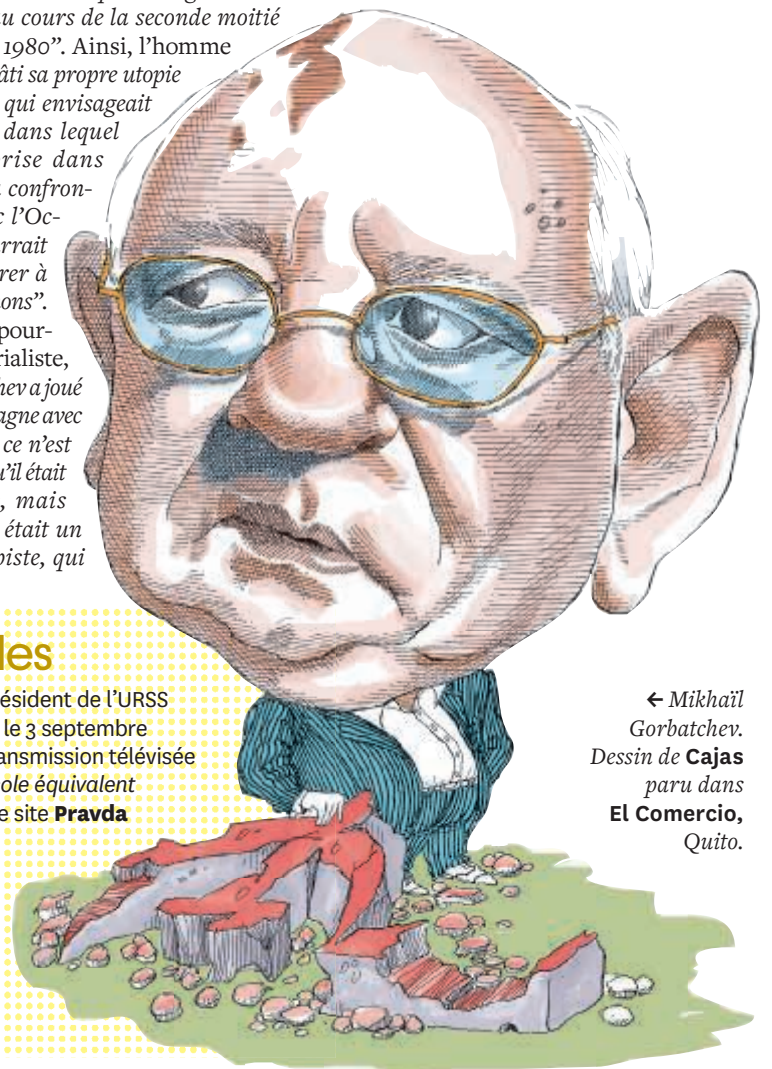


croyait dur comme fer que cela allait fonctionner, qu'il suffisait de se détacher des vieux dogmes et de s'armer de la ‘nouvelle pensée’”.

Pour la survie de son pays Gorbatchev voulait mettre fin à l'antagonisme Est-Ouest. Sa contribution à la fin de la guerre froide lui vaudra d'ailleurs, en 1990, le prix Nobel de la paix. **Gazeta.ru** rappelle fort à propos ce passage d'une interview de Gorbatchev à l'agence de presse russe **Ria Novosti** datant du 11 janvier 2021 : “On reparle en ce moment de confrontation entre l'Est et l'Ouest, de guerre froide, de course à l'armement. Et il va falloir recommencer une grande partie du travail. Je considère que la Russie est pour le dialogue. Et je sais que beaucoup d'Occidentaux estiment également qu'il ne faut pas continuer sur cette voie [de conflit] encore trop longtemps. Il faudra beaucoup de volonté politique pour restaurer des relations normales, mais il n'y a pas d'autre voie que le dialogue.”

Et, faisant référence à la résurgence de ce bras de fer suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, Sergueï Strokan conclut : “Le premier et dernier président de l'URSS a quitté la vie l'année même où a été définitivement tournée la page de son utopie historique. À la place de la grande utopie est arrivée la grande anti-utopie.”

— **Courrier international**



← Mikhaïl Gorbatchev. Dessin de **Cajas** paru dans **El Comercio**, Quito.

Poutine absent aux funérailles

●●● Les obsèques de Mikhaïl Gorbatchev, le seul président de l'URSS - c'est lui qui avait créé ce poste -, se sont déroulées le 3 septembre à Moscou en l'absence de Vladimir Poutine, sans retransmission télévisée et sans que soit décrété de deuil national. “Un protocole équivalent à celui mis en place pour Vladimir Jirinovski”, relève le site **Pravda** en référence à la mort, le 6 avril, de ce simple chef de parti politique (nationaliste). L'ex-président de la Russie et actuel vice-président du Conseil de sécurité Dmitri Medvedev avait toutefois fait le déplacement. Quant à la foule compacte, parmi laquelle quelques personnalités, il s'agissait avant tout de la frange libérale de la société russe.

CONTROVERSE



Les voyages lunaires de la Nasa sont-ils trop chers ?

La fusée géante Space Launch System doit permettre à l'agence spatiale américaine de retrouver le chemin de la Lune. Mais à l'heure où Blue Origin ou SpaceX proposent des vols moins coûteux, l'investissement qu'elle a nécessité fait débat.

NON

Ils aident à notre compréhension du monde

—The Observer Londres

Si tout se passe comme prévu, pour la première fois depuis cinquante ans, un engin capable d'emmener des humains sur la Lune décollera du Centre spatial Kennedy, en Floride. Lors d'un vol d'essai de plus de 2 millions de kilomètres, baptisé "Artemis 1", la fusée géante Space Launch System (SLS) lancera dans l'espace un vaisseau Orion conçu pour héberger jusqu'à six astronautes. En cas de succès, ce voyage de quarante-deux jours, au cours duquel sera propulsé Orion – pour cette fois sans équipage –, à quelque 65 000 millions de kilomètres au-delà de la Lune, prouvera que les États-Unis sont encore en mesure d'envoyer des humains sur le satellite terrestre.

Mais cet exploit a un prix. Les contribuables américains devront déboursier au total 93 milliards de dollars [93 milliards d'euros] pour financer l'ensemble du programme Artemis qui, après avoir conduit des humains sur la Lune, vise à envoyer des astronautes jusque sur Mars. L'investissement est colossal et d'aucuns doutent fortement de son intérêt à l'heure où des sociétés spatiales privées comme Blue Origin, de Jeff Bezos, et SpaceX, d'Elon Musk, développent des fusées géantes réutilisables qui pourraient réduire considérablement les coûts des missions dans l'espace lointain. Aussi de nombreux analystes estiment-ils que le transport de personnes vers la Lune et Mars devrait être confié à des sociétés privées.

Certains se posent même des questions majeures sur l'intérêt d'envoyer des hommes et des femmes dans l'espace. Les robots, eux, n'ont pas besoin de nourriture, d'air ou de toilettes, et il n'est pas nécessaire de les ramener sur la Terre. Et beaucoup de scientifiques sont d'avis de laisser des automatiques faire le sale boulot.

Mais ces arguments sont de peu de poids en ces jours où la Chine et la Russie cherchent toutes deux à s'imposer comme

de grandes puissances spatiales et alors qu'elles ont dévoilé leur intention de construire leurs propres stations. Dans le climat politique tendu que nous connaissons aujourd'hui, les États-Unis ne peuvent guère se permettre de regarder ces projets se réaliser sans s'engager eux-mêmes dans des programmes phares et des missions spatiales habitées.

L'envoi d'êtres humains aux confins du Système solaire n'est pas dépourvu d'intérêt, bien au contraire. Le fait est que les voyages vers la Lune – les premières expériences de l'humanité dans l'espace lointain – ont transformé notre compréhension de la place que nous occupons dans l'Univers. En décembre 1968, à bord d'Apollo 8, la première mission qui envoya des astronautes [en orbite du] satellite terrestre, Bill Anders photographia le spectacle du disque bleu de la Terre s'élever au-dessus de l'horizon lunaire. Pour la première fois, ses images du lever de la Terre ont donné à voir notre planète non pas comme un ensemble de continents et d'océans, mais comme un monde entier, comme une sphère solitaire dans l'obscurité cosmique, laissant présager qu'aucune aide venue d'ailleurs ne pourrait nous sauver de nous-mêmes.

Prise de conscience. Sept mois plus tard, en juillet 1969, Neil Armstrong fut lui aussi frappé par la vision de la Terre – "ce minuscule joli petit pois bleu" – suspendue dans le ciel au-dessus de l'atterrisseur Eagle d'Apollo 11. "J'ai fermé un œil et j'ai levé un pouce, et mon pouce cachait la Terre." Le premier humain à avoir marché sur la Lune a-t-il pour autant eu l'impression d'être un géant ? "Non, se souvient-il plus tard. Je me suis senti très, très petit."

Anders, Armstrong et les autres astronautes des missions Apollo ont bouleversé la vision que nous avons de notre monde. Leurs observations et leurs expériences ont souligné la fragilité de la Terre et joué un rôle clé dans la naissance du mouvement de défense de l'environnement à la fin des années 1960. Sous cet angle, on peut considérer que les investissements réalisés pour explorer la Lune ont été rentables et qu'il y a encore de nombreux fruits à récolter de nouvelles missions habitées dans l'espace. Difficile d'en calculer le prix exact, soit, mais l'envoi d'êtres humains vers d'autres mondes est une aventure qui profite à l'ensemble de l'espèce humaine. —

Publié le 28 août

OUI

Confions-les aux entreprises privées

—The Economist (extraits) Londres

Dans son nouveau livre, *The Crux* [inédit en français], Richard Rumelt, professeur de stratégie commerciale, parle de la conversation qu'il eut un jour avec un colonel de l'armée de l'air [américaine]. Quel est, s'enquerra M. Rumelt, le parfait avion de chasse ? Et le colonel de répondre : "Sa conception serait confiée à des entreprises de chaque État et sa fabrication à des entreprises de chaque circonscription électorale du Congrès." L'auteur évoque cette histoire après avoir pointé du doigt le gâchis et l'incohérence du programme de la navette spatiale américaine (Space Shuttle) de la Nasa – gâchis et incohérence qu'il impute en bloc au Congrès.

Hélas, le Congrès n'apprend jamais. Le 29 août ou peu après, plus d'une décennie après la fin du programme Space Shuttle, la Nasa testera pour la première fois sa nouvelle fusée, le Space Launch System (SLS) [après plusieurs déconvenues techniques, la Nasa a décidé le 3 septembre de reporter sine die le tir de sa fusée]. Ce test constitue la première étape du programme Artemis, qui vise à envoyer des humains sur la Lune et, à terme, sur Mars. Il est le successeur de la navette spatiale et l'héritier de la légendaire fusée Saturne, qui envoya les astronautes d'Apollo sur la Lune.

Mais le SLS est aussi un gâchis colossal. La conception et l'exécution du projet sont l'exemple magistral d'une politique électoraliste. Résultat : une fusée qui, peu après son tout premier vol, sera probablement surclassée par des modèles construits par des entreprises privées. Et ce n'est la faute ni des scientifiques ni des ingénieurs de la Nasa. Mais celle, encore une fois, du Congrès.

Le développement du SLS a coûté quelque 23 milliards de dollars [23 milliards d'euros] aux contribuables américains au cours de la dernière décennie. Pendant ces dix années, le secteur des lancements commerciaux a fleuri. Ainsi SpaceX montre qu'il est possible de réutiliser des fusées

qui envoient des astronautes et du matériel dans l'espace pour 50 millions de dollars par lancement, beaucoup moins que les 2 milliards de dollars (ou plus) que doit coûter chaque voyage à bord du SLS. D'ici six mois, SpaceX aura mis en orbite Starship, sa plus grosse fusée à l'heure actuelle. Ce lanceur spatial superlourd sera capable de transporter des charges utiles équivalentes à celles du SLS, estime Elon Musk, pour quelques millions de dollars par vol seulement. Étant donné la concurrence croissante d'entreprises comme Blue Origin, on voit mal quel rôle pourrait jouer le SLS de la Nasa dans l'exploration spatiale.

La méthode électoraliste peut avoir un intérêt sur le plan politique, mais c'est un piètre moyen de faire avancer la technologie. Si le Congrès s'intéressait un tant soit peu à l'exploration de l'espace, il supprimerait le SLS. La Nasa pourrait se concentrer sur la définition de l'architecture du programme Artemis et acheter des moyens de transport quand cela est nécessaire.

Science fondamentale. L'administration de Joe Biden devrait recentrer le travail de la Nasa sur des choses qu'elle seule peut réaliser et pour lesquelles il n'existe pas encore de marché : la recherche scientifique à haut risque ; les technologies nécessaires à des missions spatiales qui repoussent les limites de nos connaissances actuelles ; la compréhension et la gestion de menaces qui pèsent sur notre planète telles que le dérèglement climatique. Une infime fraction des 23 milliards gaspillés dans le SLS ferait une énorme différence.

Paradoxe s'il en est, les graines de l'industrie spatiale commerciale florissante ont été semées par l'administration de la Nasa chargée de la gestion du SLS. En 2020, l'administratrice adjointe Lori Garver et ses collègues ont en effet accepté un compromis à propos du SLS, afin de récupérer un petit pourcentage de l'argent de Constellation [le programme précédent de la Nasa, qui visait à envoyer des hommes sur la Lune, annulé en 2010] pour financer leur véritable objectif : soutenir les jeunes entreprises privées de lancement et réduire drastiquement le coût de l'envoi de personnes sur l'orbite terrestre basse. Ce pari a été joliment payant. Pour preuve, parmi d'autres : SpaceX, qui, sans cela, en serait aujourd'hui nulle part. Mais qu'il est désolant que la Nasa ne récolte pas les fruits de ce pari et que le Congrès s'accroche moricard à ses méthodes d'un autre temps ! —

Publié le 28 août

d'un
continent
à l'autre.
europe



Amériques.....	16
Moyen-Orient...	20
France.....	23
Afrique.....	28
Asie.....	30

—The Observer (extraits)
Londres

Liz Truss a les clés de Downing Street. Mais les membres du parti de sa circonscription se souviennent qu'elle a bien failli ne jamais devenir députée. C'était en 2009, douze ans avant son arrivée aux Affaires étrangères, et elle venait de remporter la désignation du parti pour le siège du South West Norfolk.

Des dizaines de militants de la ligne dure du Parti conservateur dans cette région rurale, surnommés les "talibans du

terroir", avaient organisé une réunion en urgence, au motif que ses dix-huit mois de liaison avec un député conservateur leur avaient été cachés quand elle avait été nommée candidate. Certains souhaitaient qu'elle retire sa candidature.

Roy Brame, membre de ces talibans du terroir, s'était rendu à cette réunion convaincu qu'elle n'était pas apte à se présenter aux élections. Mais il se souvient que Liz Truss avait rapidement conquis la salle grâce à ce mélange de charme et d'impassibilité à toute épreuve qui la caractérise.

Roy Brame avait voté contre elle ce soir-là, mais il avait été impressionné par ses réparties, et avait déclaré aux journalistes : "Nous venons de voir la nouvelle Thatcher." Liz Truss a survécu à ce meeting et remporté le vote la désignant comme candidate.

Treize ans plus tard, Liz Truss a occupé six postes dans des ministères sous trois Premiers ministres différents – et en 2016, elle est devenue la première femme à être lord chancelière, à la tête du ministère de la Justice et également garde des Sceaux. Mais surtout, elle a su séduire la majorité des 175 000 membres du Parti conservateur, qui ont voté le mois dernier pour choisir le prochain Premier Ministre.

Toque de fourrure. La comparaison avec Margaret Thatcher est régulièrement mise en avant par son équipe. Que ce soit à propos de ses chemisiers à lavallière, de sa photo sur un tank ou sur la place Rouge à Moscou en toque de fourrure, tous avancent que Liz Truss est prête à secouer l'establishment conservateur, comme son héroïne l'avait fait avant elle.

Élevée par des parents de gauche, elle a milité au Parti libéral démocrate et fréquenté un lycée public "woke", selon ses dires, dans le nord de l'Angleterre. Des qualités qu'elle met volontiers en avant pour discréditer Rishi Sunak [son concurrent dans l'élection pour prendre la tête du parti], élève de lycée privé et au parcours plus international.

Ses opposants, et elle n'en manque pas au sein de son propre parti, la trouvent dépourvue des nombreuses qualités dont était dotée Thatcher : manque de sérieux intellectuel, tendance aux slogans faciles et aux discours



Royaume-Uni. Liz Truss, une Thatcher au rabais

Deux mois après la chute de Boris Johnson, la nouvelle Première ministre conservatrice hérite de dossiers brûlants – inflation galopante, crise de l'énergie, système de santé en déliquescence. Pourra-t-elle s'en sortir ? Le journal britannique de gauche *The Observer* en doute.

peu convaincants. Cette autre facette de sa personnalité pourrait lui jouer des tours une fois à Downing Street.

Dominic Cummings, l'ancien conseiller principal de Boris Johnson, a déclaré en mai au site *UnHerd* n'avoir jamais rencontré une personne "aussi cinglée au Parlement" et que Liz Truss ferait un Premier ministre "encore pire" que Johnson.

"Il ne fait aucun doute que son ambition dépasse de loin ses capacités."

Anna Soubry,
ANCIENNE MINISTRE D'ÉTAT

D'autres lui reprochent de ne pas vraiment croire à ce qu'elle dit, et de se fier à son instinct pour assouvir ses ambitions. Selon Anna Soubry, ancienne députée qui a été ministre d'État [poste inférieur à secrétaire d'État] aux côtés de Liz Truss [dans le gouvernement de David Cameron], beaucoup se demandent si elle a les compétences nécessaires pour diriger le Royaume-Uni. Elle a déclaré : "Il ne m'a pas souvent été donné de rencontrer une personne aussi ambitieuse. Je suis convaincue qu'on lui a confié des postes – des promotions ministérielles – juste pour s'en débarrasser. Il ne fait aucun doute que son ambition dépasse de loin ses capacités."

Mary Elizabeth Truss est née à Oxford, le 26 juillet 1975. Elle est l'aînée de quatre enfants, et la seule fille. Son père, plutôt de gauche, John Kenneth Truss, est professeur de mathématiques fondamentales à l'université de Leeds. Sa mère, Priscilla Mary, travaille comme infirmière, enseignante et est un membre actif du mouvement antinucléaire.

Ils vivent à Paisley, en Écosse, pendant une partie de son enfance, avant de déménager à Leeds. Liz Truss a souvent cherché à faire passer son ancien lycée, Roundhay – qui l'a envoyée, elle et beaucoup d'autres, à l'université d'Oxford –, pour un établissement avec "de faibles exigences, un niveau scolaire médiocre n'ouvrant pas beaucoup de perspectives".

Ces déclarations ont surpris ses anciens camarades de classe. Parmi les anciens élèves, on trouve un vice-président d'université, des juges, des neuroscientifiques,

un dramaturge primé, quatre parlementaires – en poste ou non – et un ancien rédacteur en chef du *Sunday Telegraph*.

Liz Truss a fait des études de philosophie, de politique et d'économie au Merton College, à Oxford, et dirigeait alors le groupe des libéraux-démocrates. Lors de la conférence du parti, à l'âge de 19 ans, elle appelle à abolir la monarchie. "Nous ne pensons pas que les gens soient nés pour gouverner", assène-t-elle à l'époque.

Liz Truss, admiratrice de l'œuvre de l'économiste et philosophe autrichien Friedrich Hayek – surtout connu pour sa défense du libéralisme classique –, est aussi un membre actif de l'Oxford Hayek Society. Le groupe comprend d'autres libéraux-démocrates qui sont ensuite passés chez les conservateurs. Elle rejoint les conservateurs en 1996, alors que le parti est déchiré par des divisions internes. L'année suivante, elle rencontre son futur mari, Hugh O'Leary, un comptable, lors de la conférence du parti, et ils se marient en 2000.

Après l'arrivée de David Cameron à la tête du Parti conservateur, Liz Truss se retrouve sur la liste des futurs parlementaires. Après avoir finalement réussi à convaincre l'exécutif du Parti conservateur de South West Norfolk en 2009, elle est élue au Parlement l'année suivante avec une majorité de 13 140 voix. Une fois à Westminster, elle fonde un groupe parlementaire, Free Enterprise, qui défend la dérégulation et la baisse des impôts.

Ses partisans insistent sur son côté "peuple" – elle n'aime pas parler en public et préfère

les réunions en petit comité. Consciente que son débit haché est souvent tourné en dérision, elle a tenté d'atténuer les critiques en reconnaissant qu'elle n'était pas la plus brillante des oratrices.

Lors du référendum sur l'Union européenne, elle se prononce en faveur du maintien du pays dans l'UE, et signe une déclaration bipartite qui qualifiait les partisans du Brexit d'"extrémistes dépassés". Après le référendum, elle a opéré un virage à 180 degrés et est aujourd'hui l'une des plus ferventes partisans du Brexit.

Dans le gouvernement de Theresa May, Liz Truss est nommée ministre de la Justice [2016-2017], un poste où elle rencontre rapidement des difficultés. Quand les juges sont qualifiés d'"ennemis du peuple" par le *Daily Mail* parce qu'ils ont décidé que le Parlement devait pouvoir organiser un vote sur le déclenchement du Brexit, Liz Truss ne prend pas immédiatement leur défense.

Après le référendum, elle a opéré un virage à 180 degrés et est aujourd'hui une fervente du Brexit.

Après la démission de Theresa May, Liz Truss devient l'un des premiers ministres à soutenir la candidature de Johnson à la tête du parti. Elle est nommée secrétaire d'État au Commerce international et pendant deux ans [2019-2021] signe des accords commerciaux à travers le monde.

En tant que ministre des Affaires étrangères [à partir de

septembre 2021], elle s'investit beaucoup sur les réseaux sociaux, mettant en ligne d'innombrables posts sur ses déplacements.

Sa condamnation de l'invasion de l'Ukraine par Poutine – qui a amené certains dirigeants russes à dire que ses propos énoncés lors d'une interview à la BBC avaient conduit à la mise en alerte de la dissuasion russe – a fait grimper sa popularité chez les conservateurs.

Pensée créative. Sa solution pour sortir de l'impasse nord-irlandaise consistait à se débarrasser de pans entiers du protocole. Au risque, selon ses opposants, d'engendrer une guerre commerciale avec l'Europe et de ternir la réputation du Royaume-Uni en matière de respect du droit international.

Pour ses partisans au contraire, c'est grâce à sa pensée créative qu'elle a réussi à faire libérer la travailleuse humanitaire nazanin Zaghari-Ratcliffe [détenue en Iran du 3 avril 2016 au 16 mars 2022], alors que les trois précédents chefs de la diplomatie avaient échoué. Elle a recruté Oman comme intermédiaire et a procédé au remboursement d'une dette historique à Téhéran.

Pour de nombreux députés qui soutiennent Sunak, elle est également "la candidate de la continuité dans le sillage de Johnson". "On va se retrouver avec les mêmes, ou presque, soupire un député. Liz a beau être très déterminée, son entourage va sans doute rester le même, et personne ne sait vraiment ce qu'elle va pouvoir faire."

—Rajeev Syal,

Emine Sinmaz et Ben Quinn

Publié le 31 juillet

SOURCE



THE OBSERVER

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
observer.co.uk

Le plus ancien des journaux du dimanche (1791) est aussi l'un des fleurons de la "qualité britannique". Il appartient au même groupe que le quotidien *The Guardian* mais est d'obédience libérale. Comme tous les journaux du dimanche britanniques, *The Observer* regorge de suppléments et pèse donc très lourd.

À la une



"LIZ MET LES GAZ", s'enthousiasme le tabloïd conservateur *The Sun*. La nouvelle Première ministre pourrait rapidement décréter le gel des factures d'énergie.



"LA FEMME DE LA SITUATION", salue le tabloïd *Daily Mail*.



"LA DOCTRINE LIZ TRUSS." L'hebdomadaire de gauche *New Statesman* met en garde contre "le gouvernement le plus à droite de ces dernières décennies".

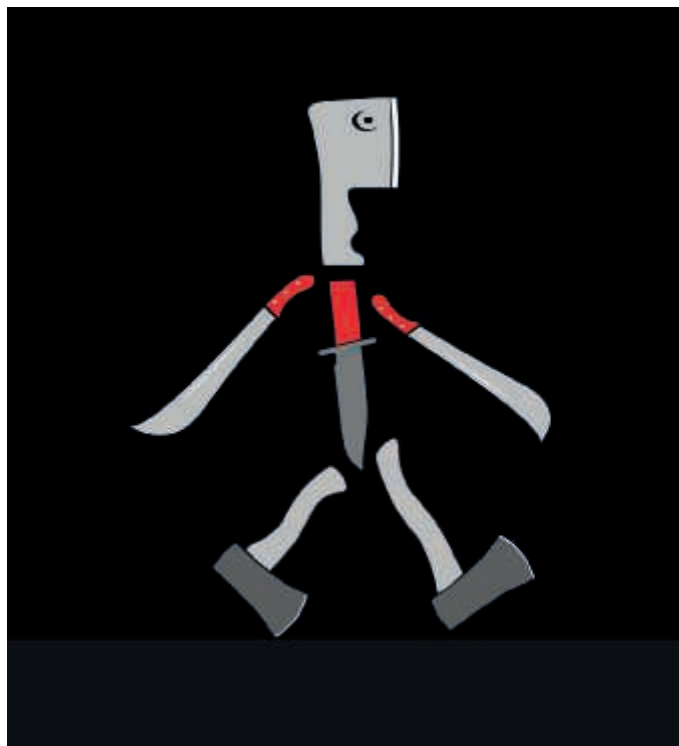


"TOUJOURS LA MÊME HISTOIRE", grince le *Daily Mirror*, proche des travaillistes, sous le portrait des quatre Premiers ministres conservateurs qui se sont succédé depuis 2010.

SUÈDE

Surenchère électorale autour de la sécurité

Les partis de droite et de gauche sont au coude-à-coude à la veille des législatives du 11 septembre. Alors que la guerre des gangs s'intensifie dans le pays, chacun tente de se démarquer en multipliant les propositions pour endiguer le phénomène.



CARTOON MOVEMENT

—Politiken Copenhague

En Suède, l'été a été rythmé par des fusillades impliquant des bandes dans un grand nombre de zones sensibles. Quarante-quatre personnes ont été tuées depuis le début de l'année, contre 45 pour l'ensemble de 2021. C'est la raison pour laquelle l'ordre public est devenu le thème électorale le plus important pour les Suédois à la veille du scrutin du 11 septembre. D'après un spécialiste des élections, c'est inhabituel. *«Jamais auparavant nous n'avions connu de campagne électorale dont le thème principal était l'ordre public»*, a constaté le politologue Henrik Ekengren Oscarsson.

Oscarsson est responsable d'une enquête annuelle menée depuis 1979 par l'université de Göteborg sur les attitudes des

Suédois vis-à-vis de différentes questions de société. Si les thèmes traditionnels comme le système de santé, l'école et l'économie occupent également une place importante dans la campagne électorale, la lutte contre la criminalité, et en particulier la criminalité organisée, est devenue la préoccupation majeure des électeurs, à en croire la dernière enquête en date.

Cela se reflète aussi au sein des partis, qui ont présenté ces dernières semaines leurs programmes électoraux respectifs

«Jamais nous n'avions connu de campagne dont le thème principal était l'ordre public.»

Henrik Ekengren Oscarsson, POLITOLOGUE

et qui font de la surenchère avec des propositions qui, en temps normal, paraîtraient excessives – du moins dans une perspective suédoise.

Même si de nombreuses propositions portent sur le durcissement des peines et l'augmentation des ressources et des moyens à accorder à la police, les partis insistent également sur le travail de prévention pour empêcher les bandes de recruter des enfants et des jeunes. Les Libéraux ont, par exemple, suggéré un test de suédois obligatoire pour les enfants de 2 ans qui ne vont pas à la crèche. Une place dans ce qu'on appelle une crèche linguistique serait proposée aux enfants qui ne parlent pas suffisamment bien le suédois. D'après les statistiques, 6 % des enfants de 3 à 5 ans ne vont pas à la crèche. Parmi eux, les enfants d'origine étrangère habitant dans des zones sensibles sont surreprésentés.

Détection précoce. Deux jours plus tard, les Modérés (conservateurs) de la capitale, Stockholm, ont proposé d'organiser un dépistage du trouble du déficit de l'attention (TDAH) chez les enfants de 5 ans dans les zones à risque. Les chiffres officiels montrent en effet que la part de la population suivant un traitement pour un TDAH est trois fois plus élevée chez les jeunes Suédois de souche. Cela pourrait signifier que les jeunes d'origine étrangère sont sous-diagnostiqués. D'après les Modérés, un test rapide permettrait de repérer les élèves qui ont besoin d'un examen plus approfondi. Or il semblerait y avoir une surreprésentation de TDAH chez les jeunes délinquants.

«Certes, l'entrée dans la délinquance n'a pas toujours une seule cause, mais il y a dans les prisons du pays une part importante de personnes souffrant de TDAH», a expliqué le responsable des Modérés pour les questions juridiques, Johan Forssell. Cette proposition fait cependant l'objet de vives critiques, notamment de la part des services de pédo-psychiatrie, débordés, où le délai d'attente pour obtenir un diagnostic est déjà d'un an. D'autre part, il n'existe pas de test de dépistage rapide du TDAH.

Les Chrétiens-démocrates, eux, avaient déjà proposé la castration chimique des auteurs

d'infractions graves à caractère sexuel et l'accès de la police aux banques publiques de données biologiques qui conservent des échantillons de sang de tous les enfants nés en Suède. Courant août, ce parti a également proposé que la police prélève des échantillons d'ADN, des empreintes digitales et des photos de tous ceux dont les papiers ne sont pas en règle lors des «contrôles d'immigration».

«La police doit pouvoir fouiller n'importe quelle cave ou voiture.»

Magdalena Andersson, PREMIÈRE MINISTRE SOCIALE-DÉMOCRATE

Parmi toutes ces propositions, celles des Démocrates de Suède (extrême droite) sont passées presque inaperçues. Mais dans un discours estival, leur leader, Jimmie Akesson, a appelé à durcir le ton dans le débat sur les prisons. Jugeant les détenus beaucoup trop gâtés en Suède, il réclame davantage de sanctions. Il souhaite aussi que la direction des établissements pénitentiaires et des services de probation soit rebaptisée «direction des punitions». Et que les condamnés ne pouvant pas être expulsés vers leur pays d'origine purgent leurs peines à l'étranger, par exemple dans les États baltes voisins.

Face à ces propositions venues du bloc de droite, la Première ministre sociale-démocrate, Magdalena Andersson, a repris son mantra énoncé avant

même sa prise de fonction, en novembre 2021 : *«Nous remuerons ciel et terre pour en finir avec la criminalité.»* Pendant la campagne, son parti a notamment proposé de rendre illégal le fait d'inciter des jeunes de moins de 18 ans à rejoindre les bandes et de permettre à la police de rechercher plus facilement des armes. *«La police doit pouvoir fouiller n'importe quelle cave ou voiture, n'importe quel appartement où des membres de bandes criminelles sont susceptibles de cacher leurs armes»*, a-t-elle lancé lors d'un discours.

La place donnée à ce thème, prépondérant pendant la campagne, peut s'avérer déterminante dans l'issue des législatives, alors qu'en l'état il y a seulement 1 % ou 2 % d'écart entre les blocs de droite et de gauche.

Tandis que les sociaux-démocrates gagnent habituellement à parler des services de santé, de l'école et du chômage, les électeurs sont loin de leur accorder la même confiance qu'aux Modérés ou à l'extrême droite concernant la lutte contre la criminalité. Il n'en reste pas moins que Magdalena Andersson et son parti disposent, aujourd'hui, d'une faible avance.

«La population se fie beaucoup plus à la personne de Magdalena Andersson» pour diriger le pays qu'à celle du chef conservateur, Ulf Kristersson, soulignait le politologue Henrik Ekengren Oscarsson à la mi-août. La dernière ligne droite s'annonce à la fois passionnante et imprévisible.

—Kristina Olsson

Publié le 19 septembre

Les sociaux-démocrates favoris

●●● Le gouvernement social-démocrate suédois parviendra-t-il à se maintenir à l'issue des élections législatives du 11 septembre? Après huit années passées au pouvoir, le parti à la rose caracole en tête dans les sondages, avec près de 30 % des intentions de vote. Mais Magdalena Andersson, la première femme à diriger le pays, risque de devoir y renoncer si elle ne parvient pas à former une majorité

avec ses alliés au Parlement. Les deux camps sont dans un mouchoir de poche. La droite traditionnelle, elle, observe avec inquiétude la nette montée des Démocrates de Suède (extrême droite) dans les sondages. Avec environ 20 % d'intentions de vote, ce parti devance désormais les conservateurs (16 %), souligne le quotidien **Svenska Dagbladet**. Et ce en raison de l'omniprésence du thème de l'insécurité dans la campagne.

91% DE CLIENTS SATISFAITS.* ON NE VA PAS S'ARRÊTER EN SI BON CHEMIN.

Parce que nous mettons tout en œuvre pour apporter des réponses complètes à vos questions, vous êtes **91% à être satisfaits du Service Client ENGIE***

J'agis
avec
ENGIE



ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Étude Sleepers réalisée entre janvier et mai 2022 auprès de 360489 clients interrogés suite à un appel téléphonique avec ENGIE.
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images.



amériques

États-Unis. Comment j'en ai fini avec ma dette étudiante

Cette jeune journaliste de *USA Today* a sué sang et eau pour rembourser en trois ans 65 000 dollars de prêts. Même si elle n'a pas profité de ce coup de pouce, elle soutient la décision de Joe Biden d'un effacement partiel de la dette étudiante.



CAGLE CARTOONS

—*USA Today* McLean

J'ai commencé l'année 2021 épuisée, comme tout le monde. L'incertitude permanente liée au Covid-19, l'atmosphère explosive de notre pays, le tout couronné par trois années consécutives d'un parcours du combattant pour sortir de l'endettement. Après mes études, je m'étais fixé pour objectif ambitieux de rembourser le plus rapidement possible mes 65 000 dollars [à peu près autant d'euros] de dettes, constituées principalement de prêts étudiant.

"Mais pourquoi s'infliger ça?" se demanderait toute personne normalement constituée.

Laissez-moi reprendre depuis le commencement. En 2018, j'étais journaliste pour un journal local et je gagnais

35 000 dollars par an. Je venais d'obtenir ma licence à l'université d'État d'Arizona, un diplôme qui m'avait coûté un bras, avec près de 50 000 dollars à rembourser. Ma paie, évidemment, était dépensée à peine arrivée sur mon compte. Et après avoir effectué des versements ridicules pour rembourser mes prêts étudiant pendant un an, je n'avais pas avancé d'un pouce.

Sacrifices. Comme l'a écrit en substance la géniale Maya Angelou [écrivaine américaine, 1928-2014], "j'étais fatiguée d'être fatiguée". Je voulais retrouver une liberté financière et même pouvoir mettre un peu d'argent de côté - un peu optimiste pour une jeune femme fauchée de 24 ans. J'avais de grandes ambitions, mais pas la moindre idée de comment les concrétiser.

J'ai commencé par lire le bouquin *The Total Money Makeover. A Proven Plan for Financial Fitness* ["Tout changer. Le bon plan pour se remettre à flot"], de Dave Ramsey, en 2018. Une amie m'avait parlé de Ramsey et de sa méthode des petits pas. Ses conseils sont un peu extrêmes, mais au moins j'étais lancée.

La méthode est très simple. Il suffit de réduire au minimum son train de vie et, avec l'argent qu'il reste, de commencer à rembourser le plus petit de ses crédits, pour s'en débarrasser au plus vite, et de répéter cela à l'infini jusqu'à ce qu'on ne doive plus d'argent à personne. Si tout cela a l'air très simple en théorie, c'est sans doute ce que j'ai fait de plus difficile dans toute ma vie.

Mon diplôme m'avait coûté un bras, avec près de 50 000 dollars à rembourser.

Le premier obstacle, je m'en suis rendu compte très vite, c'est que je ne gagnais pas assez. Par chance, je venais de décrocher un poste de journaliste au quotidien *USA Today*, en juillet 2018, alors même que j'étais prête à abandonner le journalisme pour un job mieux payé. Ensuite, j'ai pris un deuxième boulot (le premier d'une longue série) en novembre 2018, chez le fabricant de lingerie Victoria's Secret.

Je travaillais de 4 h 30 du matin à 10 h 30 au service des expéditions de Victoria's Secret. Ensuite je faisais une petite sieste chez moi avant de commencer ma journée à *USA Today*, de 13 heures à 21 heures. Et c'était comme ça tous les jours. J'ai travaillé vingt et un jours d'affilée en décembre 2018, y compris la veille de Noël (j'ai même fait des petits boulots d'appoint dans un salon de beauté et pour une enseignante sportive de vélo en salle).

Je ne vous fais pas un dessin. Vous imaginez bien le quotidien épuisant que je subissais, la discipline qu'il fallait que je m'impose, sans parler des innombrables sacrifices. (Mais ne vous découragez pas, ça finit par s'arranger.)

On se retrouve en 2021. Quand Joe Biden entre à la Maison-Blanche, il me reste encore 18 000 dollars à rembourser.

Mais après avoir perdu deux personnes très proches, je commence à me demander si ça vaut vraiment la peine que je passe mes journées à travailler autant alors que la vie est si courte. Et quand j'entends parler d'une éventuelle remise de dette pour les étudiants, je suis face à un dilemme.

Dois-je continuer ou arrêter?

Un ami, qui lui aussi se battait contre l'endettement, m'a dit : "C'est toi qui contrôles ton destin." Cela m'a frappée. Je ne pouvais pas attendre que le destin me donne un coup de pouce. Seuls mes décisions et mes choix pouvaient influencer sur mon destin. Donc j'ai continué.

Après deux ans et deux mois interminables, à suer sang et eau, avec d'innombrables crises de larmes, des semaines de plus de cinquante heures, des dépenses réduites au strict minimum et certains jours d'abattement complet, j'ai fini par atteindre mon objectif. J'avais remboursé mes 65 000 dollars. Mon dernier remboursement a été effectué en novembre 2021. Je ne pouvais rêver mieux. Plus de prêt étudiant à rembourser, plus de factures en souffrance chez le garagiste ou chez le médecin. Plus de plafond à ma carte de crédit.

Fière de moi. J'ai passé ces derniers mois à réfléchir, à essayer d'analyser ce que je vivais. Les mots expriment mal ce que j'éprouve, mais je peux vous dire que je n'ai jamais ressenti un tel sentiment de soulagement et de liberté. Je n'ai jamais été aussi fière de moi. C'est presque irréel.

Puis, le 24 août, Joe Biden a tenu sa promesse de campagne d'alléger la dette étudiante, neuf mois après mon dernier remboursement. Quand j'ai appris la nouvelle, j'ai essayé d'y voir un peu plus clair : "Comment tu te sens? Est-ce que tu t'es fait avoir? Est-ce que tu te sens lésée?" Je vais être honnête : je l'avais un peu mauvaise.

Mais je ne peux m'empêcher de me réjouir de cette avancée, même si je n'en ai pas profité. Je suis très fière d'avoir réussi à atteindre un objectif aussi ambitieux. Mais ce n'est pas parce que j'ai réussi que je souhaite à quelqu'un d'autre d'en passer par là. Je pense à ma petite sœur de 26 ans, qui va bénéficier de cet

☑ "Voilà à quoi ressemble

l'annulation de la dette des étudiants."

Dessin de Dick Wright, États-Unis.

Polémique

●●● La décision du président américain Joe Biden d'annuler une partie de la dette étudiante, prise le 24 août par décret, prévoit un effacement de 10 000 dollars de la dette étudiante des personnes gagnant moins de 125 000 dollars par an et de 20 000 dollars pour ceux ayant perçu une bourse fédérale. Pour le *Wall Street Journal*, il s'agit d'"un dangereux précédent", car ceux qui vont payer pour cet allègement sont "les millions d'Américains qui ne sont pas allés à l'université, se sont déjà acquittés de leur dette ou ont économisé pour se payer leurs études. Bref, un plan de sauvetage pour diplômés financé par les plombiers et les chauffeurs-livreurs." Pour le *New York Times*, en revanche, "les gagnants du plan Biden ne sont pas les riches diplômés de Harvard, comme le serinent ses opposants, mais bien le gros de la classe moyenne".

allègement pour rembourser ses 30 000 dollars de prêts alors qu'elle poursuit encore ses études.

Si vous voulez suivre mon exemple et vous libérer de vos dettes, j'ai un seul conseil à vous donner : faites vos comptes ! En tâtonnant, j'ai découvert que je pouvais pulvériser mes dettes tout en continuant à me faire plaisir de temps en temps, car si 2020 nous a appris quelque chose, c'est que la vie est imprévisible.

N'abandonnez jamais l'idée que vous pouvez progresser, vous épanouir et améliorer votre vie. Expérimentez. Changez. Bougez. Je suis passée par des moments très difficiles et d'autres moins, mais une chose est sûre, chaque épreuve m'a fait avancer.

Et ça a payé, littéralement.

—*Cydney Henderson*

Publié le 29 août

POUR LES FRANÇAIS LE PLAISIR D'ÊTRE EN MOYENNE 27 MINUTES*

*Les lecteurs de magazines consacrent
en moyenne 27 minutes par jour
au plaisir de la **Presse Magazine.**

INFORMER. DÉCOUVRIR. APPROFONDIR.

PRIX RELAY-SEPM DES MAGAZINES DE L'ANNÉE 2022

RELAY.

sepm
SYNDICAT
DES ÉDITEURS
DE LA PRESSE
MAGAZINE



LES MAGAZINES
DE L'ANNÉE
2022

Découvrez chez Relay, à partir de septembre les magazines
les plus talentueux et les plus audacieux de l'année.

ÉQUATEUR

Un hôtel de luxe aux Galápagos?

Situé en bordure du vaste parc naturel qui occupe la majorité du territoire, un projet de complexe hôtelier alarme les habitants de l'archipel.



—GK (extraits) *Guayaquil*

A Puerto Baquerizo Moreno, sur l'île de San Cristóbal, les travaux ont commencé près de Punta Carola, l'une des plages les plus emblématiques des îles Galápagos.

Depuis le début de l'année 2022, des tractopelles sont installées, les cactus qui ne poussent que sur cette île ont été coupés et une partie de la roche volcanique a été dynamitée dans des zones de nidification des iguanes et des tortues.

Ces travaux sont destinés à élargir une route qui permettrait de lancer le complexe hôtelier du groupe Hogalápagos.

Or, selon la loi organique du régime spécial des Galápagos, la construction d'infrastructures touristiques sur les îles doit satisfaire à de nombreuses exigences, ce qui, jusqu'à présent, continue d'empêcher la construction de l'hôtel.

Moratoire. En 2015, la municipalité de San Cristóbal a adopté une résolution visant à stopper ce projet hôtelier et à faire de la promenade allant de Playa Mann à Punta Carola – 8 hectares au total – une zone touristique protégée et d'intérêt scientifique, même s'il s'agit de terrains privés.

Six ans plus tard, le ministre de l'Environnement, Gustavo Manrique, signait la mise en place

d'un moratoire sur la capacité d'accueil des îles. Aux Galápagos, le nombre de lits est limité, et donc le nombre de clients que les établissements touristiques peuvent recevoir.

Mais les pelleuses et les gravats présents dans la zone ont mis la puce à l'oreille à certaines personnes dont Jenny Quijozaca, spécialiste de l'écologie marine et porte-parole de l'Assemblée communale, un collectif créé pour préserver Punta Carola.

L'idée de convertir au tourisme de masse ce patrimoine naturel de l'humanité ne date pas d'hier.

Le terrain litigieux se trouve en bordure du parc national, qui regroupe 97 % de la surface de l'archipel. Il fait partie de Puerto Baquerizo Moreno, capitale de la province des Galápagos et deuxième ville de l'île.

C'est pourquoi, même s'il s'agit d'une propriété privée, les permis de construire de ce terrain relèvent de la compétence de la municipalité (et non de celle du parc). Et celle-ci envoie des messages contradictoires : en avril 2022, le maire, Henry Cobos Zavala, a voté en faveur du projet hôtelier, et depuis il évite le sujet.

Les derniers développements laissent craindre que Hogalápagos ne parvienne à ses fins. Ce qui créerait un précédent et permettrait au tourisme de masse de s'engouffrer dans la brèche. Le visage du tourisme aux Galápagos pourrait alors changer radicalement : jusqu'en 2021, il y avait 310 logements touristiques qui accueilleraient plus de 136 000 touristes par an.

Et cela posait déjà un problème : aux Galápagos, si le tourisme se développe, les services basiques ne suivent pas. Puerto Baquerizo ne dispose pas du tout-à-l'égout ni d'accès à l'eau potable.

Selon Bitácora Ambiental, un blog qui suit le projet, et les informations de Jenny Quijozaca, qui

a eu accès aux plans du complexe, le projet de Hogalápagos comprendrait un bâtiment principal composé de modules, un deuxième bâtiment, neuf bungalows, un centre de conférence, un gymnase et un spa. Il est conçu pour accueillir un tourisme de masse, comme ce qui se fait déjà à Hawaii et à Bali.

Manif sur la plage. Le 1^{er} mai, je suis arrivé à San Cristóbal, deux jours avant le début d'une épreuve du Mondial de surf. Ce soir-là, plusieurs associations de l'île avaient organisé un rassemblement sur la plage à l'occasion de l'événement sportif afin d'exprimer leur opposition aux travaux de construction qui avaient commencé plusieurs mois auparavant à Punta Carola.

Le soleil brillait comme toujours, ou presque, aux Galápagos, et l'ambiance était aussi combative que joyeuse. Les enfants couraient sur la plage et des familles discutaient à proximité des représentants des différentes organisations.

Jenny Quijozaca s'occupait du rassemblement et maniait le haut-parleur, accompagnée de son jeune fils. Sur le sable, les militants locaux avaient formé une ligne qui imitait le mouvement d'une vague autour de la plage tandis que des surfeurs s'étaient mis en cercle dans l'eau et étaient filmés par un drone.

Ce rassemblement est l'une des nombreuses actions organisées par l'Assemblée communale pour exiger plus de transparence sur ce projet et faire appliquer le droit.

La ratification reste le nœud du problème. Et tous ceux que j'ai rencontrés lors du rassemblement

me disent la même chose. "San Cristóbal est une zone de non-droit", estime Jenny Quijozaca, assise à une table à l'ombre près de Playa Mann.

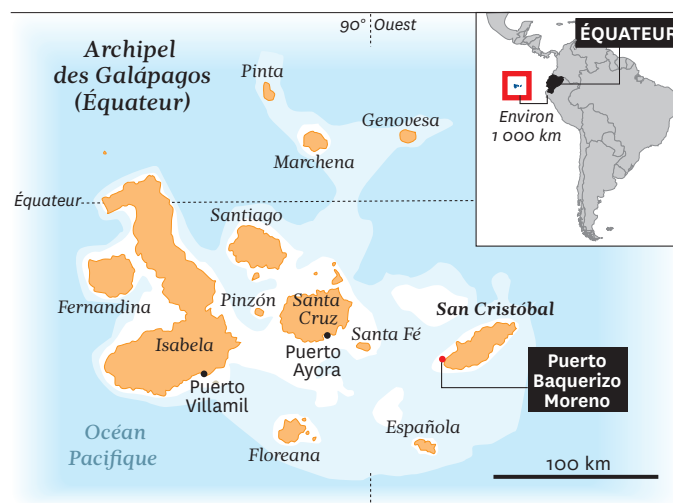
Chez les insulaires, les militants écologistes comme les habitants, les inquiétudes dépassent la question du tourisme de masse. Vinicio Andrade, président de l'Association des hôteliers de San Cristóbal, est très clair sur le sujet. "À court terme, forcément on est d'accord, me dit-il en référence aux revenus que pourrait leur procurer ce nouvel afflux de touristes. Mais tout est fait à tort et à travers." Et d'ajouter avec emphase : "Nous ne sommes pas opposés au développement, mais il faut respecter l'espace qui lui est imparti dans la société."

L'idée de convertir les Galápagos, patrimoine naturel de l'humanité, en une destination de tourisme de masse ne date pas d'hier. Mais ce projet nécessite des études, des débats et des consultations publiques, qui n'ont pour l'instant pas eu lieu.

Sur la terrasse d'un hôtel en face de la jetée de Puerto Baquerizo, Jaqueline Vásquez, qui vit aux Galápagos depuis cinquante ans, me dit avoir peur de voir changer San Cristóbal de manière radicale sans pouvoir rien faire contre les chaînes hôtelières. Je leur rappelle que rien n'est encore fait. "Mais il faut voir les faits, me répond Jenny Quijozaca. On aurait bien aimé avoir été prévenus." À San Cristóbal, chacun reste sur ses gardes.

—Iván Ulchur-Rota

Publié le 8 août



SOURCE



GK

Guayaquil, Équateur

gkillcity.com

Créé en 2011 à Guayaquil, la capitale économique équatorienne, ce site de réflexion et de reportages revendique le parti pris du récit. Autour de José María León Cabrera et d'Isabela Ponce, qui l'ont cofondé, gravite une équipe de journalistes qui s'expriment sur les questions brûlantes de leur pays ou du continent.

MEXIQUE

Bataille juridique autour de la "marque" Frida Kahlo

En 2004, l'image de la célèbre artiste mexicaine a été vendue par ses ayants droit à une entreprise qui l'a déclinée en tee-shirts, poupées ou tequila. Les ayants droit dénoncent depuis un usage abusif.



—El País México (extraits) Mexico

Les droits sur la marque Frida Kahlo sont un trésor. Et un trésor que se disputent depuis près de dix ans la famille de l'artiste mexicaine et une société panaméenne. L'histoire a commencé en 2004, lorsque l'unique héritière de la

peintre [1907-1954], sa nièce Isolda Pinedo [morte en 2007], a vendu la marque à la Frida Kahlo Corporation [FKC], une entreprise installée au Panama, dont la famille détient 49 % des parts, le reste appartenant à un homme d'affaires vénézuélien.

Mais, bien vite, Mara Romeo et Mara de Anda, fille et petite-fille d'Isolda Pinedo, ont estimé

que l'accord signé faisait l'objet de "violations systématiques". Elles essaient depuis de reprendre le contrôle de la société.

Depuis dix ans, plaintes, recours et accusations réciproques se multiplient. L'épisode le plus retentissant de cette saga date de 2018 : les héritières avaient obtenu la suspension de la commercialisation d'une poupée Barbie à la silhouette longiligne et coiffée des fameuses tresses pour laquelle Mattel [société américaine spécialisée dans les jouets et jeux] disait s'inspirer de la Mexicaine, avec l'autorisation de la Frida Kahlo Corporation.

La justice mexicaine avait pris des mesures conservatoires, et la vente avait été arrêtée au Mexique, mais cette poupée en édition limitée a poursuivi sa vie commerciale dans le reste du monde, jusqu'à épuisement des stocks. "Frida était tout sauf une Barbie, c'était une femme avec ses défauts", s'était indignée son arrière-petite-nièce Mara de Anda.

Finalement, un juge mexicain a levé les mesures contre la Frida Kahlo Corporation, le tribunal s'étant déclaré "incompétent" dans l'affaire, selon la décision rendue en décembre 2021 que nous avons pu consulter.

Des procédures restent cependant en cours dans plusieurs pays, dont le Panama et l'Espagne. Pendant ce temps, les deux parties s'estiment chacune propriétaire de la marque Frida Kahlo (et uniquement de la marque, non de son œuvre) et s'accusent mutuellement de "tromper le public".

En 2004, le Vénézuélien Carlos Dorado, homme d'affaires venu du secteur des changes, prend l'initiative de contacter la famille de l'artiste. Le 15 décembre naît la Frida Kahlo Corporation, société anonyme établie au Panama avec un capital de 90 000 dollars, nous dit le registre des sociétés de ce pays d'Amérique centrale.

Ses détenteurs sont deux Panaméens, Harmodio Herrera

Villareal et Carolina Tejada de Carney, par ailleurs liés à des sociétés immatriculées aux Seychelles, aux Bahamas ou à Malte, notamment, ainsi que l'a mis au jour le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ). Carlos Dorado est le président de la FKC, et Mara Romeo, la petite-nièce de l'artiste, la secrétaire de l'entreprise.

En 2005, Mara Romeo signe au nom de sa mère Isolda Pinedo un contrat d'association avec la Frida Kahlo Corporation. Selon la société, la famille s'est ainsi engagée, en contrepartie d'une somme qui n'est pas rendue publique, à

"Frida était tout sauf une Barbie, c'était une femme avec ses défauts."

Mara de Anda, ARRIÈRE-PETITE-NIÈCE DE FRIDA KAHLO

céder "toutes les marques et tous les droits en sa possession, ainsi que ceux qu'elle serait susceptible d'acquérir à l'avenir; à l'échelle mondiale, sans aucune limitation". Le contrat "est valable et pleinement effectif", assure-t-on du côté de la FKC.

Selon les représentants des descendantes de l'artiste, en revanche, ce contrat ne prévoit l'usage de la marque que pour quatre catégories de produits dérivés, à savoir la bijouterie, les produits de blanchissage, les articles de papeterie et les boissons alcoolisées.

L'exploitation de la marque ne peut "être élargie que sous le contrôle et avec l'aval de la famille", ajoute un porte-parole des descendantes. Or la société panaméenne "a sollicité des autorisations d'exploitation que la famille a refusées", et elle "fait un usage complètement illégal" de la marque, poursuit-il.

Depuis la signature de l'accord, la Frida Kahlo Corporation a délivré des licences d'exploitation de la marque à différentes sociétés.

Il y a des années maintenant que l'icône dépasse l'artiste : le marketing a transmué la peintre latino-américaine la mieux cotée, qui se retrouve déclinée en café, en tequila, en tee-shirts, en poupées, en baskets, en bougies, en boucles d'oreilles...

En vertu des derniers partenariats en date signés par la FKC, Frida est aussi devenue une effigie pour la marque britannique de bijoux fantaisie Tatty Devine, pour l'équipementier sportif Puma et pour les vignobles chiliens Viña Carmen.

Chez FKC, on martèle qu'"on ne peut pas reprendre ce qu'on a vendu". Beatriz Alvarado, porte-parole de Carlos Dorado, l'actionnaire majoritaire de la société, affirme : "M^{me} Isolda Pinedo et sa famille ont mis Frida en vente, et nous l'avons achetée, car pour nous c'était une façon de protéger l'héritage culturel d'un pays qui nous est cher et dans lequel nous travaillons beaucoup."

Son client, ajoute-t-elle, "respecte tout ce qui a été convenu dans les accords", et l'entreprise est victime d'"une campagne de dénigrement médiatique".

Le contentieux sera jugé par les tribunaux, tant les deux camps semblent irréconciliables. Pour la famille, Mara Romeo est "la seule personne habilitée à statuer sur l'exploitation des produits dérivés Frida Kahlo" et la seule responsable d'une image de marque qui soit "en accord" avec l'artiste, "avec son mode de vie, ses valeurs, ce qu'elle représente".

Pour l'actionnaire majoritaire, "la marque appartient à la Frida Kahlo Corporation" et l'entreprise "s'attache à faire vivre l'héritage" de la peintre et à "faire connaître l'image de cette femme devenue une icône".

En attendant, l'entreprise voit sa valeur grimper. C'est sans doute le seul point d'accord entre les deux parties : il y a un butin à prendre.

—Constanza Lambertucci
Publié le 17 juillet

SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ AFD Courrier international À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Oman. Une tolérance de façade

Les autorités, comme le grand mufti, prêchent la modération intermusulmane. Mais ils ont les femmes, les homosexuels et les athées dans le collimateur, explique ce mensuel spécialisé dans les questions de citoyenneté et de libertés dans le Golfe.



— **Muwatin** (extraits) Londres

Parmi tous les pays du Golfe, c'est le sultanat d'Oman qui traite le mieux ses minorités, selon l'indice du centre de recherche Gulf House. Le pays est en effet réputé pour la bonne cohabitation entre différents groupes religieux.

Toute incitation à la haine confessionnelle est sévèrement

punie par la loi, et le gouvernement consacre d'importants moyens à entretenir de bonnes relations entre les différentes composantes religieuses du pays. La modération et la pondération sont donc les marques de fabrique de la politique omanaise.

C'est le grand mufti Ahmed ben Hamad Al-Khalili qui joue le rôle de vitrine religieuse du pays. De confession ibadite [branche

de l'islam n'ayant adhéré à aucun des deux camps après le schisme entre sunnites et chiïtes], il veille à tenir un discours religieux équilibré [vis-à-vis des sunnites, qui constituent un peu plus de 50 % de la population; mais l'ibadisme est dominant parmi l'élite politique].

En poste depuis 1975, Ahmed Al-Khalili se faisait plutôt discret sous le sultan Qabous [mort en 2020], et ses apparitions médiatiques étaient rares. Mais il donnait déjà de beaux exemples de cette "modération", couplée néanmoins à des positions extrêmes sur certains sujets, inspirés d'une vieille interprétation de la charia.

En 2019, il a ainsi expliqué à la télévision omanaise que ceux qui autorisent leurs filles à étudier à l'étranger et qui ne les surveillent pas "ne sont pas des hommes" et s'apparentent "plutôt à des porcs".

En août 2021, Ahmed Al-Khalili s'est empressé de saluer la victoire des talibans en Afghanistan.

Mais depuis l'arrivée au trône du nouveau sultan, Haitham ben Tarek, il prend de plus en plus de place et va jusqu'à afficher des positions favorables à l'islam radical, au risque d'empêcher sur la politique étrangère de son pays.

En juillet 2020, il a ainsi félicité le président turc pour sa décision de rétablir Sainte-Sophie comme mosquée et s'est empressé, en août 2021, de saluer la victoire des talibans [en Afghanistan] en les encourageant à aller de l'avant dans l'application de la charia. Selon lui, il s'agissait d'une "fath" [conquête islamique] contre "la plus arrogante des puissances", à savoir les États-Unis, annonciatrice de la victoire de l'islam dans d'autres pays.

Mais alors qu'il apporte son soutien aux talibans, Ahmed Al-Khalili ne trouve rien à dire quant aux ingérences du Royaume-Uni dans les affaires omanaises. Et pendant qu'il appelle la rue à s'insurger contre les magasins qui vendent de l'alcool, il reste coi sur les clubs appartenant à de hauts responsables du régime qui servent aussi de l'alcool.

Autrement dit, il a un discours à usage politique et un autre à usage populaire, exprimant notamment des positions très conservatrices sur les questions des droits des femmes [et du "fléau que sont tous les types d'homosexualité"].

Série d'arrestations. Ce double discours va crescendo depuis la publication de son livre "La Mort de l'athéisme par les preuves de la foi" [en 2021, non traduit en français], qui a fait l'objet de vifs débats sur les réseaux sociaux, notamment sur l'espace de discussion géré par [le militant] Ghaith Al-Shibli, qui a réclamé l'intervention de la justice contre le livre. Ce à quoi Al-Khalili a répondu en demandant qu'on sévisse contre les athées et les espaces d'expression libre sur Twitter. Ensuite, un hashtag est apparu sur Twitter pour dénoncer Ghaith Al-Shibli, avec la participation du mufti.

Cet épisode a été le point de départ d'une série d'arrestations. En juillet 2021, Ghaith Al-Shibli est arrêté à son domicile par la police. Et en août, les forces de sécurité font irruption dans l'appartement de Mariyam Al-Nuaimi et Abdallah Hassan, qui participaient à ces débats.

En juin 2022, le cas d'Abdallah Hassan a été transféré à une juridiction spécialisée. Quant à Mariyam Al-Nuaimi, elle a été condamnée à trois ans de prison pour insulte aux religions monothéistes, tandis qu'un autre participant, Ali Al-Ghafri, a été condamné à cinq ans de prison pour blasphème.

Après l'annonce du jugement, le mufti a "remercié les institutions judiciaires", dans un nouveau tweet, d'avoir sévi contre "ceux qui s'en prennent à Dieu" et dit espérer que "ces athées soient jugés [...] selon la charia".

En 2018, il avait déjà défendu la peine de mort pour les apostats [selon lui, il n'y a pas "de liberté de faire ce qu'on veut" ni de "rejeter la religion"].

Ainsi, entre l'appareil judiciaire, les campagnes de dénigrement sur les réseaux sociaux et les déclarations du mufti se dessine la réalité de la répression et l'état de la liberté d'expression à Oman.—

Publié le 22 juillet

↳ Dessin d'Eva Vazquez paru dans *El País*, Madrid.

Repères



Les sunnites marginalisés

●●● "Les ibadites constituent seulement un peu moins de la moitié des Omanais", pourtant cette branche de l'islam occupe une place dominante dans le pays, unique "bastion de l'ibadisme" au Moyen-Orient, rappelle le journal yéménite *Al-Taghiir*. La famille régnante du sultan Haitham ben Tarek Al-Saïd et l'essentiel de l'élite politique du pays en sont issus, souligne le journal. "Le régime a su tenir le pays à l'écart des conflits confessionnels. Mais derrière une image idyllique de tolérance religieuse, les sunnites, qui constituent près de 50 % de la population d'Oman, font état de discriminations et se sentent marginalisés."

SOURCE

MUWATIN

Londres, Royaume-Uni
Mensuel
muwatin.net

Ce mensuel, créé en 2013 à Oman, se focalise sur les questions de citoyenneté et de libertés dans le Golfe et le monde arabe. Créé par des opposants aux régimes en place dans les monarchies pétrolières, notamment en Arabie saoudite, *Muwatin* (mot arabe signifiant "citoyen") a dû fermer son bureau à Mascate sous la pression continue des autorités avant d'être relancé à Londres en 2016. La plateforme se veut "libre de tout financement politique".

ÉGYPTE

École publique : vous avez dit gratuit ?

Sous-financées, les écoles publiques font de plus en plus appel aux “dons volontaires” des parents pour couvrir leurs frais.

—Mada Masr (extraits)
Le Caire

Je n'ai pas les moyens d'inscrire mes enfants dans une école privée, explique Imane, mère de deux enfants en âge d'être scolarisés. Je les envoie donc à l'école publique, qui est censée être gratuite. Et pourtant, même là, on est nombreux à devoir déboursier de l'argent chaque mois.

En effet, avec un revenu mensuel qui ne dépasse pas les 5 000 livres égyptiennes [environ 250 euros], elle est obligée de déboursier 400 livres [une vingtaine d'euros] chaque mois de l'année scolaire. Cet argent sert, entre autres, à payer les salaires du personnel de nettoyage de l'école.

Car celle-ci a beau relever de l'enseignement public, elle n'a

pas suffisamment d'argent pour couvrir certains frais. Le recours aux contributions des parents se passe sous couvert de “participation de la société”, qui est en principe encadrée par la loi pour réguler les dons que l'on peut faire à une école.

Budget insuffisant. “Cela doit être volontaire”, insiste Mouna Samir, directrice d'une école primaire. Mais de nombreux parents font le même constat : ces dernières années, les écoles font de plus en plus appel à ces “dons volontaires”, pour des montants qui ne sont plus symboliques, mais atteignent parfois des milliers de livres. Et cela en dehors de tout contrôle officiel.

Cela s'explique par l'inadéquation croissante entre les besoins

et le budget du ministère de l'Éducation. L'article 19 de la Constitution égyptienne stipule que ce budget doit représenter au moins 4 % du produit intérieur brut. Le gouvernement prétend se conformer à cette règle, mais, en réalité, il n'en est rien.

C'est ce que dénonce un rapport publié en février 2021 par l'Initiative égyptienne pour les droits personnels (EIPR) [fondée et dirigée par le militant des droits humains Hossam Bahgat]. Selon ses conclusions, ce budget ne représente que 2,3 % pour la période 2021-2022. Ce qui équivaut à un manque de 255 milliards de livres égyptiennes [environ 13 milliards d'euros] par rapport aux prescriptions constitutionnelles.

Et puisque la majeure partie du budget sert à payer les salaires des professeurs, les écoles en sont réduites à compter sur cette “participation de la société” pour financer d'autres dépenses.

Elle constitue même une ressource essentielle pour l'équipement des écoles nouvellement construites, au nombre de 486 l'an dernier. Ainsi, à la rentrée 2021, la fille d'Ibtissam Al-Hadi a intégré l'école du Martyr Ahmed Al-Mansi [du

nom d'un militaire tué en 2017 lors d'une opération dans le Sinaï, et qui a été érigé en héros national par le régime].

Cette école spécialisée, quadrilingue, avec des salles de classe prévues pour quarante élèves, était flambant neuve. Mais il manquait des équipements, dont certains essentiels. Les parents ont alors fait appel au député de leur circonscription, Mohamed Souleyman, qui a effectivement assuré l'ameublement de base.

Ensuite, la direction de l'école a établi une longue liste des équipements manquants pour la présenter aux parents, à peine un mois après l'ouverture : des caméras, un revêtement de sol pour l'entrée et une partie de la cour de récréation, des ventilateurs, des réfrigérateurs, des placards...

L'appauvrissement de l'école a une autre conséquence : un manque criant de professeurs.

Les parents ont fait alors appel à un ancien directeur d'école reconverti dans l'importation de matériel pour acheter du bois de parquet et de la pelouse synthétique.

Mais dans des anciennes écoles aussi, on recourt à la “participation de la société” pour moderniser les équipements. Souvent même à travers l'application de paiement immédiat Fawri.

Avec la crise économique, nombreux sont ceux qui n'ont plus les moyens de payer une école privée. Il y a donc une hausse des demandes d'inscriptions dans l'école publique.

Ainsi, les parents d'Ali Al-Din se sont heurtés pendant des mois au refus d'une autre école spécialisée quadrilingue, située dans un quartier du Nouveau Caire [une ville nouvelle dans le désert, à l'est du Caire, destinée aux classes moyennes supérieures].

✓ Dessin de Clou paru dans La Libre Belgique, Bruxelles.

Le directeur a refusé le dossier, prétextant un problème de place. Jusqu'à ce qu'un des employés leur souffle une idée : “Il y a des gens qui ont donné 12 000 livres [600 euros], et le problème de place a été résolu.”

Abandons scolaires. Le père refuse, mais l'employé lui rappelle qu'un autre parent d'élève était prêt à donner jusqu'à 25 000 livres [1 270 euros]. Quand, par la suite, la direction présente une liste de matériel dont l'établissement a besoin, le père cède. Il achète une imprimante valant plus de 3 000 livres [150 euros] et accepte de prendre en charge des frais annuels de 2 300 livres [110 euros].

À cela s'ajoute un don de 300 livres pour le fonds de solidarité Tahya Misr [l'expression, qui signifie “Vive l'Égypte”, est devenue un cri de ralliement au régime depuis le coup d'État militaire qui de 2013, qui a porté Abdel Fattah Al-Sissi au pouvoir].

Le gouvernement dément imposer de faire des dons à cet organisme, mais beaucoup de parents d'élèves affirment lui verser de l'argent tous les ans.

L'appauvrissement de l'école a une autre conséquence : un manque criant de professeurs. [Il en aurait manqué 320 000 en 2019.] Comme l'école publique n'est plus en mesure d'assurer tous les cours, les parents essaient de compenser par le recours aux cours privés.

Selon le rapport de l'EIPR, chaque famille égyptienne dépense en moyenne 5 184 livres par an [263 euros] pour l'éducation scolaire, dont près de 40 % pour des cours privés.

Ce qui provoque, souligne le chercheur Mohamed Sayyid, spécialisé dans les questions scolaires, une hausse des abandons scolaires parmi la jeune génération d'Égyptiens.

—Mohamed Ashraf Abu Emaira, Nada Arafat
Publié le 7 juin



LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



france

Rhône. Le bio s'enracine à Châteauneuf-du-Pape



FOCUS

Miser sur le vin biologique et l'agriculture durable est un choix de conviction, mais aussi une façon de se préparer au dérèglement climatique, ont expliqué à ce quotidien allemand plusieurs viticulteurs de la vallée du Rhône.



—Süddeutsche Zeitung
Munich

On fait difficilement plus différents que le domaine de Villeneuve et le domaine de Beurenard. Celui de Beurenard est niché au cœur de la commune viticole de Châteauneuf-du-Pape, dans le sud de la vallée du Rhône, dans une bâtisse qui n'a rien d'ostentatoire mais qui n'en est pas moins tout à fait typique, avec sa grille en fer forgé donnant sur la rue. Dans l'espace de vente, des contenants en verre donnent à voir les raisins issus des principaux cépages : grenache, mourvèdre, roussanne, clairette, picpoul... Treize cépages sont autorisés à Châteauneuf, huit rouges et cinq blancs. Dans les vitrines reposent des vins vieux de plusieurs décennies – il faut dire que le domaine de Beurenard est géré par la famille Coulon depuis sept générations.

Contrairement à Beurenard, le domaine de Villeneuve est un simple hangar, dans le nord du village, qui servait de résidence papale d'été à l'époque où les papes siégeaient à Avignon, au XIV^e siècle. C'est derrière le bâtiment posé sur la D72 que s'étalent les parcelles de ce petit domaine qui n'a pas encore d'histoire. Nul espace de vente ici, et la pancarte au bord de la route est à peine visible. Il faut prendre rendez-vous avec le maître des lieux, Stan Wallut, si l'on veut visiter le domaine. Ce nouveau venu a toutefois un point commun avec les vieilles familles de vigneronnes comme les Coulon : il voit l'avenir de la viticulture en bio.

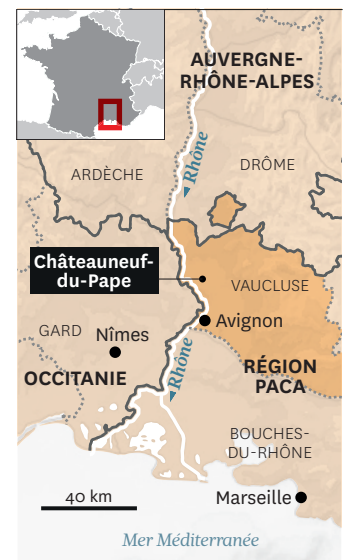
Près d'un tiers des terres cultivables de Châteauneuf-du-Pape est aujourd'hui exploité en agriculture biologique. C'est plus du double que la moyenne des vignobles français, toutes régions

confondues. Pour Stan Wallut, c'est tout bonnement un choix de vie, de rapport à la nature et à la ressource. L'homme mène un peu une vie d'ermitte sur son petit lopin, avec un chat qui lui attrape les souris dans la cave et un chien affublé d'un nom énigmatique. On a l'impression d'entendre "Herr Satz". Stan, qui ne parle pas allemand, finit par épeler : "H-e-r-z-a-t." C'est bien un mot allemand, non ? On finit par avoir le fin mot de l'histoire : le chien s'appelle en fait Ersatz ["remplacement", en allemand]. Ersatz pour l'épouse partie et pour les deux enfants qui ne viennent plus le voir que de loin en loin.

Il ne viendrait pas à l'idée de Stan de contaminer la terre sur laquelle il vit avec des pesticides. Juste derrière la cave, il a une parcelle sur laquelle, comme le veut la coutume dans la région, il mélange les cépages. Ici un cinsault, là un

↳ Dans un vignoble de Châteauneuf-du-Pape (Vaucluse). Photo Andrea Pistolesi/hemis.fr

grenache, plus loin du mourvèdre, rouges et blancs mélangés, au lieu de faire de la monoculture. Le syndicat des vignerons de Châteauneuf-du-Pape ne l'a pas encore autorisé à presser du blanc. Ce dernier est donc mélangé au rouge – c'est la deuxième tendance à Châteauneuf : les vins ne sont plus élaborés pour leur aptitude à la garde. La fraîcheur est devenue un critère important et, à ce titre, l'ajout de raisins blancs est un plus. Les rouges de Châteauneuf-du-Pape, complexes et toujours assez charpentés, qui titrent souvent 14,5 %, se boivent désormais plutôt jeunes et, selon la tendance du moment pour les rouges, un peu frais.



Moutons et cheval. Au célèbre domaine de Beurenard, les Coulon ont, eux aussi, une parcelle associant différents cépages. C'est une vitrine mais aussi, et surtout, un laboratoire où ils font pousser de nouvelles variétés et observent les effets du dérèglement climatique sur tel ou tel cépage. Ils mettent des moutons dans leurs vignes qui broutent les mauvaises herbes entre les pieds et renoncent au tracteur quand ils le peuvent. Ils le remplacent par le cheval. Cela permet de ne pas trop compacter le sol, capable dès lors d'absorber plus d'eau, laquelle devrait se raréfier à l'avenir dans le sud de la France.

Pour Daniel Coulon et son fils Antonin, le choix du bio s'est imposé aussi pour des raisons économiques. Ils voient grimper la demande. Rien de fulgurant, mais, dans le vin, les changements prennent du temps. Si le marché du bio continue de s'étoffer, ils veulent pouvoir répondre présent. Une biodiversité riche est bénéfique pour la vigne, reconnaissent-ils aussi : cela permet aux prédateurs de s'installer et

de réguler les ravageurs potentiels. C'est pour ça que des milliers d'arbres sont en cours d'implantation à Châteauneuf-du-Pape, à la fois pour accueillir des oiseaux insectivores et pour prodiguer de la fraîcheur face à la hausse du mercure. Là non plus, l'idée n'est pas neuve : le nom du domaine de Beurenard vient de "Bois Renard", qu'on retrouve dans un acte notarié daté de 1695. Daniel Coulon l'assure : "Il n'y a qu'en cultivant nos vignes de façon durable qu'on aura de bons rendements à l'avenir."

Élodie Jaume partage le point de vue des Coulon père et fils et de Stan Wallut. Vigneronne au domaine des Chanssaud, elle rappelle que la production de vins biologiques repose en bonne partie sur les méthodes et techniques d'antan. Déjà, ses parents travaillaient comme elle le fait aujourd'hui. Qu'elle soit en pleine conversion bio ne chamboule donc pas sa pratique. Mais elle n'en est pas moins une pionnière. Elle presse par exemple depuis peu un vin naturel. "À ma connaissance, je suis pour l'instant la seule à Châteauneuf à en faire." → 24

17,2%

DES VIGNES FRANÇAISES CULTIVÉES EN BIO EN 2020

Selon les données de l'Agence bio, chargée de la promotion de l'agriculture biologique en France, le vignoble bio a atteint 137 442 hectares en 2020, après une croissance annuelle de 22 %. La France dispose de la plus grande surface de vignes bio de l'UE, devant l'Espagne (131 183 hectares) et l'Italie (117 378 hectares). À eux trois, ces pays – qui sont aussi les premiers producteurs de vin en Europe – ont produit 90 % des vins bio de l'UE en 2019.



↓ Un résident de l'Institution des invalides de la Légion étrangère à Puylobier (Bouches-du-Rhône), en décembre 2021. Photo Olivier Sarrazin/Hans Lucas

23 ← Élodie et le vigneron bio Baptiste Grangeon, du domaine de Cristia, soulignent également la nécessité de promouvoir le tourisme. Les vacanciers qui visitent la Provence composent une part importante de la clientèle des domaines. Seulement voilà, à Châteauneuf-du-Pape, il n'y a pas assez de chambres d'hôtel et de locations de vacances, si bien que la plupart des visiteurs ne font que passer.

Élodie Jaume loue donc des gîtes pensés pour des groupes et des familles nombreuses. Ils servent à héberger les saisonniers pendant les vendanges et les vacanciers le reste de l'année. Pour sa part, Baptiste Grangeon a fait construire au milieu de son domaine, à l'est du village, des chambres d'hôte, qu'il vient d'ouvrir pour la saison. Le contact avec la clientèle leur permet d'expliquer comment ils travaillent et pourquoi leurs vins ne coûtent pas 5 euros la bouteille. En partant, les coffres de vacanciers sont presque toujours plus lourds qu'en arrivant.

Si son labeur de vigneronne lui laissait un peu de temps, Lætitia Barrot ferait une guide formidable. Elle gère avec son frère le domaine La Barroche. Ils possèdent des parcelles dans plusieurs secteurs de Châteauneuf, si bien qu'une visite des parcelles de Lætitia donne une bonne idée des rôles que peuvent jouer le climat, le sol et la végétation.



Et plus encore de l'enracinement des gens d'ici, dont la plupart travaillent dans la vigne. On défriche une nouvelle voie, mais c'est surtout la prochaine génération qui en profitera, fait remarquer Lætitia. Et si tant de vigneronnes de Châteauneuf sont passés au bio ou sont en train de le faire, c'est aussi, selon elle, parce que la plupart des vignobles appartiennent à des familles et non à des investisseurs : *« Ici, on ne calcule pas et on ne raisonne pas avec les mêmes échéances. »*

—Stefan Fischer

Publié le 11 octobre 2021

En Provence, les légionnaires ont de la bouteille

Le domaine du capitaine Danjou, non loin d'Aix-en-Provence, accueille des vétérans de la Légion étrangère. Ils y cultivent la vigne et les oliviers.

—Sunday Times (extraits)
Londres

Au fin fond de la Provence, les anciens combattants de la Légion étrangère occupent leurs vieux jours en faisant du vin et de l'huile d'olive. Ils sont le pendant français des *Chelsea pensioners* [les retraités de l'armée britannique hébergés au Royal Chelsea Hospital de Londres] – à cette différence près qu'ils coulent leur retraite au milieu des vignes et des oliviers, dans un château du XVI^e siècle et son domaine de 220 hectares.

Le domaine du capitaine Danjou, non loin d'Aix-en-Provence, a été institué en 1954 pour gérer l'afflux de légionnaires blessés en Indochine, et comptait au départ près de 400 résidents. Sous le nom officiel d'Institution des invalides de la Légion étrangère, il n'héberge aujourd'hui plus que 80 anciens

combattants, qui sont en convalescence ou en rééducation, ou qui ont tout simplement besoin d'un toit au-dessus de leur tête. Le plus jeune a 36 ans, le plus âgé 96.

Une visite du domaine, situé à Puylobier, à 40 kilomètres au nord du centre de recrutement de la Légion, à Aubagne, donne un aperçu de cet établissement unique en son genre dont les résidents sont originaires de dizaines de pays différents. Vous

ne verrez pas de femmes parmi eux, comme souvent dans l'institution dans laquelle ils ont servi.

Le maître des lieux, le lieutenant-colonel Olivier Madonna, 54 ans, nous accueille dans son grand bureau aux murs tapissés de souvenirs de la Légion : *« On ne reçoit aucune subvention, et c'est le vin qui assure l'essentiel des rentrées d'argent dont on a besoin pour faire tourner le domaine. »* Cette année, le domaine a sorti

160 000 bouteilles – contre 200 000 habituellement, à cause du gel et de la grêle –, dont près de la moitié atterrira sur les tables des mess de la Légion, le reste étant vendu au public.

Certains résidents fabriquent des mugs, des figurines et autres souvenirs mis en vente dans la boutique en ligne, tandis que d'autres confectionnent des ouvrages commémoratifs. L'institution reçoit également des legs et des dons.

La moitié des bouteilles produites, est destinée à la Légion, l'autre est vendue au public.

Le domaine tient son nom de Jean Danjou, l'une des figures de la Légion, qui a été tué pendant l'expédition de Napoléon III au Mexique, en 1863. Tous les 30 avril – une grande date du calendrier militaire –, on sort de sa chasse la main de bois de Jean Danjou, une prothèse conçue sur mesure pour lui, et on la présente au public.

La Légion, qui compte aujourd'hui près de 9 000 membres et qui est dépêchée dans les endroits les plus dangereux du globe, comme le Sahel, a été créée en 1831 par le roi Louis-Philippe et a toujours été ouverte à tous, indépendamment de la nationalité d'origine. Sa devise est *« Legio Patria Nostra »* (*« La Légion, notre patrie »*), mais c'est envers la France que ses membres ont un devoir de loyauté.

Si elle est réputée donner une seconde chance à ceux qui tentent de fuir un passé trouble, elle est plus regardante depuis quelque temps sur ses nouvelles recrues – rejetant notamment les casiers judiciaires lourds. Traditionnellement, tous ceux qui signent le contrat initial de cinq ans se voient attribuer un nouveau nom et ne sont autorisés à récupérer l'ancien qu'au bout d'un an. Certains préfèrent conserver cette nouvelle identité.

Les nationalités des légionnaires ont changé au fil des décennies – comme la composition ethnique des vétérans de Puylobier. *« Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands étaient majoritaires, puis on a eu une période avec beaucoup »* → 26

Une carte des vins redessinée

● Des feuilles qui vivent à l'orange dès le mois d'août,

des grains qui mûrissent trop tôt et un degré d'alcool plus élevé : au vu de la sécheresse et de la chaleur qui sévissent en France, désormais, *« le bordeaux sera différent ou il ne sera pas »*, relève le journal **DeStandaard**. Et parce que les techniques ancestrales ne suffisent plus, l'heure est à l'expérimentation, note le quotidien belge : *« Certains viticulteurs espacent leurs vignes pour*



Vu de Belgique

qu'elles aient moins de concurrence.

D'autres

plantent des arbres pour les protéger du soleil. » Des variétés anciennes sont réhabilitées, d'autres sont importées et testées. *« Toute la carte des vins est en train d'être redessinée, constate le journal. Des cépages de porto poussent à Bordeaux, de la syrah en Alsace. Et l'on voit de plus en plus de domaines apparaître en Bretagne, en Normandie et dans le Nord – comme chez nous, d'ailleurs. »*



REPORTAGE

E.Leclerc 

À PARTIR DU
4 OCTOBRE 2022



LA FOIRE AUX VINS

2022

**À PARTIR
DU 4 OCTOBRE**

**12€
,85**

AOP⁽¹⁾ VIRÉ CLÉSSÉ
DOMAINE GONDARD
2021
75 cl
Le L : 17,13 €



VIRÉ BOURGOGNE

**ALEXIS
GONDARD
NOUS PARLE
DE SON VIN :**



PRÉCOMMANDEZ DÈS LE 19
SEPTEMBRE SUR **WWW.E.LECLERC**
ET RETIREZ GRATUITEMENT
VOTRE COMMANDE EN DRIVE
OU EN MAGASIN.

(1) AOP : Appellation d'Origine Protégée



REJOIGNEZ LA COMMUNAUTÉ
WINEADVISOR ET VENEZ
DONNER VOTRE AVIS SUR
LES CUVÉES.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.
LA LOI INTERDIT LA VENTE D'ALCOOL AUX MINEURS. DES CONTRÔLES SERONT RÉALISÉS EN CAISSE.



24 ← de Russes et de Roumains, explique Olivier Madonna. À l'heure actuelle, la Légion accueille surtout des Népalais, des Malgaches et des Brésiliens. Dans quelques années, ce sont eux qui viendront vivre ici." Malgré son nom, 10 % des membres de la Légion étrangère sont français – même si, pour respecter ses statuts, ils sont tenus d'adopter une nationalité fictive, en général belge, suisse, canadienne ou une autre nationalité francophone.

Avant que la Légion ne rachète ce domaine situé non loin de la montagne Sainte-Victoire, on y cultivait du blé. On s'est aperçu rapidement qu'il serait plus lucratif d'y faire du vin, même si le résultat piquait un peu au départ. Jean-Jacques Lalande, 65 ans, dont quarante de Légion, qui chapeaute aujourd'hui la cave, le reconnaît : "Tout le monde disait que le vin était excellent, mais un seul verre suffisait à vous coller un ulcère."

Ça a commencé à s'arranger après une rencontre fortuite, voilà une quinzaine d'années, entre un des prédécesseurs d'Olivier Madonna et Philippe Baly, copropriétaire du fameux château Coutet, près de Bordeaux.

Vin "déconcertant". La première impression de Philippe Baly était celle d'un vin "déconcertant", révèle-t-il dans une interview publiée dans *Képi blanc*, le magazine de la Légion. Mais Bertrand Léon (qu'il avait fait venir du château Les Trois Croix, non loin de là) et lui ont apporté leur expertise, et la qualité a grimpé en flèche. "Tous les deux sont des admirateurs de la Légion et ont décidé de s'investir et de nous conseiller, se félicite Olivier Madonna. On est en contact quasiment tous les jours."

Conformément aux règles de l'institution, tout vétéran qui quitte la Légion muni d'un certificat de bonne conduite et accepte de rester célibataire peut vivre à Puyloubier, dont les résidents ont leur propre studio indépendant, mais mangent ensemble et socialisent. Ils se voient également demander une participation aux frais prélevée sur leur pension militaire.

Cette détermination de la Légion à veiller sur les siens est une illustration de l'esprit



de corps* de l'institution, dont le code d'honneur se termine par ces mots : "Tu n'abandonnes jamais ni tes morts, ni tes blessés, ni tes armes."

Ces hommes, qui sont par définition loin de chez eux, en viennent à tisser des liens plus étroits que dans l'armée régulière, comme en témoignent certaines de leurs traditions – par exemple celle qui consiste à passer le réveillon de Noël entre camarades plutôt qu'en famille. Cette année n'a pas dérogé à la règle : Olivier Madonna a fait venir "quelques danseuses" pour les divertir.

Sans surprise, peut-être, au vu des motivations parfois obscures qui les ont poussés à s'engager, certains vétérans refusent de s'étendre sur ce qu'ils faisaient dans leur vie antérieure. Parmi eux, il y a John, 63 ans, de Londres, qui avait signé en 1981 à la suite de "quelques bricoles personnelles, quelques erreurs", dont il refuse encore de parler, malgré les années. Il s'est engagé selon la porte d'une base de la Légion,

en Corse. C'était pour lui le début de seize ans de carrière qui ont compté notamment une mission au Rwanda pendant le génocide de 1994. Après avoir occupé divers autres emplois, dont professeur de karaté en Asie, il a fini par atterrir voilà deux ans à Puyloubier, où il a cessé de boire, est devenu végétarien et veille sur le poulailler. Ici, le brassage de nationalités rappelle la Légion, dit-il, "mais sans les cris".

Il y a plus taciturne encore : Vladimir, 36 ans, blessé à la jambe au combat, qui assiste aujourd'hui les autres blessés. Convoqué par Olivier Madonna, il n'a d'autre choix que de parler mais refuse de dévoiler le nom du lieu où il a été blessé, et même sa nationalité. "Dites juste que je viens d'Union soviétique", dit-il. Tandis que nous partons, il viendra nous voir pour nous demander de ne pas révéler son nom de famille non plus.

La Légion étrangère produit un rouge généreux, charpenté et fruité, dont la teinte violette foncée cède la place à des arômes puissants qui associent à une dominante de fruits noirs des nuances de fines herbes séchées (selon l'avis de Will Lyons, le vice-président du club d'œnologie du *Sunday Times*). Sa texture est soyeuse, assortie d'une acidité marquée salée.

Ce rouge sans chichi aurait tout à fait sa place dans un simple quart, autour d'un feu de camp ou sur la table de la cuisine, à côté d'un bol de cassoulet fumant. Il demande à être bu en bonne compagnie, devant un bon repas, en écoutant de vieilles histoires de soldats.

—Peter Conradi

Publié le 25 décembre 2021

* En français dans le texte.



↙ Affichée en bonne place : la devise de la Légion, "Legio Patria Nostra" ("La Légion, notre patrie").

Photo Olivier Sarrazin/Hans Lucas



Vu du Royaume-Uni

De si délicates visites

● Résidant en Languedoc, la critique culinaire et journaliste voyage du *Daily Telegraph* explique avoir visité tous les musées, églises, monuments anciens et villages à 30 kilomètres à la ronde. Mais il n'en va pas de même pour les petits vigneron. Si les plus grands exploitants accueillent œnologues et journalistes à la pelle tout au long de l'année, "se rendre sur un petit domaine privé est une toute autre expérience – aussi charmant que soit le panneau invitant à la visite-dégustation en lettres peintes à la main". La chroniqueuse poursuit : "Remonter un chemin rural pour aller toquer chez des vignerons n'est pas plus envisageable, à mes yeux, que de débouler chez vous sans y avoir été invitée en m'attendant à ce que vous me serviez le thé." Ayant un jour tenté l'expérience, son mari et elle ont fini par "acheter une seule caisse de vin qu'aucun de nous deux n'avait aimé, histoire de garder la face, et dont je savais, comme disait ma grand-mère, que ça dépannerait toujours".

Trop chauvins sur le vin ?

● En France, en Italie et en Espagne, les amateurs de vin disposent d'un tel vivier de crus locaux qu'ils en viennent à délaisser les flacons plus exotiques, écrit la journaliste du *Financial Times*. Des États-Unis, d'Amérique latine, d'Afrique du Sud ou même d'Océanie, toutes les régions du monde

produisent désormais des vins dignes d'intérêt grâce à leurs "progrès stupéfiants réalisés en viticulture". Et pourtant... "Il est aussi difficile de faire pousser des roses dans le désert que de vendre du vin australien en France", ironise un négociant franco-australien. La différence de goût, les bouchons à vis ou l'"ignorance" de certains cavistes et sommeliers peuvent être rédhibitoires. Une situation qui pourrait toutefois changer, au gré des voyages de sommeliers plus curieux, note le journal britannique.



Vu d'Italie

Le triomphe du pinot noir

● La *Repubblica* ne tarit pas d'éloges sur le pinot noir, ce cépage utilisé notamment dans les bourgognes rouges qui peut se révéler tour à tour musclé, raffiné et complexe. C'est un délice aux notes fruitées, "caméléonesque et très délicat". Ces dix dernières années, constate le journal, "la mode, la force de séduction et le changement climatique, qui pousse les viticulteurs à planter leurs vignes de plus en plus haut sur les coteaux, font que ce cépage français s'habille aux couleurs italiennes et conquiert également le Sud". Désormais, le pinot noir est cultivé en Campanie, dans les Pouilles et jusqu'en Sicile, et dépasse les 8600 hectares plantés au niveau national. Il ne cesse de progresser en Italie, et c'est tant mieux, note le titre, car ce vin aux nobles origines bourguignonnes a la capacité de puiser le meilleur du terroir dans lequel il est cultivé.

Du 6 au 25 septembre



**UN POUILLY FUMÉ.
À 9,99€.
QUI A DIT QUE LES
FRANÇAIS N'ÉTAIENT
JAMAIS CONTENTS ?**

**9€
9,99** AOP Pouilly Fumé
Domaine de Riaux 2020 / 2021
9,99€ la bouteille de 75 cl - 13,32€ le litre

**JUSQU'À
15% EN AVANTAGE
CARTE***

dès 100€ d'achat parmi une sélection*

FOIRE AUX VINS

Plus de 1650 références rigoureusement
sélectionnées par nos experts.

Intermarché

TOUS UNIS CONTRE LA VIE CHÈRE

*Offre réservée aux porteurs de la carte de fidélité Intermarché. Cumulez 10% en avantage carte de 50€ à 99,99€ d'achats parmi la sélection de Vins, Champagnes et Effervescents du prospectus du 06 au 25 septembre 2022 (hors produits porteurs d'autres offres - remise immédiate, lot virtuel ou avantage carte - ainsi que les produits non alimentaire) sur la base du montant total de cette sélection produits ou 15% en avantage carte à partir de 100€ d'achats sur la base du montant total de cette sélection produits, dans la limite de 150€ en avantage carte cumulés par jour.

**🍷 L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.
La loi interdit la vente d'alcool aux mineurs - des contrôles sont réalisés en caisse.**



afric

Géopolitique. Comme un air de guerre froide

L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous a fait basculer dans une ère qui rappelle la guerre froide, analyse ce quotidien algérien. Mais le nouveau monde multipolaire tant vanté par le Kremlin est aussi générateur d'incertitudes pour le continent africain.

—El Watan (extraits) Alger

A lors que le bruit des bottes se fait lourdement entendre en mer de Chine, la guerre en Ukraine boucle son sixième mois. Cette guerre opposant l'Occident et la Russie et la tension qui s'accumule plus à l'Est, à cause de Taïwan, entre l'Occident et la Chine marquent la fin du monde unipolaire tel que nous le connaissons depuis trente ans.

L'expression est désormais lâchée, en tout cas par Moscou, qui entend expliquer au monde sa vision des conflits actuels et les enjeux qui les sous-tendent. Et c'est le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, qui s'est chargé d'énoncer cette thèse. "Le 24 février 2022, date du début de l'opération militaire spéciale" en Ukraine, marque la fin d'un monde unipolaire. La multipolarité est devenue une réalité. Les pôles de ce monde ont été clairement définis", a-t-il déclaré [le 16 août] dans un discours prononcé à l'ouverture de la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale.

Sergueï Choïgou précise que si le monde multipolaire est devenu "la réalité d'aujourd'hui", ce passage de la domination d'un leader mondial à plusieurs centres de gravité n'est pas facile. "Cependant, cela crée des conditions réelles pour le développement d'États souverains", a-t-il détaillé. Le ministre russe en est convaincu, affirmant que la domination inconditionnelle des États-Unis et de leurs alliés appartient au passé.

S'exprimant à la même occasion, le président russe, Vladimir Poutine, a pointé du doigt un Occident qui "essaie de forcer

des pays indépendants à obéir à sa volonté et à vivre selon les règles des autres afin de maintenir son hégémonie et de s'immiscer dans ces pays, alors que les États-Unis et leurs partisans interviennent de manière flagrante dans les affaires de pays souverains, organisant des provocations, des coups d'État, des guerres civiles, des menaces et des chantages, des pressions et des diktats".

Selon lui, le modèle actuel de mondialisation est voué à l'échec, et le monde évolue de manière dynamique vers la multipolarité, car de plus en plus de pays et de peuples choisissent la voie du développement souverain.

Cela dit, le patron du Kremlin insiste seulement sur l'aspect militaire de cette offre pour vanter les armes de fabrication russe. "Partout dans le monde, [ces armes] sont

appréciées par les professionnels pour leur fiabilité, leur qualité et, surtout, pour leur haute efficacité. Elles ont quasiment toutes été employées à maintes reprises dans des conditions de combat réelles", a-t-il expliqué devant ses invités.

Aux "alliés", il a proposé "les types d'armes les plus modernes, des armes d'infanterie aux engins blindés, en passant par l'artillerie, l'aviation de combat ou les drones", mais aussi des formations militaires et même de participer à des manœuvres militaires communes avec Moscou.

Tandis que Washington somme les pays de choisir entre le "monde moderne" et le nouvel "axe du mal" que représentent

Les peuples ont le droit de se réjouir d'une fin de la domination occidentale.

pour lui la Chine et la Russie, Moscou bat le rappel de ses "nombreux alliés", en Amérique latine, en Asie et en Afrique, "des États qui ne fléchissent pas devant une prétendue hégémonie" et dont les dirigeants "font preuve d'un vrai caractère viril", déclare Poutine.

Impérialisme partout. D'un côté comme de l'autre, ces déclarations nous renvoient à 1947, l'année qui a connu la fin du pacte antigermanique et la bipolarisation du monde.

Sauf que cette fois, la guerre n'est plus adossée à des antagonismes idéologiques comme ce qui a été établi dans la doctrine Truman [présentée en 1947 par le président Harry Truman, cette doctrine visant à endiguer la progression communiste face au "monde libre" a été la base de la politique américaine contre le bloc communiste durant la guerre froide] et la doctrine Jdanov [celle-ci, proclamée le 22 septembre 1947, porte le nom du troisième secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, Andreï Jdanov, et se veut une réponse à la doctrine Truman en affirmant la division du monde en deux camps : les forces "impérialistes", dirigées par les États-Unis, et "pacifistes", menées par l'URSS]. Les deux camps étant au service du capitalisme et de l'impérialisme, avec de légères différences.

Les peuples ont le droit de se réjouir d'une fin de la domination occidentale et ses conséquences faites de néocolonialisme, de réduction de l'humain à la fonction de consommateur et de surexploitation de la planète, mais ces peuples ont-ils la garantie d'une vie meilleure si le monde devient multipolaire ?

—Nouri Nesrouche
Publié le 18 août



En Guinée-Bissau, la nostalgie camarade

Nombre de pays africains rechignent à condamner l'invasion russe en raison de l'aide autrefois apportée par l'Union soviétique lors de la décolonisation.

—The New York Times
(extraits) New York

Quand son pays a eu besoin d'armes pour livrer une guerre de libération acharnée contre son colonisateur [le Portugal], c'est l'Union soviétique qui les lui a fournies.

Quand son pays a eu besoin de personnel soignant pour s'occuper des blessés de guerre, c'est en Union soviétique qu'il l'a envoyée suivre une formation d'infirmière.

Quand Joana Gomes, aujourd'hui parlementaire de Guinée-Bissau, a entendu parler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, sa position a été claire : elle soutiendrait la Russie, même s'il arrive à sa langue de fourcher et qu'elle dit encore "Union soviétique".

"C'est avec leurs armes qu'on a gagné notre indépendance, justifie Joana, 72 ans, par un après-midi

pluvieux, tandis qu'elle prépare le déjeuner chez elle, à Bissau, la capitale. Sans eux, même aujourd'hui, on ne l'aurait pas, notre indépendance."

Quand la Russie a envahi l'Ukraine en février, certaines voix ont brillé par leur absence dans le concert de protestations. Six des 35 pays qui, lors du vote aux Nations unies, se sont abstenus de condamner les agissements de la Russie étaient africains, de même que l'un des cinq qui ont voté non, l'Érythrée [huit autres pays africains, dont la Guinée-Bissau, n'ont pas pris part au vote].

Beaucoup de pays africains ont tissé avec Moscou des liens étroits. L'Union soviétique a soutenu bon nombre de guerres de libération africaines, prodiguant formation, instruction et armes à des combattants de la liberté comme Joana Gomes. Près de soixante ans plus tard, celle-ci n'a pas oublié.

✍ Dessin de Nani Lucas,
Brésil.

l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), envoi des centaines de jeunes Guinéens se former en URSS, Joana est du nombre. Quand elle revient, cinq ans plus tard, infirmière diplômée et parlant russe couramment, le conflit s'est envenimé.

“J'avais une kalachnikov.” Elle enchaîne les longues journées de travail sur le front, dans des hôpitaux de fortune, aux côtés de camarades et de médecins cubains, pansant les plaies des soldats et sauvant la vie des civils. Un jour, elle retire des éclats de la poitrine d'une femme enceinte de huit mois, sauvant la mère et l'enfant.

Après la victoire, Joana Gomes retourne en Union soviétique, où elle suit une formation de médecin avant de rentrer en Guinée-Bissau, en 1987, pour travailler dans les hôpitaux du pays.

Elle devient directrice du Centre national de rééducation physique et, plus tard, inspectrice des établissements de soins au ministère de la Santé, une première expérience gouvernementale pour elle. Puis, voilà quelques années, elle décide de mettre de nouveau à profit ses compétences médicales sur le front – de la politique, cette fois, et non de la guerre.

Depuis l'indépendance, la Guinée-Bissau peine à reprendre pied, entre luttes internes et pressions étrangères. Quatre coups d'État se sont succédé, sans compter les nombreuses tentatives manquées. En mai, le président, Umaro Sissoco Embaló, a dissous l'Assemblée nationale, ajoutant à l'instabilité politique chronique du pays.

Son action parlementaire en faveur de la santé publique étant désormais mise entre parenthèses, Joana a plus de temps pour réfléchir à la guerre entre l'Ukraine et la Russie. C'est à Kiev, en Ukraine, qui faisait à l'époque partie de l'Union soviétique, qu'elle a suivi ses études d'infirmière, et elle confie que les deux camps ont sa sympathie. *“J'ai passé ma jeunesse en Ukraine, j'y ai des amis, je ne veux pas que les gens souffrent. J'aimerais bien qu'un accord soit trouvé entre l'Ukraine et Poutine, assure-t-elle. J'ai connu la guerre, je sais ce que c'est.”*

Malgré tous les combats qui font toujours partie de la vie quotidienne en Guinée-Bissau, un acquis arraché de haute lutte reste, lui, intact : l'indépendance.

Le rôle qu'a joué ici le Kremlin lui vaut encore une reconnaissance profonde, et Joana n'est pas d'accord avec tous ceux qui voient dans cette guerre une agression injustifiée de la part de la Russie. *“L'Ukraine, pourquoi a-t-elle voulu rejoindre l'Otan ? demande Joana. La Russie ne le digère pas.”*

L'Otan, rappelle-t-elle, *“est un ennemi de l'Union soviétique”*. Elle est loin d'être la seule à soutenir la Russie en Guinée-Bissau, et même dans cette région d'Afrique où toute une génération a arraché la liberté de l'opresseur colonial avec l'aide des Soviétiques.

Ancien combattant de la liberté en Guinée-Bissau qui a occupé diverses fonctions ministérielles, Manuel dos Santos ne fait pas non plus mystère de ses opinions. *“Si je devais choisir un camp aujourd'hui – je n'y suis pas tenu, mais disons que si j'avais à en choisir un –, je dirais que la Russie a subi toutes les provocations possibles et imaginables”*, dit-il.

Non loin du siège de l'Assemblée nationale, dans le centre-ville de Bissau, le musée de la Libération de Guinée-Bissau possède beaucoup d'armes livrées par les Soviétiques. *“Moi, j'avais une kalachnikov. Les Portugais avaient des armes américaines, se souvient Manuel dos Santos. C'est aussi simple que ça.”*

— **Ricci Shryock**
Publié le 19 août

La punition américaine

●●● Lors de son déplacement en Afrique du Sud le 8 août, Antony Blinken, secrétaire d'État américain, a subi les critiques de son homologue Naledi Pandor. La raison de sa colère ? La Loi sur la lutte contre les activités malveillantes de la Russie en Afrique, adoptée en avril. Avec ce projet de loi, les États-Unis souhaitent *“demander des comptes aux gouvernements africains et à leurs responsables qui sont complices de l'aide à l'influence et aux activités malveillantes (de la Russie)”*. Réactions et analyses de la presse africaine sont à lire sur notre site, dans cet article : **“Les détails de ce projet de loi américain qui inquiète l'Afrique.”**

Revue de presse

Entre Chine et États-Unis, une lutte à coups d'infrastructures

●●● La Chine a annoncé le 18 août un allègement financier pour 17 pays africains en annulant la dette de 23 prêts sans intérêt qui lui étaient dus en 2021. Pour le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, ce plan d'allègement de la dette *“démontre l'engagement de la Chine à renforcer les liens économiques avec le continent africain”*, indique **The East African**. Cette annonce intervient alors que Chine et États-Unis s'opposent toujours plus sur le continent africain. *“Quand vous observez ce que fait la Chine en Afrique, vous devez regarder le piège de la dette auquel les pays africains [...] ont été confrontés en raison de ces relations avec la Chine”*, mettait en garde dès février l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, rappelle **The Arab Weekly**.

Les États-Unis accusent ainsi ouvertement Pékin, devenu l'un des plus grands prêteurs aux pays en développement avec son initiative des nouvelles routes de la soie, qui vise à développer son commerce en investissant et en construisant des infrastructures, notamment en Afrique. Certains pays africains se posent toutefois eux-mêmes la question, rappelle **Vox of America (VOA)**, média financé par le gouvernement américain. Le nouveau président élu du Kenya, William Ruto, et le candidat présidentiel de l'opposition angolaise Adalberto Costa Júnior, ont également exprimé leur inquiétude vis-à-vis des prêts chinois.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis et la Chine rivalisent d'initiatives et de partenariats. En février, VOA rapportait que la Chine prévoyait d'investir plus de 300 milliards de dollars en Afrique pour augmenter les exportations africaines et aider à combler l'important déficit commercial avec la Chine. De leur côté, les États-Unis misent sur plusieurs programmes : le *“partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (PGII), Prosper Africa, Power Africa, Feed the Future et une nouvelle initiative pour la transformation numérique”*. Lancé en juin à l'initiative du G7, le PGII se propose d'investir 600 milliards de dollars en Afrique pour contrer l'initiative des nouvelles routes de la soie. Les États-Unis se sont engagés à mobiliser 200 milliards de dollars sur ce total, le reste provenant d'Europe et d'autres pays du G7, indique **The Reporter Ethiopia**. Pour la **BBC**, ce plan occidental d'infrastructures n'est cependant qu'une redite d'une autre initiative du G7 en 2021, la Build Back Better World (B3W), qui n'avait connu aucun développement concret. En outre, affirme **The Reporter Ethiopia**, certains experts estiment que la plupart des dirigeants africains préféreraient travailler avec la Chine plutôt qu'avec l'Occident en ce qui concerne le développement de leur pays : *“La politique des États-Unis confond le développement [de l'Afrique] avec ses propres intérêts alors que celle de la Chine est toujours orientée vers les affaires.”*

— **Courrier international**

En 1964, quand elle descend d'un avion en URSS, le premier geste des mécènes de Joana Gomes est de lui tendre des gants, un bonnet et un épais manteau. Elle a 14 ans et n'a encore jamais quitté la Guinée-Bissau, petit pays d'Afrique de l'Ouest qui a arraché son indépendance au Portugal en 1974, au terme de dix années de guerre.

Mais sa jeune existence a déjà connu son lot de drames, de violences et de tragédies. Son père, farouche partisan de la guerre de libération, est assassiné par un de ses camarades alors que Joana Gomes n'a que 13 ans.

Minée par le chagrin, elle part pour le front, dans la forêt. Elle a décrété que le seul homme capable de l'aider à obtenir justice pour son père était Amílcar Cabral, le chef de file du mouvement de libération et l'un des philosophes anti-colonialistes et chefs militaires les plus emblématiques d'Afrique.

Sa marche de trois jours pour aller trouver Amílcar Cabral dans le refuge où il se cache en vaut la peine. L'assassin présumé est arrêté. Mais la lutte contre les Portugais ne fait que commencer, et Joana se fait happer dans une des guerres d'indépendance les plus meurtrières du continent.

Quand Amílcar Cabral, fondateur du Parti africain pour



Pakistan. Nous nous sommes trompés de modèle

Depuis la fin août, les inondations au Pakistan ont déjà fait plus de 1300 morts. Le pays n'a pas tiré les leçons de la catastrophe de 2010, dénonce ce chroniqueur, expert des questions environnementales. Le gouvernement doit élaborer d'urgence une stratégie d'adaptation au changement climatique.



—Dawn (extraits) Karachi, Lahore, Islamabad

Le Pakistan est en proie à une catastrophe qui n'a rien de naturel. Nous avons suivi un mauvais modèle de développement, au point que la vie n'est plus sûre nulle part aujourd'hui, pas plus en ville qu'à la campagne. Notre modèle de développement nous a volé la mousson : la saison romantique par excellence, celle des balades sous la pluie et des chansons [de juillet à mi-septembre]. Nous n'avions pas coutume de redouter ces pluies – et voilà qu'elles nous terrifient.

Depuis [le site néolithique de] Mehrgarh et les premiers temps de la sédentarisation et de l'agriculture jusqu'à l'Empire moghol (1526-1858), en passant par la civilisation [antique] de l'Indus, nous avons appris à vivre avec les pluies

saisonniers et les longues sécheresses. Mais depuis, la voie de développement choisie a instauré une relation de concurrence implacable avec notre environnement naturel, avec nos forêts, nos cours d'eau, nos lacs et nos écosystèmes.

Fragilité extrême. La gravité détermine l'écoulement des eaux, mais nous avons choisi de la défier. Nos villes, nos infrastructures, notre économie, nos moyens d'existence, notre bétail, tout cela est désormais d'une vulnérabilité et d'une fragilité aussi extrêmes qu'inutiles, et cela essentiellement parce que nous avons entravé l'écoulement naturel de l'eau. Devant ces déluges bibliques et ces inondations meurtrières, saurons-nous réexaminer et repenser notre modèle de développement ?

Par leur ampleur, leur force et leur étendue, les inondations

de 2022 dépassent celles déjà tragiques de 2010 [qui avaient fait au moins 1760 morts dans tout le pays]. Les pluies de mousson ont ravagé comme jamais auparavant l'intégralité du pays ou presque, du Gilgit-Baltistan (extrême nord) et du Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest) jusqu'au Sindh (extrême sud), au sud du Pendjab et au Baloutchistan (sud-ouest).

Certes, les précipitations ont dans bien des endroits battu tous les records, mais si les eaux se déchaînent, c'est parce que nous les avons contrariées dans leur cours naturel en empiétant sur le moindre rivage et le moindre méandre. Par ces inondations, l'eau ne fait que reprendre ses droits. Infrastructures et constructions, y compris certaines érigées après les super-inondations de 2010, sont emportées par les flots, dégradées ou totalement ravagées.

↳ Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

De toute évidence, aucune leçon n'a été tirée de 2010 pour se doter d'infrastructures à l'épreuve des catastrophes. Dans les villages comme dans les villes, des quartiers entiers n'ont toujours aucun système d'évacuation des eaux de pluie ou des eaux de crue. Les réseaux d'évacuation des eaux usées s'en trouvent saturés et contaminés, lorsqu'ils existent, les réseaux d'eau potable. Le réseau électrique n'est pas enterré, et aucun projet ne prévoit de le rendre résistant aux inondations. Souvent dépourvues de caniveaux, routes et voies de chemin de fer continuent de faire obstacle à l'écoulement des eaux. Les plans d'urbanisme sont modifiés à tort et à travers, si bien que l'étalement urbain frappe aussi

Nous avons contrarié le cours naturel des eaux en empiétant sur le moindre rivage, le moindre méandre.

bien les quartiers huppés que les hameaux surgis sans autorisation, au mépris du cycle de l'eau.

Pour couronner le tout, le Pakistan a succombé dans son développement à quatre péchés mortels : un modèle et des allocations de ressources sont décidés d'en haut, avec l'illusion de réduire des vulnérabilités très locales ; ensuite, les schémas de développement sont disparates, parfois choisis au hasard, avec l'objectif fallacieux de soutenir une croissance durable ; les normes sont archaïques et médiocres dans les

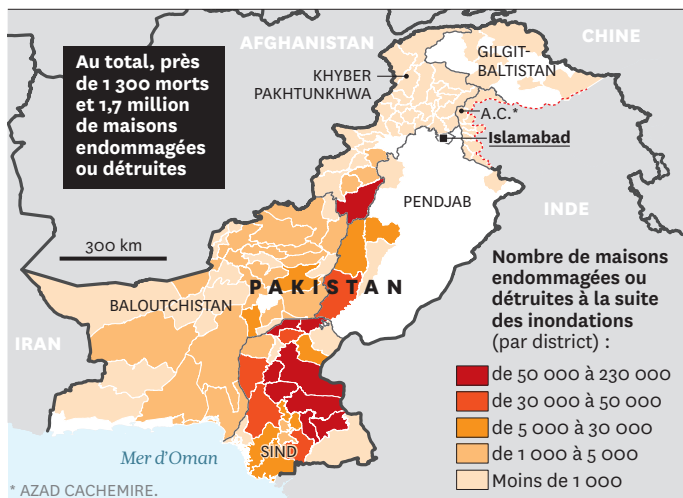
infrastructures, censées pourtant répondre à des exigences croissantes en matière d'adaptation aux risques ; enfin, un modèle de développement étatiste centralise à l'excès les questions sociales et économiques en pensant pouvoir se substituer aux instances locales et aux normes nationales d'adaptation aux risques.

Les inondations liées au changement climatique sont le fait de deux processus qui perturbent également la mousson. Premièrement, avec l'augmentation de la température extérieure, les nuages retiennent plus de vapeur d'eau et déversent ensuite des pluies torrentielles. C'est pourquoi, grâce à ces éléments scientifiques élémentaires, de nombreux modèles climatiques prédisent que les moussons de l'Asie du Sud vont gagner en force et en fréquence, et seront plus imprévisibles.

Deuxièmement, si la hausse du niveau des océans augmente le risque d'inondations sur les côtes, l'élévation de la température de l'eau fait croître les masses d'air chaud et donc la capacité des nuages à se déplacer à l'intérieur des terres. La multiplication des inondations dans le Baloutchistan est parfois attribuée à ces phénomènes climatiques venus de l'ouest plutôt qu'à la traditionnelle mousson, qui se forme dans la baie du Bengale, plus à l'est. Ce changement de cycle météorologique serait un facteur aggravant pour la fréquence et l'intensité des inondations dans ces régions du Baloutchistan qui ne sont généralement pas soumises à la mousson.

33

MILLIONS DE PERSONNES, sur près de 221 millions d'habitants, ont été affectées par la catastrophe qui se déroule depuis deux mois, selon les autorités pakistanaises. Le 4 septembre, des brèches ont été ouvertes dans les digues du lac Manchar, la plus grande retenue d'eau douce du pays, dans le Sud, afin d'éviter que ses berges ne rompent. Cette initiative va affecter plus de 40 000 villages, selon le site pakistanais **The News**. Depuis la mi-juin, plusieurs provinces du sud et de l'ouest du Pakistan ont été ravagées par des inondations soudaines, indique **Asia Nikkei**. Plus de 13 000 personnes ont été blessées et, au 5 septembre, on décomptait 1314 morts. Quelque 3 000 kilomètres de routes et plus de 1 million de maisons ont été endommagés ou détruits. Des sources officielles, citées par **Dawn**, estiment que la catastrophe a entraîné plus de 10 milliards de dollars de pertes, soit 3 % du PIB du pays. Les institutions financières internationales ont promis une aide d'urgence d'une valeur de 500 millions de dollars.



Le changement climatique contribue aux inondations au Pakistan. Elles sont en effet désormais le pire phénomène climatique frappant le pays, et sans doute le plus mortel. Les inondations sont moins liées aux saisons et plus catastrophiques. La fréquence des très fortes inondations est également en train d'augmenter. Après les récentes crues de l'Elbe et d'autres fleuves dans l'est de l'Allemagne, des études ont estimé qu'il était neuf fois plus probable que des inondations soient déclenchées par les bouleversements climatiques. Mais l'emplacement et l'installation des infrastructures, leur conception et les matériaux utilisés aggravent également les conséquences des inondations.

Discours fatalistes. Les infrastructures détruites par les inondations - maisons, routes, barrages, digues, lignes électriques - coûtent très cher à reconstruire. Peu disposés à reconnaître l'échec des programmes publics de développement et d'aménagement du territoire, les gouvernements fédéraux et régionaux ont été prompts à accuser le changement climatique plutôt que la médiocrité des systèmes d'alerte aux crues, des services publics, de l'urbanisme, des normes de construction, des matériaux utilisés, sans parler de la croissance des foyers de peuplement, qui n'avait pas été planifiée.

Au lieu de reconnaître que notre modèle de développement est inégalitaire et qu'il n'est donc pas préparé aux catastrophes climatiques, ni aux bouleversements à venir, les pouvoirs publics, les médias et les commentateurs préfèrent nous servir des discours fatalistes

et trompeurs, comme si rien ne pouvait être mis en œuvre pour réduire notre vulnérabilité face à ces changements.

La réaction du gouvernement face à ces pertes humaines, à la disparition du bétail, aux destructions des logements et des récoltes, a été rapide et prévisible : mise en place de secours d'urgence dispensés par les organismes spécialisés dans la gestion des catastrophes, puis compensations financières par le biais du Programme de soutien économique Benazir Bhutto. Rien ou presque n'a été fait pour calculer le montant des pertes économiques ou le coût d'une reconstruction mieux adaptée aux risques climatiques.

Les précédents efforts du Pakistan pour mieux reconstruire après le tremblement de terre de 2006 n'ont pas abouti. Comment les pouvoirs publics à l'échelle du pays et des provinces pourraient-ils mieux réagir face à la multiplication des fortes inondations et se préparer à s'adapter aux changements météorologiques ?

Comme l'a récemment déclaré dans ces pages l'architecte Arif Hasan, "le pays sera encore inondé". Le coût humain et financier sera toujours plus élevé, à moins que le Pakistan n'intègre des stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques pour atteindre la résilience climatique. Au lieu de simplement distribuer de l'argent, il est temps de créer une instance de mutualisation des risques et d'assurance sociale pour cinq secteurs clés afin de protéger les soutiens de famille, le logement, le bétail, les cultures et les petites et microentreprises.

—Ali Tauqeer Sheikh
Publié le 25 août

JE SUIS ÉTUDIANT, JE M'ABONNE
31 GRANDS TITRES DE PRESSE
PRIX IMBATTABLE!



PRIX UNIQUE
39€
l'abonnement
Jusqu'à
-69%
de remise

BULLETIN D'ABONNEMENT ETUDIANT

A renvoyer complété et accompagné de votre règlement, sous enveloppe non affranchie à : RUE DES ETUDIANTS - LIBRE REPONSE 82532 - 75803 PARIS CEDEX 08

1. COCHEZ LE OU LES ABONNEMENTS QUE VOUS CHOISISSEZ

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

- Courrier international** | Hebdomadaire | 26 n°s
- Vocable** | Bimensuel | 21 n°s
 - Anglais Allemand Espagnol
 - (cochez l'édition choisie)
- Le Monde diplomatique** | Mensuel | 12 n°s
- La Croix L'Hebdo** | Hebdomadaire | 25 n°s
- Challenges** | Hebdomadaire | 22 n°s
- Time** | Bimensuel | 13 n°s

SCIENCES

- Sciences et Avenir** | Mensuel | 10 n°s + 1 n° double + 4 hors-séries
- Science & Vie** | Mensuel | 12 n°s + web illimité
- Sport & Vie** | Bimestriel | 6 n°s + 2 hors-séries

CULTURE GÉNÉRALE

- Sciences Humaines** | Mensuel | 11 n°s
- L'éléphant** | Trimestriel | 3 n°s
- Zadig** | Trimestriel | 3 n°s

ACTUALITÉ GÉNÉRALE

- Le Monde Sélection hebdomadaire** | Hebdomadaire | 26 n°s
- Le 1** | Hebdomadaire | 39 n°s
- Society** | Bimensuel | 24 n°s
- L'Obs** | Hebdomadaire | 26 n°s
- Politix** | Hebdomadaire | 18 n°s

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE

- Histoire & Civilisations** | Mensuel | 11 n°s
- L'Histoire** | Mensuel | 10 n°s + 1 n° double
- Population & Avenir** | Bimestriel | 7 n°s
- La Revue Urbanisme** | Trimestriel | 6 n°s

DÉBATS

- Études** | Mensuel | 6 n°s
- La Revue des Deux Mondes** | Mensuel | 6 n°s
- Le Drenche** | Mensuel | 11 n°s
- Futuribles** | Bimestriel | 3 n°s

ART ET PASSION

- Beaux Arts magazine** | Mensuel | 10 n°s + accès au digital
- Connaissance des arts** | Mensuel | 8 n°s
- L'Objet d'art** | Mensuel | 11 n°s
- Polka** | Trimestriel | 8 n°s
- Télérama** | Hebdomadaire | 21 n°s
- So Foot** | Mensuel | 10 n°s

2. TOTAL DE MA COMMANDE

- Merci de vérifier si vous avez coché la ou les revues souhaitée(s).

- 1 abonnement → 39 €
- 2 abonnements → 69 €
- 3 abonnements → 99 €
- autre (30 € par abonnement supplémentaire), soit ---- abonnements → Total ----- €

3. MES COORDONNÉES - Merci d'écrire en majuscule.

M Mme Nom -----
Prénom -----
Adresse (France métropolitaine seulement) -----

Code Postal [] [] [] [] [] Ville -----
Email -----

- J'accepte de recevoir par email des offres de Rue des Etudiants oui non
- J'accepte de recevoir par email des offres des partenaires de Rue des Etudiants oui non

4. JE RÈGLE LA SOMME DE

- 39€ 69€ 99€ autre montant ----- €

par chèque à l'ordre de Rue des Etudiants

Je certifie être étudiant(e) Filière -----
Année d'étude -----

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Rue des Etudiants, responsable de traitement, utilise vos données pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions commerciales. Pour connaître les modalités de traitement de vos données et d'exercice de vos droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse <http://www.ruedesetudiants.com/> ou écrivez à notre DPO - 67/69 avenue Pierre-Mendès France - 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr.

Offre valable jusqu'au 15 décembre 2022

Abonnez-vous encore plus vite sur rue-des-etudiants.com

PACOUZZ

à la une

INFLATION, **AMORTIR LE CHOC**

La guerre en Ukraine provoque une flambée des prix de l'énergie, dont les conséquences économiques et sociales se font déjà largement ressentir partout dans le monde. Comment faire face ? À quoi devons-nous réellement nous attendre cet hiver ? Face à une inflation qui s'emballe, les banques centrales tergiversent. Au risque d'alimenter le chômage et la pauvreté. Les analyses de la presse étrangère.

Pas encore pauvres, mais déjà plus très riches

Face à l'inflation, les Allemands réagissent différemment : si certains économisent, d'autres continuent à vivre au jour le jour. Mais les mois qui viennent seront sombres pour tout le monde, prédit ce magazine.

—Stern (extraits) *Hambourg*

C'était le rêve de toute une vie, planifié dans le moindre détail, mesuré au centimètre près. Les chambres des enfants avaient été attribuées, le choix de l'îlot de la cuisine avait été arrêté, ils avaient trouvé l'emplacement de la corbeille du futur chien – Lisa-Maria Haupenthal-Büttner lui avait même acheté un collier.

La famille n'aura pas de chien. Pas plus qu'elle ne fera de soirées barbecue dans le jardin avec vue sur les Knüllgebirge [chaîne de montagnes du nord de la Hesse, dans le centre de l'Allemagne], pas plus qu'elle n'aura de jeux de grimpe pour les deux petites filles, ou d'atelier au fond du jardin pour le père, Christoph Büttner. Pour la bonne et simple raison que la maison ne verra pas le jour. Enterré, le rêve.

Les Büttner ne peuvent pas se permettre de faire construire, ou plus exactement ne peuvent plus se le permettre. "On a envoyé je ne sais pas combien de demandes de crédit aux banques", soupire Lisa-Maria. Ils ont essuyé refus sur refus. Cet hiver, leur plan de financement était encore jugé solide par les banques.

Mais, sous l'effet de l'inflation, de la hausse des taux et de l'explosion des frais de chauffage, la famille, qui était jusque-là solvable, représente désormais un risque incalculable pour les banques. Les Büttner sont pourtant de vrais champions de la parcimonie. Voilà des années qu'ils mégotent sur le moindre achat. "Le bio, ce n'est même pas la peine d'y penser", confesse Christoph Büttner.

Film en noir et blanc. Quand la petite Ziva va aux toilettes, la mère lui crie : "Laisse la lumière éteinte, ça consomme de l'électricité !" Ils chauffent l'appartement qu'ils louent avec un poêle à granulés. Anticipant la flambée du prix des granulés, Christoph Büttner en a fait rentrer une tonne à l'ancien tarif. Les 65 sacs sont disséminés dans tout l'appartement, sous chaque lit, derrière le canapé. Mais même les mesures les plus draconiennes n'y suffisent pas.

Dans bon nombre de nouveaux quartiers, en Allemagne, des transactions ont été annulées ces dernières semaines. Le séisme actuel qui ébranle le marché de l'immobilier donne une première idée de ce que voulait dire le ministre de l'Économie, Robert Habeck, lorsqu'il annonçait, peu

de temps avant l'invasion de l'Ukraine : "Nous en sortirons tous appauvris."

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le développement économique, malgré les replis conjoncturels et les récessions occasionnelles, a toujours suivi grosso modo la même tendance en Allemagne : toujours en avant, jamais en arrière. Sur la question du pouvoir d'achat, la prédiction de Helmut Kohl à la chute du Mur s'était même vérifiée : ça ira mieux pour beaucoup, moins bien pour personne. Seulement voilà, pour la première fois, le niveau de vie recule. En juin, l'Office fédéral des statistiques enregistrait la plus forte chute des ventes dans la distribution, à 8,8 %. Les Allemands voient s'évaporer ce qui était pour eux une évidence : l'idée que leur niveau de vie était acquis pour toujours. Les voilà contraints de réduire sensiblement leur standing. Les moins de 80 ans, surtout, font connaissance avec le "renoncement". Un mot qui semble tout droit sorti d'un film en noir et blanc. Et beaucoup ne savent pas comment s'y prendre : ça marche comment, le renoncement ?

À l'aéroport de Francfort, on n'en voit pourtant aucun signe, de prime abord. Dans les files d'attente, aux comptoirs d'enregistrement, les voyageurs s'inquiètent surtout de leurs bagages et de l'heure. Nicole Keiler et Daire Kelly se rendent à un festival de reggae à Barcelone. Avec des billets d'une époque révolue – le printemps dernier – à 70 euros. Le concert suivant était déjà prévu : Lisbonne, en septembre. "Mais, vu les nouveaux prix, ce n'est plus possible, regrette Daire. Ce n'est même pas envisageable, on est toutes les deux étudiantes."

Dans les aéroports, cet été, on se croirait encore dans l'"avant-guerre". Il faut dire que les vacanciers voyagent avec des billets qu'ils ont achetés à l'automne ou à l'hiver, en tout cas avant la hausse des prix.

L'Allemagne de l'été 2022 est un pays entre deux époques. Le bon vieux temps est déjà révolu, mais la nouvelle ère n'a pas encore vraiment commencé. Face à la perspective d'une envolée des prix, 39 % des Allemands prévoient de réduire sensiblement leur train de vie. C'est ce que révèle un sondage. Ce sont eux, les responsables de la chute des ventes. Néanmoins, ils sont encore plus nombreux, 49 %, à ne pas trouver de raison à ce jour de lésiner. Les uns vivent encore dans le monde d'hier, les autres

Dernière minute

Volte-face en Allemagne, où le gouvernement est revenu lundi 5 septembre sur la fermeture définitive des dernières centrales nucléaires, prévue pour fin 2022. Deux des trois centrales allemandes resteront "en réserve" jusqu'au printemps 2023, indique le quotidien **Die Zeit**.

"Il est certes très improbable que le système électrique connaisse des situations de crise, mais ça ne peut pas être totalement exclu actuellement", a justifié le ministre écologiste de l'Économie, Robert Habeck.

"Les coupures se produiront en dernier recours", a pour sa part déclaré Emmanuel Macron lundi, plaidant pour que la France réduise fortement sa consommation d'énergie au cours des prochaines semaines, afin d'éviter la mise en œuvre cet hiver de plans de rationnement en cours de préparation. Il vise "une réduction de 10 % de la consommation des ménages et des entreprises", rapporte la chaîne d'informations économiques américaine **Fox Business**.

✎ Dessin de **Sondron** paru dans **L'Avenir**, Namur.

déjà dans celui de demain. Un tableau contrasté.

Les Allemands d'aujourd'hui n'ont guère l'habitude de se serrer la ceinture. Les chercheurs ont encore du mal à évaluer clairement la situation. Sur les bancs des écoles de commerce, les capitaines d'industrie ont appris les ficelles d'une société de pléthore. Et la génération actuelle de responsables politiques a surtout l'habitude de vendre des promesses et d'allouer des faveurs ou des avantages fiscaux. Aucun programme, d'aucun parti, ne dit comment on prive les électeurs de quelque chose.

Dans une ancienne usine du nord-est de Francfort, la nouvelle ère a débuté bien avant la crise actuelle. L'enseigne se nomme Vinokilo. Des jeunes, surtout, étudiants, collégiens et lycéens, viennent y acheter des fripes d'occasion au kilo. Veste en cuir ou petite robe d'été, tout est vendu ici au prix unique de 45 euros le kilo.

Petits plaisirs. Robin Balsler a fondé Vinokilo en 2016 dans le garage de sa grand-mère. Aujourd'hui, il emploie 120 personnes et organise 450 événements commerciaux par an, dans toute l'Europe. "Pendant les crises, on achète moins de vêtements, en règle générale. Mais ça ne vaut pas pour l'occasion. On se développe aussi pendant la crise", explique l'entrepreneur.

"En général, je fais attention de n'acheter que des articles de seconde main, confie Julius Croon, collégien. C'est mieux pour l'environnement, et mieux pour le porte-monnaie." Estampillée "durable", l'occasion a le vent en poupe depuis quelque temps déjà dans la mode. Une tendance qui pourrait bien s'accroître. "Beaucoup de gens ne vont pas s'arrêter de faire du shopping ou de se définir à travers leurs vêtements parce que c'est la crise", analyse Robin Balsler.

Aucun programme, d'aucun parti, ne dit comment on prive les électeurs de quelque chose.

Pour un certain nombre de personnes, faire du lèche-vitrines et s'offrir des petits plaisirs est indispensable. Même si le porte-monnaie crie famine.

Chaque crise va toucher différemment les diverses strates de la société. "Pour certains, faire des économies d'énergie, c'est investir dans une nouvelle pompe à chaleur. Pour d'autres, à l'inverse, c'est ne plus chauffer qu'une pièce", observe Manfred Tautscher, patron de l'institut de sondage Sinus.

Cette crise donne encore à certains l'impression qu'ils pourront se dépatouiller avec des ajustements cosmétiques dans leur quotidien. Avant le renoncement, il y a en effet la chasse aux bonnes affaires. Les supermarchés ordinaires affichent des chiffres d'affaires en berne alors que les enseignes discount comme Aldi ou Lidl gagnent du terrain. "Les gens reviennent au premier prix", observe Gerrit Heinemann, professeur d'économie. L'étape suivante, c'est la méthode Peter Zwegat. Suivant les recommandations de

ce célèbre conseiller en désendettement [Peter Zwegat intervenait dans une émission de télé-réalité dans laquelle il aidait les gens à sortir de l'endettement], il s'agit de traquer les dépenses superflues dans le budget mensuel.

Mais optimiser sa politique budgétaire n'est pas encore renoncer. Ce n'est que lorsque l'optimisation ne suffit plus que les gros achats sont ajournés, voire annulés. Dans le secteur de l'ameublement, l'Office fédéral des statistiques a enregistré en juin la plus forte baisse sur un an : -16,4 %.

Stefano Melucci est bien placé pour le savoir. Dans son showroom du centre-ville de Hambourg, il vend essentiellement des appareils ménagers haut de gamme de la célèbre marque italienne Smeg. "On a toujours des clients, mais ils ne sont plus prêts à déboursier autant", constate Stefano. Le pouvoir d'achat recule."

Les personnes intéressées par les cuisines complètes haut de gamme sont un bon exemple. La banque leur avait fait en janvier une proposition de financement à 0,6 %, qui vient de grimper à 3 %. "Beaucoup y réfléchissent dès lors à deux fois."

"Beaucoup de gens dépensent un argent qu'ils n'ont en fait déjà plus."

Gerrit Heinemann,
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE

Est-ce une si mauvaise chose que le niveau de vie recule de quelques points de pourcentage, pour revenir au niveau du début des années 2000 ? Même sans vélo électrique, même sans le dernier smartphone, même sans la disponibilité à toute heure de 25 arômes différents de cafés latte pour 5 euros, la classe moyenne allemande vit déjà dans l'abondance. Mais les psychologues mettent en garde : le retour en arrière, le renoncement à quelque chose qui faisait partie intégrante de notre vie, est souvent mal vécu. Le renoncement fait mal, surtout lorsqu'il est subi. Il faudra donc compter avec une résistance acharnée.

Pour les grosses dépenses – la maison achetée à crédit, les achats de mobilier pour lesquels on économise –, le mot d'ordre du moment est "temporisation". À l'autre bout du spectre, les achats du quotidien, on observe en revanche peu de changement, hormis la montée en puissance des enseignes discount. "Je ne m'interdis rien", confesse Kerstin B., 52 ans. *Chaque jour vaut d'être vécu, et je veux profiter de chacun. Tout peut s'arrêter n'importe quand.* Kerstin range dans le panier arrière de son vélo les emplettes qu'elle a faites dans un des marchés de Duisbourg. Sous le regard d'Olive, son chien, assis dans le panier avant.

C'est à quelques centaines de mètres de là, dans le centre-ville de Duisbourg, que l'on commence à sentir la crise. Les passants portent encore des sacs H & M, Zara ou du chausseur Deichmann à la sortie des boutiques. À

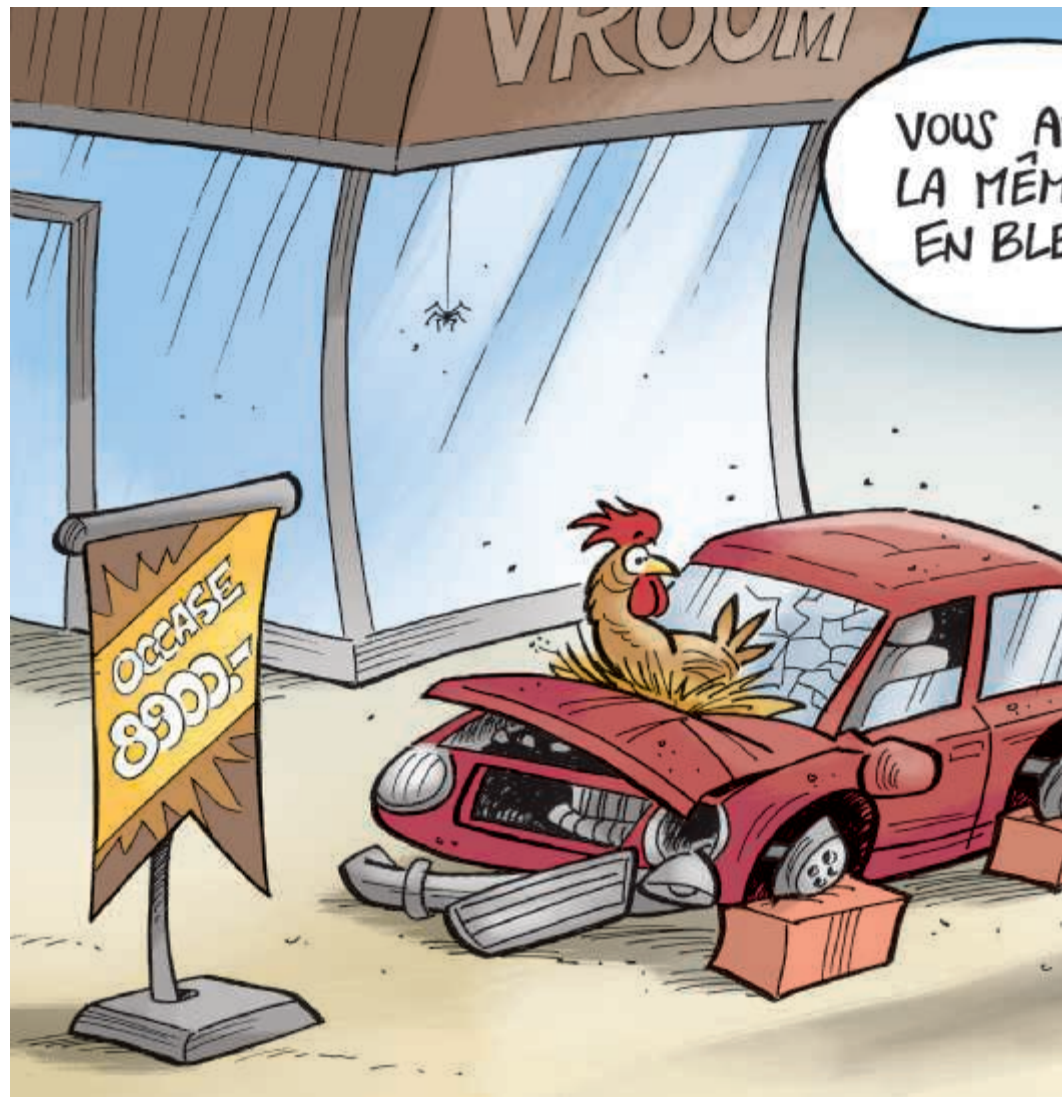
À la une



"LA CHASSE AU GASPILLAGE VA COMMENCER"

Le 31 août, alors que les autorités s'apprêtent à dévoiler une série de mesures, le quotidien suisse **Le Temps** titre sur la chasse au gaspi. Finalement, aucune des mesures ne sera obligatoire. Il reste fortement recommandé "à monsieur et madame *Tout-le-Monde*" de "baisser le chauffage", de "cuisiner en couvrant ses casseroles", d'"éteindre les lumières lorsqu'on n'en a pas besoin", d'"éteindre complètement ordinateurs, téléviseurs et machines à café" ou encore de "privilégier la douche au bain".

➤ Dessin d'Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.



première vue, on ne voit pas de différence, mais il y a manifestement moins d'articles dans les sacs qu'auparavant. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur le textile, les chaussures, la maroquinerie : -12,1 %.

Le chauffage, bombe à retardement. À quoi il faut ajouter que "beaucoup de gens dépensent un argent qu'ils n'ont en fait déjà plus", rappelle Gerrit Heinemann. L'expert craint en effet que les gens n'aient pas mis suffisamment d'argent de côté pour régler des factures de chauffage qui s'annoncent astronomiques. "C'est une vraie bombe à retardement", prévient-il.

Le retour en arrière n'est pas que douloureux d'un point de vue psychologique, il est également dangereux économiquement et politiquement, car tous les secteurs de l'économie ne sont pas affectés de la même manière. La crise ne touche pas que la catégorie des produits *nice-to-have* [désirables mais non indispensables]. Elle frappe au cœur même du budget : "Aujourd'hui, on en est au point où il faut prémunir les gens contre la perte de leur logement", avertit Franz Michel, du Deutscher Mieterbund [Fédération allemande des associations de locataires]. Le compte à rebours s'enclenchera dès que le couperet des factures de chauffage

commencera à tomber. Si un locataire a deux mois de loyer de retard, le propriétaire peut résilier le bail. Des centaines de milliers de personnes ne pourront pas payer leurs arriérés de loyer ni des frais mensuels de chauffage en forte hausse.

Ce renoncement vécu dans la douleur, la nécessité de revoir en peu de temps un mode de vie auquel nous étions attachés et la peur d'un logement sans chauffage, voire d'une résiliation du bail, sont autant d'ingrédients d'un cocktail hautement explosif pour la société. "Dans les milieux nostalgiques ou passésistes, le risque est de tolérer, voire d'encourager une forme de radicalisation", redoute Manfred Tautscher, le directeur de Sinus. "Chez ces gens-là, la peur du renoncement viendra alimenter le populisme."

À l'extrême droite, les préparatifs d'un automne contestataire sont déjà bien avancés.

Ceux qui vont perdre leur emploi dans les mois à venir devraient avoir de bonnes chances de rebondir. C'est une maigre consolation, c'est vrai.



Les manifestations contre les réfugiés s'étaient déjà muées en manifestations contre les restrictions sanitaires. Le nouveau thème de mobilisation, ce sont aujourd'hui les prix de l'énergie. Dans la Saxe [à l'est du pays], les marches ont repris. "Il y aura des protestations et sans doute des troubles sociaux", pronostique Matthias Quent, professeur de sociologie à l'université de Magdebourg-Stendal. "L'hiver ne sera pas joli à voir."

Le tableau est tellement noir qu'on a l'impression que quelqu'un, pour faire des économies d'énergie, a même éteint la lumière au bout du tunnel. Mais on oublie une chose : jusque-là, l'inflation et la récession étaient systématiquement synonymes de chômage de masse. C'était le premier effet, le plus dévastateur aussi, de chaque grande crise économique. Cette fois, on devrait y échapper. Du fait du changement démographique, il manque en effet chaque année 300 000 personnes pour remplacer les baby-boomers. Ceux qui vont perdre leur emploi dans les mois à venir devraient donc avoir de bonnes chances de rebondir. C'est une maigre consolation, c'est vrai. L'espoir attendra.

— Walter Wüllenweber
Publié le 10 août



Vu d'ailleurs

France. "C'est dur, mais ailleurs, c'est pire"

● "Bien sûr, c'est dur. Mais ailleurs, c'est pire. Tel est, en substance, le message que répète inlassablement le gouvernement français", résume le journal belge *Le Soir*. Alors qu'il préparait les Français à la fin du "quoi qu'il en coûte", l'exécutif s'enorgueillit désormais d'avoir pris les mesures nécessaires – et coûteuses – pour contenir l'inflation : la hausse des tarifs de l'électricité est ainsi plafonnée à 4 %, les prix du gaz sont gelés et le litre de carburant bénéficie d'une remise. Selon le ministère de l'Économie et des Finances, la facture du "bouclier tarifaire" s'élèverait à 24 milliards d'euros depuis l'automne 2021. À l'étranger, on lorgne le niveau d'inflation le plus faible du continent : moins de 6 % sur un an en août, selon les chiffres de l'Insee. *La Frankfurter Allgemeine Zeitung* explique que, au moment où le gouvernement allemand supprimait la ristourne sur le prix de l'essence, celle-ci passait de 18 à 30 centimes par litre en France. Les Allemands frontaliers en venaient à faire leur plein du côté français. Même si ces dépenses sont loin d'entrer dans les canons du néolibéralisme, le très conservateur journal britannique *The Daily Telegraph* loue le volontarisme du gouvernement français : "Grâce à sa politique, la France est moins touchée par la flambée des prix de l'énergie que la plupart des autres pays d'Europe." Le ministre délégué chargé des Comptes publics, Gabriel Attal, a laissé entendre le 3 septembre que les dispositions du bouclier tarifaire seraient prolongées en 2023. Mais avec une dette équivalente à 112 % du PIB fin 2021, le coût de ces mesures semble insoutenable

pour les caisses du pays. *Le Soir* estime qu'il faudra "prendre des mesures qui fâchent". "Mais comment retirer les perfusions quand aucune embellie ne se profile à l'horizon économique? Le casse-tête est politiquement explosif. Dans l'Hexagone, personne n'a oublié que la crise 'gilets jaunes' était née, à l'automne 2018, de l'annonce d'une nouvelle taxe sur les carburants."

Europe. Un marché de l'électricité à réformer d'urgence

● "La flambée des prix de l'électricité montre clairement les limites du fonctionnement actuel du marché", a indiqué la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Une "réforme structurelle" est sur la table d'un sommet de l'énergie le 9 septembre. Même si les réservoirs de gaz sont remplis "à plus de 80 %" en Allemagne et "même à plus de 90 % en France", note le média suisse *SRF*, les prix continuent à grimper sur le marché. L'annonce, le 2 septembre, de la fermeture du gazoduc Nord Stream 1 "pour une durée indéterminée" a provoqué une hausse de 30 % des prix du gaz européen le 5 septembre, constate le *Financial Times*. Ce qui entraîne un autre problème, car les prix de l'électricité sont "liés au prix du combustible nécessaire le plus coûteux pour répondre à la demande quotidienne", explique *Politico*. Soit, en ce moment, "le gaz naturel". Le cœur de la réforme vise à découpler ces prix. La France, entre autres, le demande, l'Allemagne ne s'y oppose plus. "L'Autriche, la Grèce, l'Espagne et la République tchèque souhaitent également des marchés parallèles pour le gaz et l'électricité verte", note *Die Zeit*. Une fois ce découplage décidé, l'Europe pourra alors plafonner les prix du gaz. Un plafonnement au cœur des mesures anticrise.

0,988 \$

L'EURO A ATTEINT UN NOUVEAU RECORD À LA BAISSÉ, le 5 septembre, sur le marché londonien, après l'annonce le 2 de l'arrêt, pour une durée indéterminée, du gazoduc Nord Stream 1 par le russe Gazprom. Pour la première fois en vingt ans, 1 euro vaut moins que 1 dollar – 0,98 dollar pour être précis. La parité entre les deux monnaies avait été atteinte en juillet, "alors que les investisseurs cherchaient un refuge dans un environnement économique mondial de plus en plus dégradé", rappelle le *Financial Times*. Face à la crise énergétique européenne et aux craintes d'une récession, les investisseurs préfèrent le billet vert à la monnaie unique.

LE ROYAUME-UNI À LA VEILLE D'UNE "CATASTROPHE SOCIALE"

Des salariés dépendants des banques alimentaires, des entreprises et des structures sociales étranglées par la facture énergétique... la presse britannique relève les prémices d'une crise exceptionnelle.

Ce qui m'a le plus choqué, c'est de voir arriver une infirmière, avec son mari chauffeur livreur." Jamais Mark Thompson n'avait assisté à un tel afflux de bénéficiaires dans sa banque alimentaire de la banlieue de Manchester. Des personnes déjà précarisées, pour l'essentiel. Et des salariés, aussi. De plus en plus. "Ce bénévole a lui-même récemment perdu son emploi d'agent de sécurité, précise le **Financial Times**. Il est passé de l'autre côté de la barrière."

Pour un nombre croissant de Britanniques, ces associations font office de dernier filet de sécurité. Les allocations, les aides gouvernementales ne suffisent pas à contrer les effets dévastateurs de l'inflation. "Au 1^{er} octobre, le plafond des tarifs énergétiques sera relevé de 80 % pour atteindre 3 549 livres par an, précise le journal économique. La prochaine réévaluation, prévue en janvier prochain, pourrait porter les factures au niveau de la moitié des retraites moyennes."

En face, les 400 livres (464 euros) du chèque énergie débloqué par l'exécutif conservateur ne font pas le poids. "Les conséquences sociales s'annoncent catastrophiques, s'inquiète le site d'information **UnHerd**. Quelque 10,5 millions de foyers, soit un tiers des ménages britanniques, pourraient tomber dans la pauvreté, aggravant encore ce qui est déjà la pire crise du coût de la vie qu'a

connue le Royaume-Uni depuis des décennies." D'après une enquête menée par la Fédération des petites entreprises (FSB), plus de la moitié des PME britanniques, asphyxiées par la hausse des coûts de fonctionnement, s'attendent à stagner, à décroître ou même à plier boutique dans les douze mois à venir. Avec, pour conséquence, des pertes d'emplois importantes.

Conscientes de la gravité de la crise, plusieurs localités à travers le pays envisagent de créer des "banques de chaleur", relève **The Sunday Times**. "À Birmingham, à Bristol et à Glasgow, des centres de loisirs, des bibliothèques et des édifices religieux pourraient servir de refuge pour les familles dans l'incapacité de se chauffer cet hiver." Seulement voilà. De nombreuses structures craignent de ne pouvoir elles-mêmes payer leurs factures. "Le fait que l'Église possède tous ces magnifiques édifices anciens est une bénédiction à bien des égards, mais si une voûte en pierre du XI^e siècle est du plus bel effet à l'arrière-plan d'une photo de mariage, la chauffer suffisamment pour accueillir toute une paroisse est devenu quasiment impossible", alerte l'hebdomadaire **New Statesman**.

De leur côté, les banques alimentaires subissent une baisse des dons, réorientés vers les postes de dépenses obligatoires. "Les bénévoles qui peuvent se permettre de consacrer du temps à ces initiatives se font de plus en plus



REVUE
DE PRESSE

→ Dessin de Kroll paru dans **Le Soir**, Bruxelles.

À la une



"ÇA VA
CHAUFFER!"

C'est le message de cet émoji fait de brûleurs, en une de l'édition hebdomadaire du **Guardian** datée du 2 septembre. "Aux avant-postes de la crise énergétique et budgétaire", ajoute le journal, en pages intérieures, dit craindre qu'une "catastrophe économique et sociale" ne s'abatte sur le pays.

UnHerd, le chroniqueur Thomas Fazi fustige les dirigeants de l'Union européenne et du Royaume-Uni, qu'il juge incapables de résoudre la crise actuelle. Selon lui, c'est aux citoyens de reprendre la main en inversant le processus de dépolitisation engagé dans les années 1980. "Pour la survie de l'Occident, affirme-t-il, nous devons rompre le joug de cette élite, et cela passe par rien de moins qu'une révolution démocratique."

À lire sur notre site
courrierinternational.com



rare, car beaucoup prennent des petits bouillottes pour arrondir les fins de mois", explique le magazine de gauche.

Chez les seniors, "la tendance est à la 'dérétraite'", renchérit **The Daily Telegraph**. "Un nombre record de 174 000 personnes âgées de plus de 65 ans ont repris un emploi au deuxième trimestre de cette année, avance le journal conservateur. Signe que la pression sur leur porte-monnaie est devenue extrême."

Dernier recours : se rebeller. Prises à la gorge par les factures, 145 000 personnes ont répondu à l'appel de l'association Don't Pay UK ("Ne payez pas"), lancée par un groupe de quatre amis. D'ici à l'automne, le groupe, qualifié d'"irresponsable" par le gouvernement, compte sur 1 million de signatures. D'abord pour faire pression sur l'exécutif. Et, en l'absence de mesures concrètes de la nouvelle Première ministre, Liz Truss, pour déclencher une grève des factures.

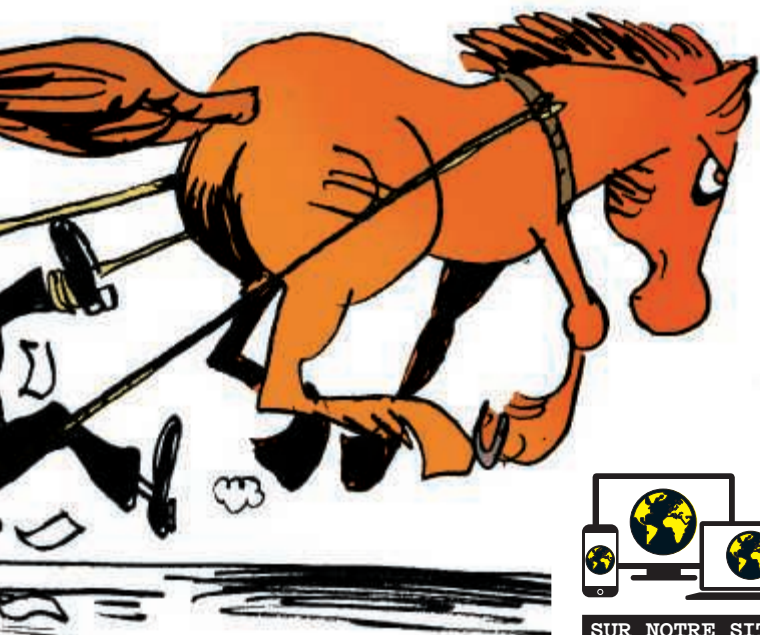
Dans le même temps, "le mouvement syndical a repris du poil de la bête après trente ans de repli", souligne le **Financial Times**. Les grèves se multiplient dans plusieurs corps de métier, des cheminots aux dockers en passant par les

Opinion

La tentation de la désobéissance civile

●●● "Les brexiters clamaient vouloir 'reprendre le contrôle', mais force est de constater que le monde politique du Royaume-Uni post-Brexit ne contrôle pas grand-chose. Et il n'y a pas que lui. Tous les États européens, à des degrés divers, s'appêtent à subir les conséquences calamiteuses de ce qui restera comme l'une des plus grosses erreurs politiques de l'histoire : croire que l'Europe pouvait instrumentaliser le gaz russe sans se tirer une balle dans le pied." Dans les pages du site britannique

L'INFLATION EST GALOPANTE



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

“Winter is coming” : tout autour du globe, la crise énergétique en Europe inquiète

La crise énergétique qui s'annonce pour cet hiver préoccupe les médias internationaux. Notre tour d'horizon en vidéo.

À lire aussi

Liz Truss, une Thatcher au rabais
Inflation galopante, crise de l'énergie et du système de santé... la nouvelle Première ministre conservatrice hérite de dossiers brûlants. Pourra-t-elle s'en sortir? Le journal britannique de gauche **The Observer** en doute. Un article à retrouver en page 12.

avocats et les postiers. “Cet hiver, les personnels de santé pourraient suivre”, complète **The Times**. Dans tous les secteurs la même revendication : une augmentation significative des salaires.

Lancée par le syndicat des transports RMT, la campagne populaire Enough is Enough (“Ça suffit!”), “offre également un réel espoir de voir un vent de résistance souffler sur nos côtes”, s'enthousiasme Owen Jones dans les colonnes du **Guardian**. Sans “inciter à l'émeute”, le journaliste de gauche appelle les Britanniques à s'inspirer des Français, toujours prêts à descendre dans la rue pour faire entendre leur voix et obtenir de meilleures conditions de vie. “Notre classe dirigeante préfère que nous l'oublions, mais nous, les Anglais, ne sommes pas de nature placide comme nous pourrions le penser et avons connu une révolution près d'un siècle et demi” avant les habitants de l'Hexagone, rappelle le chroniqueur, en référence à l'exécution de Charles I^{er} en 1649, suivie d'une décennie de gouvernement républicain. “Renouons avec notre tradition et donnons un cours accéléré de français au prochain gouvernement.”

—**Courrier international**



Vu d'ailleurs

Belgique. Des achats effectués en France

● En France, bouclier tarifaire aidant, la hausse des prix est plutôt contenue par rapport à la moyenne européenne. Cela n'a pas échappé aux consommateurs belges que **De Standaard** a rencontrés sur le parking d'un supermarché de Roncq, à la frontière, le coffre plein à craquer de boissons, lessive, pâtes, biscuits et autres denrées. “Remplir son Caddie en Belgique, où l'inflation atteint 10 %, revient rapidement plus cher”, note le quotidien flamand. Pour le même mois d'août, elle était en France de 5,8 % sur un an. Les supermarchés du Nord ne s'y trompent pas, qui, “sur les réseaux sociaux, annoncent leurs promotions en deux langues”, français et néerlandais. Et si certains Belges avaient déjà l'habitude de passer la frontière pour acheter des produits de base, désormais, “pratiquement tout est meilleur marché chez nos voisins du sud”. Dont l'essence : depuis que la remise à la pompe est passée de 18 à 30 centimes par litre le 1^{er} septembre, la différence de prix est notable. “Avant, on voyait les Français venir faire le plein chez nous, commente un frontalier. Maintenant, c'est le contraire. Merci Macron!”

Allemagne. Un plan XXL pour passer l'hiver

● Le gouvernement allemand a dégainé un nouveau “bazooka” le 4 septembre, titre la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**, pour soutenir les ménages face à la crise énergétique. Ce “projet XXL pour un hiver tranquille”, selon la **Süddeutsche Zeitung**, devrait “procurer aux citoyens un soulagement financier significatif”, tout en testant les “capacités de compromis” de la coalition au pouvoir. Chacun des trois partis gouvernementaux (sociaux-démocrates, Verts et libéraux) a dû “accepter des horreurs” pour parvenir à ce “paquet d'allègements budgétaires” de 65 milliards d'euros, constate le quotidien du sud de l'Allemagne. Face à la “période difficile” que traverse l'Allemagne, “nous ne laissons personne seul”, a expliqué le chancelier Olaf Scholz. Le plan cible les plus faibles revenus, grâce à un chèque énergie

de 300 euros pour les retraités et de 200 euros pour les étudiants. Un “successeur” au ticket de transport à 9 euros (qui s'est arrêté fin août) est prévu, dans une fourchette “comprise entre 49 et 69 euros par mois”, relève **Der Spiegel**. Sont également annoncés un prélèvement sur les bénéfices exceptionnels, un plafonnement des prix de l'électricité limité à une certaine quantité de consommation, des hausses des aides au logement, des allocations familiales et du revenu citoyen.

Espagne. La gratuité du rail

● Depuis le 1^{er} septembre, certains voyages en train sont gratuits, et ils le resteront jusqu'au 31 décembre. La mesure concerne des abonnements Renfe (l'équivalent espagnol de la SNCF) sur les réseaux publics régionaux et de banlieue (Cercanías, Rodalies et Media Distancia). Deux raisons principales à l'introduction de cette mesure. “D'une part, la tentative d'atténuer le réchauffement climatique, lequel est alimenté par les véhicules à carburant fossile, comme les voitures. D'autre part, la hausse des prix du carburant sur les derniers mois, causée par la guerre en Ukraine”, détaille **La Vanguardia**. Les billets de train seront payés “par l'argent public”, autrement dit les impôts, précise le quotidien catalan. Cette initiative est applaudie par le site de gauche **Público**, qui y voit le moyen pour les personnes dotées de revenus modestes de voyager gratuitement. Il craint néanmoins “des problèmes de saturation” sur certaines lignes.

Pays-Bas. Cibler les plus précaires

● “Fournir des aides financières à tout le monde ne serait ni souhaitable ni faisable”, écrit **De Volkskrant**, pour qui le gouvernement néerlandais a fait le bon choix en ciblant “les franges les plus fragiles de la population” dans son budget pour l'année prochaine – qu'il n'a pas encore rendu officiel mais dont les grandes lignes ont fuité. Le travail sera moins imposé, le salaire minimum doit bondir de 10 % d'un coup, et les allocations sociales, qui y sont couplées, suivront. Mieux : “pour financer ces mesures, l'imposition de la fortune, des grosses entreprises et des bailleurs va enfin augmenter. La coalition gouvernementale fait enfin ce qu'elle avait promis aux électeurs en 2021.”

Il est vain de convaincre les complotistes

Selon cet éditorialiste du *Spiegel*, les mêmes Allemands qui se battaient contre le vaccin préparent un “hiver du mécontentement” face aux prix.

—Der Spiegel (extraits) Hambourg

L'autre jour, je me suis découvert de l'admiration pour Olaf Scholz [le chancelier démocrate]. Oui, vraiment. Il se trouvait sur le marché de Neuruppin [dans le Land de Brandebourg, en ex-Allemagne de l'Est], lorsqu'une voix mécontente s'est élevée pour lui demander s'il donnerait “l'ordre de tirer” sur les citoyens qui descendraient dans la rue contre la flambée des prix. Il y a eu une courte pause, puis la voix a ajouté : “Je pose la question sérieusement.” Perplexe, le chancelier a gardé le silence un moment puis a répondu : “Vous faites bien de le préciser”, puis s'est ensuite défendu énergiquement.

Le chancelier a joué la carte de l'ironie pour répondre à ce représentant du “peuple” comme on l'aurait qualifié autrefois. Bien vu, mais est-ce bien joué? Pour la troisième fois en sept ans, la question se pose de savoir comment parler à des individus ayant perdu tout sens de la mesure. D'abord avec les réfugiés, puis face au coronavirus, et maintenant avec l'inflation, ce sont toujours les mêmes qui crient le plus fort – et pas seulement dans l'est du pays. Cela rend les choses à la fois plus simples et plus compliquées. Plus simples parce que, désormais, on connaît les protagonistes et leur vision du monde. Plus

D'abord avec les réfugiés, puis face au coronavirus, et maintenant avec l'inflation, ce sont toujours les mêmes qui crient le plus fort.

compliquées, parce qu'ils se sont tour à tour sentis “remplacés”, “traqués” à la faveur de la vaccination et aujourd'hui “spoliés”. Combien de délires de persécution peuvent cohabiter dans le même cerveau? Ne ferait-on pas mieux de renoncer à toute conversation?

À Neuruppin, l'AfD [extrême droite] comme Die Linke [extrême gauche] ont appelé à manifester contre le chancelier, ce qui est de bonne guerre. On peut parfaitement défendre des positions différentes de celles d'Olaf Scholz. Il est aussi parfaitement légitime et nécessaire d'exprimer sa peur de la pauvreté. Mais cela ne justifie pas tout. Et certainement pas les inversions infâmes des causes et des conséquences, des bourreaux et des victimes, de Poutine et de Zelensky.

Pas plus que la fable d'une “dictature de la majorité” ou d'une manipulation de Washington.

J'ai arrêté de compter les avertissements des plus hautes instances contre un possible “hiver du mécontentement”. J'ai en mémoire l'intervention du chef de l'Office de protection de la Constitution [les renseignements], qui a mis en garde contre “une minorité radicalisée d'extrême droite, des prétendus ‘délégitimistes’, des ‘citoyens du Reich’ et autres partisans des théories du complot”, mais qui ne voit en même temps “aucun risque d'émeutes violentes”. L'avertissement est commode, mais que veut-il dire au juste? En cas de besoin, la police, les renseignements et la justice doivent faire leur travail, et c'est tout.

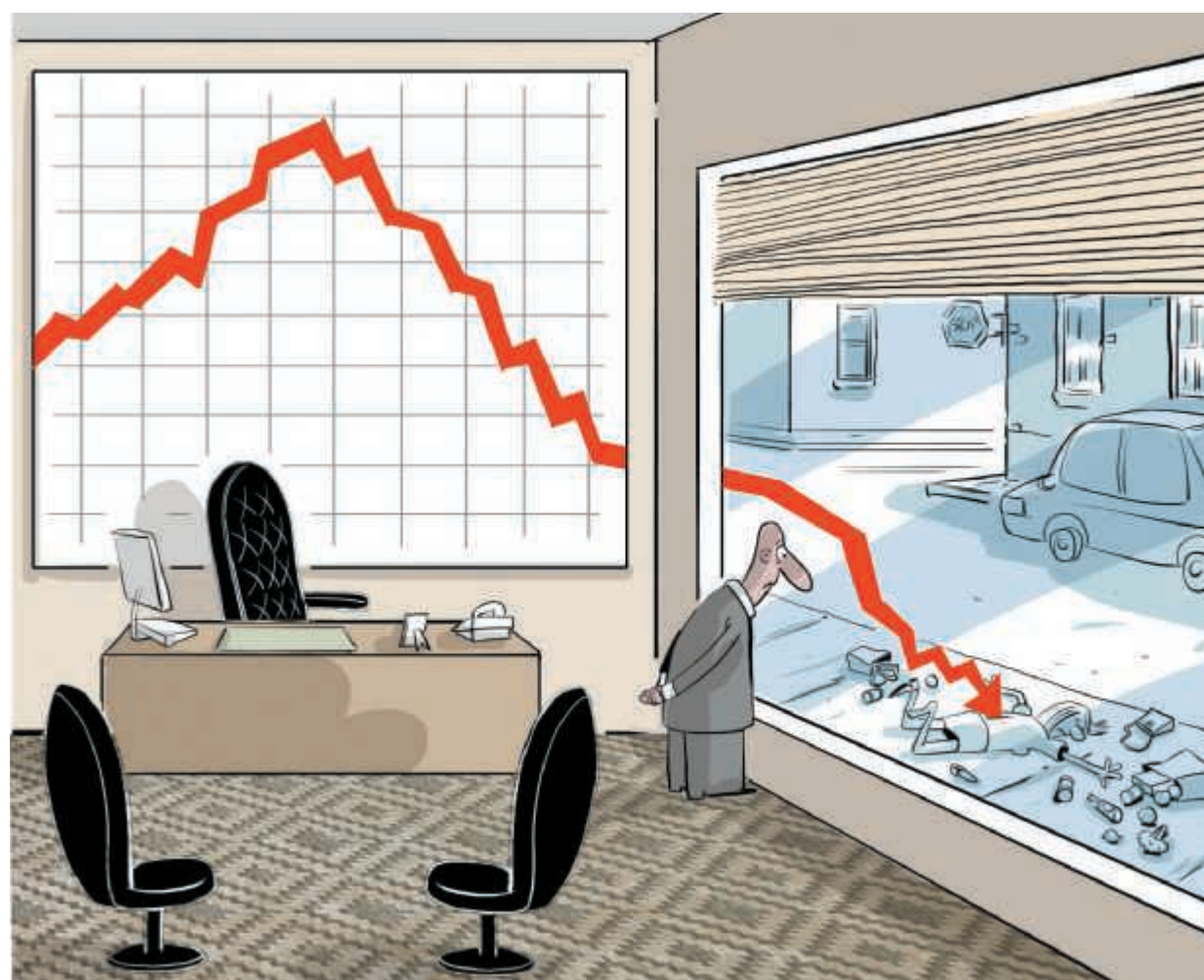
—Nikolaus Blome
Publié le 22 août

LES BANQUES CENTRALES SONT DANS LE BROUILLARD

L'emballlement de l'inflation oblige les instituts monétaires à freiner l'économie en augmentant les taux d'intérêt. Au risque de faire exploser le chômage.

—Financial Times (extraits) Londres

F in août, les grands argentiers de la planète ont tiré la sonnette d'alarme : dans leur lutte contre la plus forte inflation que le monde ait connue depuis des décennies, ils affrontent des vents contraires. Rassemblés à Jackson Hole, dans le Wyoming [aux États-Unis,



les 25 et 26 août] pour leur réunion annuelle, les banquiers centraux ont été nombreux à dire que l'économie mondiale allait au-devant de nouvelles difficultés.

Les prix se sont envolés en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées au Covid-19. Un phénomène encore aggravé par la forte demande des consommateurs, nourrie par les politiques budgétaires et monétaires sans précédent mises en œuvre depuis le début de la pandémie. Par ailleurs, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une série de tensions sur certaines matières premières, ce qui s'est traduit par encore davantage de difficultés d'approvisionnement et de hausses des prix.

Ces dynamiques ont obligé les banques centrales à durcir leur politique monétaire [en augmentant leurs taux d'intérêt] pour empêcher l'inflation de s'installer dans l'économie mondiale. Mais, dans la mesure où elles ont une capacité limitée à régler les problèmes liés à l'offre, beaucoup craignent qu'elles ne soient forcées de prendre des mesures bien plus douloureuses que par le passé pour rétablir la stabilité des prix [ce qui est leur principal mandat].

Tant les dirigeants de la Réserve fédérale des États-Unis (Fed) que ceux de la Banque centrale européenne (BCE) se disent "résolus" à stabiliser les prix. Jay Powell, le président de la Fed, a déclaré [le 26 août] qu'en conséquence, une "période prolongée" de faible croissance et de dégradation du marché du travail était à prévoir.

"Nous avons bien du mal à distinguer entre les pressions inflationnistes temporaires et celles au long cours."

Thomas Jordan, PRÉSIDENT DE LA BANQUE NATIONALE SUISSE

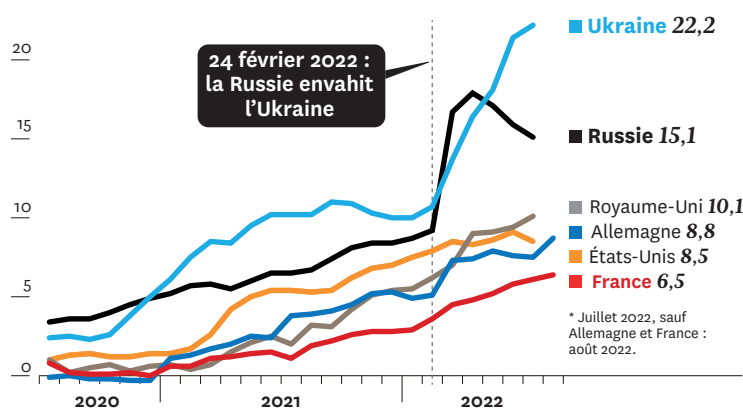
Selon Gita Gopinath, directrice générale adjointe du Fonds monétaire international (FMI), la BCE va devoir faire des choix difficiles : il y a un "vrai risque" de voir la stagflation s'imposer en Europe, avec sa croissance molle et sa forte inflation, vu l'intensité de la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine.

Les participants de la réunion de Jackson Hole, contents de se retrouver "en vrai" après deux ans de pandémie, et conscients que le monde et les relations économiques qui le sous-tendent ont fondamentalement changé, se sont posés bien des questions.

"Nous avons la crise de l'énergie, nous avons la crise alimentaire, nous avons la crise des chaînes d'approvisionnement, et nous avons la guerre", a résumé Jacob Frenkel, ancien gouverneur de la Banque d'Israël, à la tête du Groupe des 30, un groupe de réflexion [de Washington] rassemblant [des académiques, des banquiers et] d'anciens décideurs politiques. "Tout cela a d'importantes répercussions sur les performances de l'économie mondiale, sur les modes d'interconnexion à l'échelle planétaire et, plus important encore, sur les prix relatifs de très nombreux produits."

La guerre en Ukraine attise l'inflation

Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (en %)*



SOURCES : "FINANCIAL TIMES", REFINITIV, INSTITUTS NATIONAUX DES STATISTIQUES

Pour ne rien arranger, les banquiers centraux ne savent pas vraiment jusqu'à quel point ils doivent durcir la politique monétaire pour faire face aux fluctuations imprévisibles de l'offre, et donc des prix. "Nous devons prendre nos décisions dans un contexte de grande incertitude, fait valoir Thomas Jordan, président de la Banque nationale suisse (BNS). Il n'est pas facile d'interpréter les données actuelles, et nous avons bien du mal à distinguer entre les pressions inflationnistes temporaires et celles au long cours."

Selon Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE, les prochaines années pourraient être celles de la "grande volatilité" – par opposition aux deux dernières décennies, que les économistes appelaient l'ère de la "grande modération", du fait d'une dynamique relativement tranquille. De nombreux responsables en viennent à penser que les forces structurelles qui limitaient la valse des étiquettes – essentiellement la mondialisation et une offre de main-d'œuvre abondante – se sont inversées.

"L'économie mondiale semble être à un tournant : le vent arrière de l'offre globale qui enrayait l'inflation semble devenir un vent contraire, prévient Agustín Carstens, directeur général de la Banque des règlements internationaux (BRI). Si c'est le cas, les récentes pressions inflationnistes pourraient persister."

De la souplesse. D'autres économistes, en revanche, sont convaincus que les principales banques centrales de la planète seront capables de contrôler cette inflation persistante. "Avant tout, il faut qu'elles reviennent leur stratégie et leurs objectifs en matière d'inflation dans un monde où nous allons avoir des chocs d'offre [qui affectent la production, de manière positive ou négative] plus fréquents et plus importants", déclare Adam Posen, président du [groupe de réflexion de Washington] Peterson Institute for International Economics.

Lors de la conférence, il a beaucoup été question de l'objectif de 2 % de hausse des prix à la consommation que les banques centrales ont à peu près respecté pendant des décennies, certains estimant qu'il devrait être adapté pour tenir compte de l'évolution de l'économie mondiale.

← Dessin de Côté paru dans Le Soleil, Québec.

Contexte

Pétrole : le pari de Joe Biden

●●● Même s'il est moins élevé qu'en Europe, autour de 1 dollar le litre, le prix de l'essence est un vrai problème politique aux États-Unis. L'inflation et les prix record à la pompe – un peu redescendus cet été – ont largement contribué à l'impopularité du président Biden, qui a cherché tous les moyens de les faire baisser. Les États-Unis ont notamment puisé dans leur réserve stratégique pour mettre un million de barils de pétrole sur le marché, ce qui aurait un peu contenu les prix (d'environ 10 centimes par litre, selon Washington). Et ils envisagent désormais un plan audacieux, rapporte **The Guardian**. L'État fédéral pourrait regarnir sa réserve stratégique à un prix fixé à l'avance, ce qui garantirait un prix plancher aux producteurs et réduirait le risque d'effondrement des cours. Le gouvernement espère ainsi encourager de nouveaux forages pour augmenter la production à court terme – ce qui éviterait une flambée des prix. Tout en poussant les consommateurs à passer au véhicule électrique. Un double objectif auquel tout le monde ne croit pas. Pomper plus de pétrole aujourd'hui, c'est "le désastre assuré", dénonce Kassie Siegel, d'une ONG travaillant à la défense du climat.

De nombreux économistes ont plaidé en faveur d'un objectif de 3 %. Selon Stephanie Aaronson, aujourd'hui à la Brookings Institution [un groupe de réflexion de Washington] après avoir travaillé pour la Fed, cela donnerait de la souplesse aux banques centrales et leur permettrait de porter le regard au-delà des chocs d'offre, pour soutenir l'économie pendant les périodes de ralentissement.

Étant donné leur faible maîtrise de l'inflation et le risque de voir les ménages et les entreprises s'attendre durablement à des hausses des prix [et les anticiper], le moment et la manière dont la Fed et d'autres instituts monétaires feront évoluer l'interprétation de leur mandat seront cruciaux.

Karen Dynan, professeure d'économie à l'université Harvard, estime qu'il serait "très risqué" d'aborder cette question avant d'avoir jugulé l'inflation. "Les banques centrales doivent tout faire pour préserver leur crédibilité – et parfois dans certains cas retrouver cette crédibilité –, conclut-elle, mais il va falloir qu'elles réfléchissent bien à ce que doit être leur nouvel objectif."

— Colby Smith
Publié le 28 août



En Hongrie, une ruée vers le bois

Budapest a annoncé à la mi-juillet abandonner partiellement le programme d'encadrement des prix de l'énergie. Une décision qui pousse les Hongrois vers le bois de chauffage, dont la demande explose.

—Magyar Hang (extraits) Budapest

Quand j'ai entendu l'annonce de la restriction de l'encadrement des tarifs de l'énergie, mon premier sentiment a été la panique. Avec ma famille, nous vivons dans une maison de deux niveaux chauffée au gaz. Si nous ne restions qu'au gaz, nos charges seraient multipliées par cinq. Pour nous, c'est inaccessible", confie Agnes, en justifiant la transition partielle de l'habitation vers le bois de chauffage.

Mère de deux enfants dans la région de Tolna [sud-ouest de la Hongrie], elle s'est empressée d'appeler les scieries et les exploitations sylvicoles du coin peu après l'annonce de l'exécutif. Sur dix adresses contactées, une seule lui a promis du bois de chauffe. Trois mètres cubes au lieu des six souhaités, avec livraison en septembre. Agnes ne serait pas étonnée de recevoir du bois humide, car les exploitations sylvicoles vendent aussi le bois à peine extrait. Elle ne s'offusque pas du prix non plus. Si 54 000 forints [133 euros] le mètre cube semblait beaucoup, la même quantité en coûterait 90 000 [222 euros] autour de Budapest, selon elle.

Les scieries qui ont accepté de nous répondre décrivent toutes une incroyable bousculade

pour le bois. Dans celle de Tura, commune de la région de Budapest, il reste encore du bois de chauffe, mais 200 personnes attendent leur tour, et les clients achètent aussi du bois humide. Dans une scierie de la région de Nograd [nord du pays], le bois de chauffe est réservé aux acheteurs locaux, pénurie oblige. Dans les exploitations sylvicoles de l'entreprise Taeg Zrt., près de la frontière autrichienne, les commandes de bois ont été multipliées par 1,5, et la tendance entamée au printemps n'a fait que croître avec la crainte d'un manque de gaz et l'annonce d'une hausse des charges énergétiques.

Outre le bois, les Hongrois s'arrachent poêles et cheminées, comme ceux de la société Warnex-Global. Dans son showroom de Torokbalint, en banlieue de Budapest, les visites s'intensifient généralement au début de la saison froide. Mais les clients affluent déjà depuis la mi-juillet et la déclaration sur la restriction de l'encadrement des tarifs de l'énergie. "Nous affrontons une demande inédite. La seule chose limitant ce phénomène, c'est le stock disponible", indique Zoltan Baranyai, responsable marketing de la compagnie. Les clients emportent tout ce qui peut remplacer le gaz. La demande de fourneaux est aussi forte que celle de cheminées.

À la une



"OÙ EST LA CHALEUR DE L'ANNÉE DERNIÈRE?"

C'est la question que pose l'hebdomadaire hongrois HVG en une de son édition du 1^{er} septembre. En illustration, une famille réunie autour d'un feu dans une caverne rappelant les grottes préhistoriques. Selon lui, le recours au chauffage au bois, préconisé par le gouvernement pour affronter l'hiver, "n'est pas une solution".

↑ Dessin de Vincent L'Épée paru dans Le Journal du Jura, Bienne.

Cette panique découle de la politique énergétique imprévisible et taillée à la hache de l'administration Orban. Vache sacrée de la propagande gouvernementale, l'encadrement des prix de l'énergie a été liquidé en quelques minutes sans avertissement ni consultation sociétale. Pour que, ensuite, sur la radio publique Kossuth, le Premier ministre déclare qu'il est temps de se séparer du gaz et de revenir aux cheminées.

Le ministère de l'Intérieur examine déjà dans quelles écoles il serait envisageable de se chauffer au bois. Le ministère de la Technologie et de l'Industrie lance un programme national pour les chaudières et les poêles afin qu'il y ait des appareils de chauffe cet hiver.

Pollution atmosphérique. Parallèlement, un décret gouvernemental controversé facilitait l'abattage des arbres et permettait d'élaguer des secteurs boisés entiers, y compris pendant la saison de croissance [du printemps à la fin de l'automne]. Face au tollé suscité, l'exécutif a resserré quelque peu la mesure en interdisant les coupes à blanc [la coupe de l'intégralité des arbres d'une parcelle] dans les zones protégées.

L'éventualité également évoquée d'une relance des mines de charbon tient, elle, plus du vœu pieux que de l'alternative réaliste. Le redémarrage des exploitations prendrait de cinq à dix ans, tout comme la formation d'une nouvelle génération de mineurs nécessiterait des années.

Ces mesures et idées ont un point commun : elles engendreront à plus long terme des dommages incalculables pour la nature et la population. Selon les estimations de l'ONG Habitat for Humanity, près de 40 % des Hongrois se chauffent avec des combustibles solides. Avec l'explosion des factures d'énergie, cette proportion va s'amplifier et la qualité de l'air en pâtira.

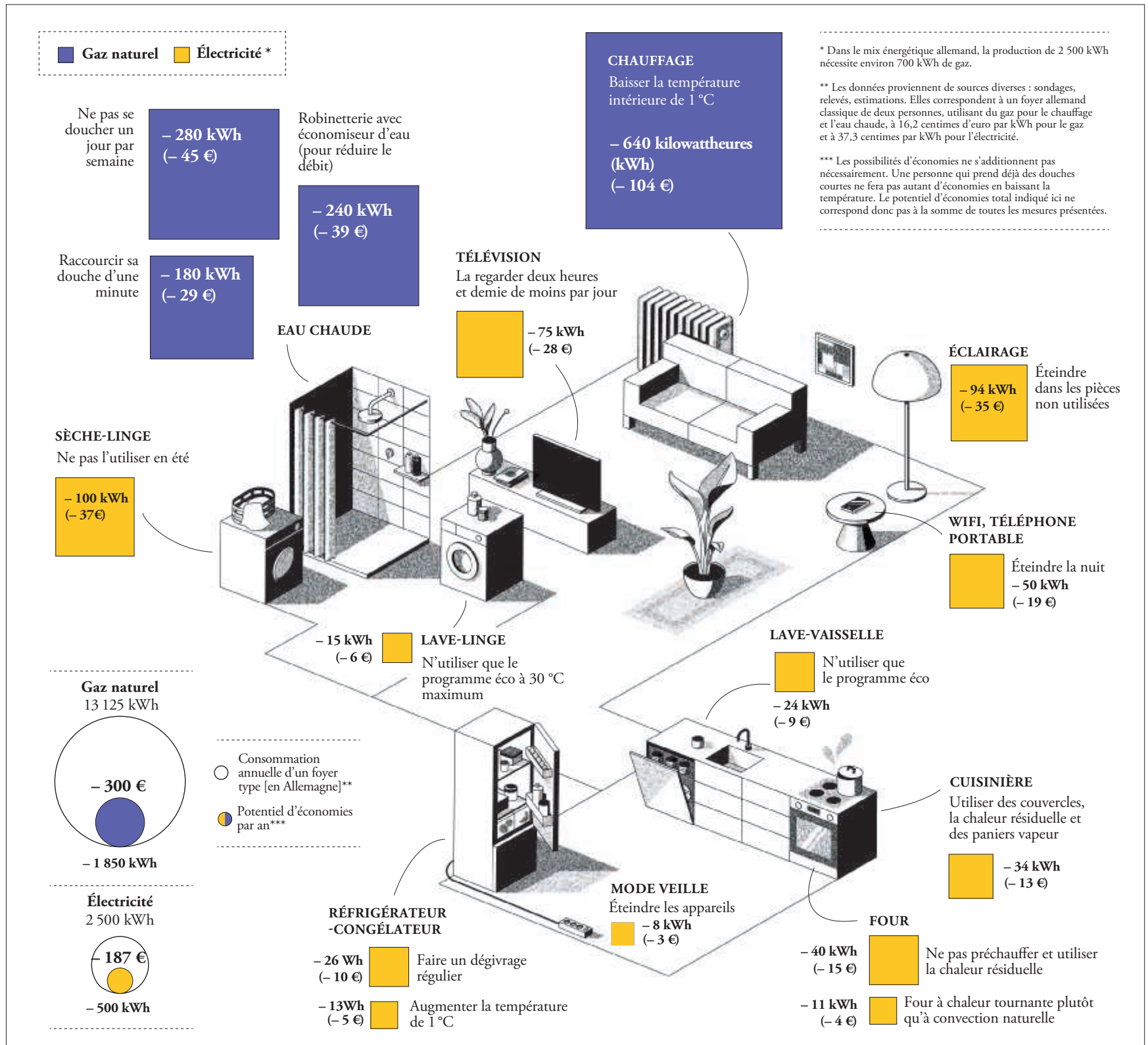
Durant le rude hiver 2013, avant l'encadrement des prix de l'énergie, la population hongroise avait brûlé 38 % de bois (et autres biomasses) de plus qu'en 2020, indique le service météorologique national OMSZ. Une telle hausse est probable cette année, et renforcerait les émissions de matières toxiques comme le PM10 [les particules de diamètre inférieur à 10 µm] ou le PM2,5. "Un verdict de la Cour de justice de l'Union européenne affirme que la Hongrie enfonce systématiquement les standards d'émissions de particules fines", souligne Adam Harmat, responsable du programme climat du WWF Hongrie. La situation continuera de se dégrader, surtout si les ménages brûlent l'intégralité du bois de chauffe frais. La combustion des arbres humides pollue, car elle émet des particules fines. Celle du charbon est encore plus risquée, car elle libère des métaux lourds et du soufre cancérigènes."

Par ailleurs, l'élargissement de l'exploitation forestière et de l'utilisation du bois de chauffe réduirait la séquestration du dioxyde de carbone par les forêts. Quant aux coupes à blanc, elles sont tout aussi néfastes en matière de réchauffement climatique. Elles détériorent les climats locaux, et leur multiplication accroît le risque d'inondations soudaines.

—Tamas Koncz
Publié le 18 août

Où sont les sources d'économies d'énergie?

Des spécialistes ont calculé l'incidence de quelques changements d'habitudes dans les foyers allemands.



RECHERCHE DIRK ASENDORFF | INFOGRAPHIE JELKA LERCHE | SOURCES : Institut de recherche socio-écologique (ISOE), Öko-Institut, Association AG Energiebilanzen, associations de consommateurs, Office fédéral de l'environnement, Agora Energiewende (Institut de recherche indépendant) Association des industries de l'énergie et de l'eau (BDEW)



La source

DIE ZEIT. L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Extraite de la parution du 25 août, celle-ci met en lumière l'ensemble des petits gestes quotidiens qu'un foyer allemand peut consentir pour faire des économies, dans un monde

où l'énergie est moins abondante et de plus en plus chère. On y voit qu'il n'existe pas une marge d'amélioration énorme, cependant, mis bout à bout, ces changements d'habitudes peuvent avoir une incidence de plusieurs centaines d'euros sur la facture annuelle.

L'AFRIQUE DÉJÀ EN PROIE AUX PÉNURIES ET AUX ÉMEUTES

La flambée des prix envenime la situation d'un continent déjà fragile, laissant craindre un retour des "émeutes du pain" qui ont eu lieu dans certains pays africains en 2008.

Avec une inflation annuelle de 8,3 % en juillet, le Kenya a officiellement atteint son taux le plus élevé depuis septembre 2017, rapporte le média kényan **The Star**. Certaines familles n'ont déjà plus accès aux produits de première nécessité, notamment aux céréales. En raison de la hausse des prix de certaines denrées alimentaires, elles tentent de s'adapter "en sautant des repas", explique la **Deutsche Welle**.

Malgré le recours encore timide aux importations de céréales en provenance d'Ukraine, les prix continuent de flamber. Même la farine de maïs, pourtant jugée peu chère jusqu'ici, devient une denrée "hors de prix", provoquant l'inquiétude générale, selon la **Deutsche Welle**, car elle est "l'aliment de base" incontournable dans le pays.

Plus au nord, la Tunisie souffre aussi. Le pays connaît une ruée vers les produits essentiels. Après l'huile, "devenue une denrée rare il y a quelques mois", le sucre et le riz sont récemment entrés dans la liste des "produits auxquels seuls les privilégiés peuvent accéder".

Le café y a fait aussi une entrée remarquée, note le journal **La Presse**. Les vendeurs de café ont même annoncé un rationnement : "Ils ne peuvent fournir plus de 200 grammes à chaque client", indique le média tunisien.

Une pénurie qui menace les particuliers, mais aussi les restaurateurs, dans un pays où le café reste la boisson privilégiée de la clientèle. Quelque "120 000 emplois" seraient en péril, précise le site d'information tunisien,

En Tunisie, les vendeurs de café ont annoncé un rationnement : ils ne peuvent fournir plus de 200 grammes à chaque client.

qui craint que "la profession [ne soit] pas apte à faire face à une énième crise, étant déjà fragilisée par la pandémie". Face à cette situation, le gouvernement tunisien a été contraint de classer les différentes importations par niveau d'urgence. Selon le même média, certains produits ont été jugés "prioritaires aux dépens d'autres".

En Afrique de l'Ouest, le Nigeria est pris, lui aussi, dans la tourmente d'une inflation destructrice. En août, le pays a connu son taux

d'inflation le plus élevé en dix-sept ans, relate **Bloomberg**. En passant de 18,6 % en juin à 19,6 % en juillet, cette inflation a engendré une hausse des prix des denrées alimentaires, comme le pain, les céréales, les pommes de terre et la viande.

De son côté, le Zimbabwe a vu son inflation grimper à 285 % en août, contre 257 % en juillet. Même si le pays est habitué aux taux d'inflation spectaculaires, ces chiffres ont tout de même inquiété les Zimbabwéens, qui s'interdisent désormais de "déposer leur argent à la banque", en raison de la dépréciation continue de leur monnaie. Dans une tentative de contrer cette spirale inflationniste, la Banque centrale du Zimbabwe a lancé la vente de pièces d'or au public en juillet, dans le but de "protéger l'épargne des citoyens contre l'inflation galopante". Mais, note la **Deutsche Welle** dans un autre article, les Zimbabwéens préfèrent désormais investir dans le bétail, "considéré comme une denrée précieuse à travers toute l'Afrique".



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Faut-il taxer les "profits géants" des géants de l'énergie? La guerre en Ukraine a fait flamber les prix du carburant et gonflé les revenus des majors du secteur dans des proportions inédites. La pression politique s'intensifie pour taxer ces superbénéfices.

↓ "Quand est-ce qu'on mange? - Allons, ce n'est pas le moment de parler politique..." Dessin de Ramsés, Cuba.

Même tonalité en Somalie, où le sel est devenu la valeur refuge, rapporte **The Continent**. Avec une inflation annuelle qui a atteint 6,98 % en juin, le taux le plus élevé depuis seize ans, le prix du sel a augmenté. À Mogadiscio, certains habitants retrouvent les chemins des puits de sel, d'où ils extraient la denrée devenue rare.

Même l'Afrique du Sud, qui affiche l'économie la plus développée du continent, n'échappe pas aux contestations. Une manifestation qui a eu lieu à Tembisa (au nord-est de Johannesburg, la capitale économique) a entraîné, au début d'août, la mort par balle de deux manifestants, déplore le site d'information **Voice of Africa** (VOA). Les manifestants protestaient contre les prix de l'électricité. Les principaux syndicats du pays ont d'ailleurs décidé ensuite de fédérer leurs efforts à l'occasion d'une journée de grève nationale, raconte VOA dans un autre article.

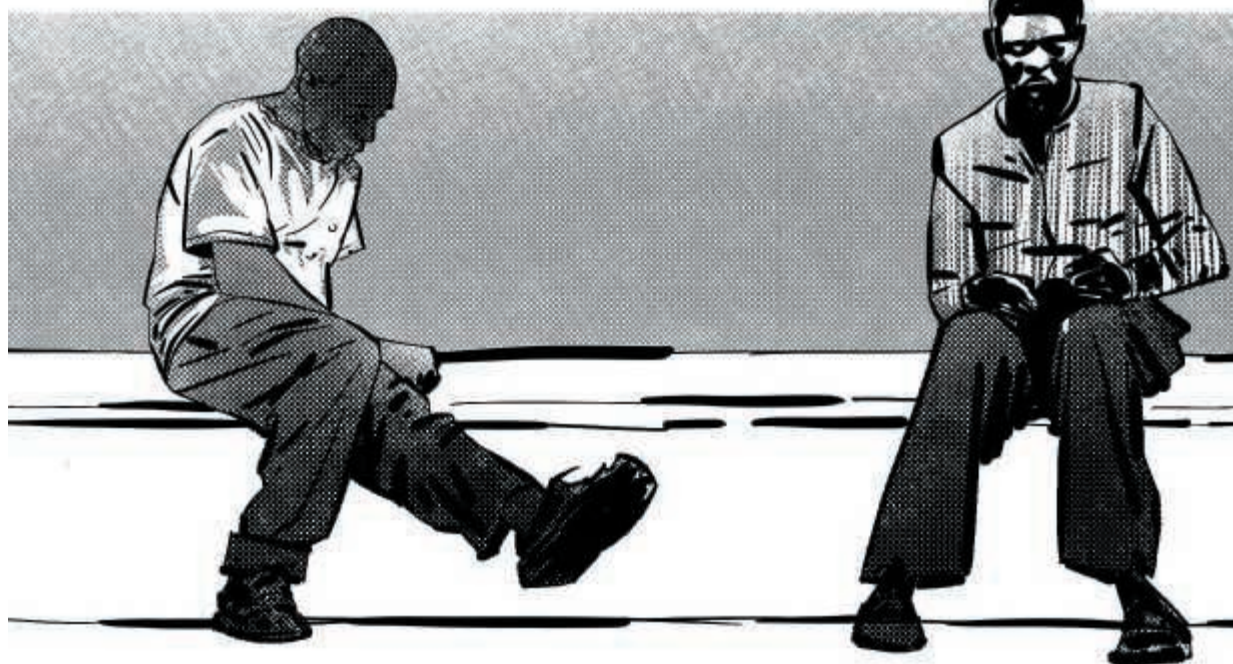
En Mauritanie aussi, la tension sociale est forte. Dans les rues de la capitale, Nouakchott, la population a exprimé sa colère contre "l'augmentation soudaine", de 30 %, des prix du carburant, précise le média panarabe **Al-Quds Al-Arabi**. Cette augmentation s'est répercutée le jour même sur les transports de la capitale, dont les prix ont augmenté de 100 %.

La Sierra Leone a également eu droit à son lot de tensions avec des "émeutes" meurtrières, toujours sur fond de "vie chère", signale le site d'information **360**. Le 10 août, une manifestation pacifique a dégénéré à Freetown. Au moins quatre policiers ont été tués, et "un nombre indéterminé de manifestants ont trouvé la mort dans des affrontements", selon un communiqué de la police relayé par **The New York Times**.

— **Courrier international**

Vamos... no es momento de hablar de política...

Cuándo vamos a comer?





Vu d'ailleurs

Chine. L'économie au ralenti

● Le PIB de la Chine n'a que très légèrement progressé sur un an, a-t-on noté au deuxième trimestre de 2022 : la croissance est de 0,4 %. Le média en ligne chinois Jiemian constate que, hormis les investissements dans les infrastructures, qui ont augmenté de 0,3 % en juillet, *“les données sur l'investissement, la consommation et l'industrie sont toutes en deçà des attentes”*. D'après Diyi Caijing, magazine économique de Shanghai, les consommateurs sont *“plus prudents”* depuis l'épidémie de Covid-19. *“La propension des Chinois à consommer a continué de diminuer au cours de la dernière décennie, atteignant des niveaux historiquement bas lors de l'épidémie”*, note le magazine. L'hebdomadaire économique Caixin observe une stabilité du chômage à 5,4 %, sauf pour les jeunes de 16 à 24 ans, avec un taux de 19,9 % en juillet, soit *“quatre mois d'affilée à des niveaux record depuis l'existence des statistiques”*.

Bangladesh. Un scénario à la sri-lankaise

● Au mois d'août, le gouvernement bangladais a annoncé une augmentation des prix du carburant de plus de 50 %. Les écoles doivent désormais rester fermées trois jours par semaine (au lieu de deux), les administrations et les banques ferment une heure plus tôt chaque jour, et les autorités ont imposé des coupures d'électricité quotidiennes. Chaque Bangladais sent donc les effets de la crise de l'énergie liée à la guerre en Ukraine et à la flambée mondiale des prix du pétrole, explique le Financial Times. Le pays, longtemps un des plus pauvres, avait réussi à se développer grâce à l'industrie textile, notamment. Mais il est aujourd'hui durement touché, ce qui fait craindre un scénario à la sri-lankaise : effondrement de l'économie, famine

et grande instabilité politique. Le Bangladesh, qui négocie avec le FMI, devrait pourtant pouvoir éviter le défaut de paiement et sauver son économie, estiment les spécialistes. Il lui reste cependant un important talon d'Achille : sa dépendance à la Chine, un facteur d'inquiétude pour l'Inde voisine.

Thaïlande. Augmentation du salaire minimum

● Voilà près de deux ans que le salaire minimum était gelé, écrit The Bangkok Post. Depuis janvier 2020, précisément. Mais pour tenter d'amortir les effets de l'inflation – *“la plus élevée depuis quatorze ans”* avec 7,6 % en juillet –, ce salaire minimum, ou plutôt ces salaires minimums, car ils varient en fonction des régions, augmenteront de 5 % en moyenne au 1^{er} octobre. *“Avec 22 bahts [60 centimes d'euros] supplémentaires par jour, les travailleurs à Bangkok et dans ses environs obtiendront la plus grosse augmentation”*, écrit le journal. Ils pourront désormais compter sur 353 bahts (9,63 euros) de revenu quotidien.

Amérique latine. Une alimentation hors de prix

● Outre-Atlantique, la hausse des prix frappe fortement l'Amérique latine, notamment sur de nombreux produits de base de la consommation alimentaire, et touche les classes les moins aisées et les classes moyennes. Le site BBC Mundo présente le bilan le plus récent dans les six premières économies du sous-continent. *“Plus de six mois après le début de la guerre en Ukraine, et bien que les banques centrales aient augmenté leurs taux d'intérêt, le coût de la vie a atteint des niveaux jamais vus depuis des décennies.”* Entre juillet 2021 et juillet 2022, l'inflation a atteint 13,1 % au Chili, 10,2 % en Colombie, 10 % au Brésil, 8,1 % au Mexique et 5,6 % au Pérou. L'Argentine arrive largement en tête – 71 % –, même s'il s'agit d'un cas un peu à part puisque le pays souffre d'une inflation chronique depuis des décennies. *“Cette énorme*



↑ Dessin de Deuhme paru dans Vigousse, Lausanne.

augmentation des prix est calculée à partir d'un panier de base de la consommation des foyers, [comprendant notamment] la santé, le logement, l'éducation...” Et, bien évidemment, l'alimentation. Avec des chiffres encore plus inquiétants. Le lait ? +66,4 % au Brésil, +38,1 % en Colombie, +13,2 % au Mexique... Une part de ces augmentations est également due à la sécheresse. *“Dans certains pays [...], toute la chaîne de production du lait a été touchée : depuis les engrais jusqu'aux coûts du carburant pour le transport.”* La farine ? Son prix a plus que doublé en Argentine, +40,7 % au Chili, +32 % au Brésil et +13,4 % au Mexique, où l'augmentation de la farine de maïs s'est répercutée sur des plats traditionnels comme les tortillas. La viande de bœuf ? +27,1 % en Colombie, +26,3 % au Chili. *“De nombreuses familles se sont tournées vers d'autres sources de protéines et, dans le cas des plus vulnérables, se sont passées de viande.”* En matière de protéines, le prix des œufs s'est également envolé : il a plus que doublé en Argentine et a augmenté d'un tiers au Mexique.

Turquie. L'inflation en roue libre

● Alors que la Turquie connaît une inflation annuelle de 80 % selon les chiffres officiels – mais plutôt de 176 % selon l'Enag, un groupe d'économistes indépendants –, la décision de la Banque centrale de baisser à nouveau ses taux

d'intérêt, le 18 août, a pris de court les observateurs. Cette décision est conforme à la politique monétaire originale voulue par le président Erdogan, décidé à soutenir coûte que coûte la croissance, quitte à aggraver la spirale inflationniste. *“Nous allons voir si la théorie économique du gouvernement va résister au choc, car la livre turque doit s'attendre à des jours difficiles”*, prédit le quotidien économique Dunya. La hausse spectaculaire des prix précipite les classes moyennes vers la pauvreté et rend très difficile le quotidien des Turcs aux revenus les plus faibles. Le seuil de pauvreté pour une famille de quatre personnes est désormais estimé à 20 835 livres turques, soit quatre fois le salaire minimum. Le 3 septembre, Erdogan a promis une hausse du salaire minimum et des salaires des fonctionnaires à la fin de l'année, en perspective des élections de juin 2023.

Égypte. Le Caire fait feu de tout bois

● *“Le gouvernement appelle les citoyens à faire bloc avec l'État pour éviter l'inflation”*, titre le quotidien égyptien Al-Masry Al-Youm le 4 septembre. *“Tout le monde doit augmenter ses capacités de production afin de ne pas importer de l'inflation de l'étranger.”* Depuis onze mois, le taux d'inflation annuelle n'a cessé d'augmenter, passant de moins de 6 % à près de 14 % en juillet, et, selon Bloomberg, il continuera de grimper. Notamment en raison de la hausse des prix du blé, dont l'Égypte est le premier importateur mondial. Mais aussi du recul de la livre égyptienne, qui a perdu plus de 20 % de sa valeur depuis mars, ce qui renchérit d'autant les importations. Confronté à une forte dette extérieure et à une inquiétante baisse des réserves en devises, le gouvernement fait feu de tout bois pour éviter un effondrement des finances publiques. À la mi-août, il a notamment décidé de diminuer l'éclairage de rue pour pouvoir vendre son propre gaz à l'Europe. *“Chaque économie d'électricité nous permet d'avoir plus de devises”*, a déclaré le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouli, cité par le quotidien égyptien Al-Ahram.

trans-
versales.



économie

La mode peut-elle devenir verte ?

Industrie textile. Réussite économique indéniable, le prêt-à-porter est devenu en trente ans l'une des industries les plus néfastes pour la planète. Elle consomme beaucoup d'eau, émet des gaz à effet de serre, pollue les océans... Et pour le moment, le recyclage est quasi inexistant. Mais une prise de conscience chez les consommateurs offre une lueur d'espoir.



—New Scientist (extraits)
Londres

Une de mes amies tient une boutique vintage à Londres. Elle se rend régulièrement dans un énorme entrepôt en banlieue pour farfouiller dans d'énormes piles de vêtements mis au rebut. La plupart ne valent rien, mais pour qui sait chercher, c'est une véritable mine d'or.

Cet entrepôt a une longue histoire. Au départ, il servait à stocker les restes de laine de mauvaise qualité qui étaient ensuite utilisés pour fabriquer des vêtements bon marché destinés au plus grand nombre à l'époque victorienne. Un siècle plus tard, rien n'a vraiment changé. Aujourd'hui, l'entrepôt débordait de matières modernes : du coton de piètre qualité, du polyester, de la viscose et du nylon, sous la forme de vêtements à bas prix fabriqués en série dans le monde entier. Sauf que ces vêtements finiront à la décharge et dans les usines d'incinération, et ne seront pas recyclés.

Ces surplus sont les produits d'une industrie qui, ces trente dernières années, est devenue l'une des plus lucratives mais aussi des

plus dévastatrices pour la planète. La *fast fashion* [ou mode jetable] remplit nos armoires de fringues bon marché qui font du bien au moral. Mais après des décennies de croissance impudente, le modèle se heurte à des limites environnementales vitales et tout le monde s'accorde à dire – même au sein du secteur de la mode – qu'il est temps de rétrograder.

“L'industrie de la mode représente une énorme menace pour l'environnement”, explique Kirsi Niinimäki, de l'université Aalto à Espoo, en Finlande. *La stabilité sur le long terme du secteur textile dépend de l'abandon total du modèle économique de la fast fashion.*”

Comme la malbouffe, la mode jetable procure un plaisir immédiat sans se ruiner. Ce terme de *fast fashion* [construit sur le même modèle que fast-food] est entré dans le langage courant en 1989 après un article du *New York Times* qui expliquait qu'un magasin Zara réussissait à proposer sur ses portants un nouvel article de prêt-à-porter à peine quinze jours après sa conception. À l'époque, les enseignes de prêt-à-porter renouvelaient leurs collections deux fois par an. Aujourd'hui, les plus rapides peuvent en proposer deux par mois.

Ce modèle économique se nourrit d'achats impulsifs, de vêtements de qualité médiocre à bas prix et de la quête infinie de la nouveauté, constate Kirsi Niinimäki. Ces dernières décennies, ce schéma de consommation

L'Américain moyen achète 66 vêtements par an, soit un tous les cinq jours et demi.

est devenu la norme pour la plupart des gens en Occident et se répand dans le reste du monde, soutient Patrizia Gazzola, de l'université de l'Insubrie, à Varèse, en Italie. Les multiples tentations incitent les consommateurs à acheter plus de vêtements alors qu'ils n'en ont pas vraiment besoin ou même pas vraiment envie. En outre, ils les portent moins souvent et s'en débarrassent plus rapidement. Les (nombreuses) statistiques sur le sujet donnent le vertige. Le magazine *Vogue*, la bible des fashionistas, nous apprend ainsi que, sur 100 milliards de vêtements produits chaque année, trois sur cinq seront jetés dans la même année.

Selon un article récent dont Kirsi Niinimäki est l'une des auteurs,

l'Américain moyen achète 66 vêtements par an – soit un tous les cinq jours et demi – et s'en débarrasse pratiquement à la même fréquence. Une autre étude du Centre de résilience de Stockholm, en Suède, révèle que la plupart des vêtements sont jetés dans les trois premières années suivant l'achat. Ce n'est pas uniquement une tendance occidentale. Selon Shanthi Radhakrishnan, ingénieure spécialisée dans le textile à l'Université Kumaraguru de Coimbatore, en Inde, les gens portent trois fois moins leurs vêtements qu'il y a quinze ans, et ce dans le monde entier.

D'un point de vue économique, ce modèle est “extrêmement lucratif”, souligne Kirsi Niinimäki. Mais d'un point de vue environnemental, c'est un véritable scandale. L'année dernière, le Centre de Stockholm, qui a mis en place le concept de seuils critiques à ne pas dépasser pour la planète, a publié une étude mettant en garde sur les dangers de l'industrie du textile qui menace de rendre la planète inhabitable.

La mode éphémère a dilaté à l'extrême la taille et la production du secteur textile. Entre 1975 et 2018, la production mondiale de textile par habitant est passée de

6 kilos à 13 kilos par an, avec la plus forte progression enregistrée pour les vêtements en polyester. Selon l'Alliance des Nations unies pour une mode durable, la production mondiale de textile a doublé entre 2000 et 2014. Il s'achète actuellement 62 millions de tonnes de textile par an dans le monde.

Même les fashionistas les plus dépensières ont du mal à tenir le rythme. Selon certaines estimations, environ un tiers des vêtements importés dans l'Union européenne (UE) ne sont jamais vendus et terminent dans des entrepôts, où ils se démodent et se froissent, ou sont simplement jetés. Orsola De Castro, cofondatrice de l'association militante Fashion Revolution explique : “Actuellement, les ouvriers du textile, en plus d'être sous-payés et exploités, produisent des quantités sidérantes de vêtements, ce qui donne lieu à un gâchis considérable.”

La mode a mis du temps à se mettre au développement durable, rappelle Andreza de Aguiar Hugo de l'université fédérale d'Itajubá, au Brésil. “En grande majorité, l'industrie de la mode fonctionne sur un modèle linéaire d'extraction, production et utilisation des ressources”, dit-elle. Pourtant le secteur sait bien que cette situation



← Illustration d'Aaron Marin parue dans le *Financial Times*, Londres.

qui sont jetés chaque année. En outre, plus d'un dixième du tissu livré aux usines de confection termine en chutes inutilisables. Moins de 20 % de ces déchets sont recyclés, le reste termine à la décharge, est incinéré ou s'envole dans la nature. Selon le Centre de Stockholm, 85 % des déchets sur les plages sont des déchets textiles. Tatiana Valovaya, directrice générale du Bureau des Nations unies à Genève, en Suisse, regrette : *“Chaque seconde, l'équivalent d'un camion-benne de textile est brûlé ou part à la décharge.”*

Et ce n'est pas tout. Environ 20 % des eaux usées industrielles viennent du traitement et de la teinture des tissus, et la production de textile déverse également 19000 tonnes de microplastiques dans l'océan chaque année, soit un tiers du total. Et d'autres microplastiques sont créés au moment du lavage et du séchage des vêtements et quand les vêtements mis au rebut se décomposent. Selon l'ONU, un total d'un demi-million de tonnes de microplastiques dérivés du textile se retrouve dans les océans chaque année.

L'entretien des vêtements consomme également de grandes quantités d'eau, d'énergie et de détergent. Selon un rapport du Centre de recherches conjoint de la Commission européenne, cette étape du cycle d'un vêtement chez le consommateur est la plus nuisible pour l'environnement, notamment si les vêtements sont passés au sèche-linge et repassés.

En définitive, conclut Tatiana Valovaya : *“L'industrie textile est responsable de l'un des désastres environnementaux les plus flagrants de notre système économique actuel.”*

Et ce n'est pas près de s'arrêter. Selon Elisa Tonda, directrice du pôle consommation et

production du Programme des Nations unies pour l'environnement, les émissions de gaz à effet de serre engendrées par le secteur devraient augmenter de presque 50 % d'ici à 2030. La production mondiale de fibre textile devrait progresser à peu près au même rythme, dépassant les 150 millions de tonnes d'ici à 2030. Si personne ne l'arrête, l'industrie de la mode va produire à elle seule d'ici à 2050 un quart du total des émissions de dioxyde de carbone à ne pas dépasser si nous voulons avoir une chance de maintenir le réchauffement climatique sous les 2 °C [par rapport à l'ère préindustrielle].

“De nombreuses usines textiles d'Asie utilisent leurs propres générateurs à charbon.”

Sebastian Boger,
CONSULTANT

Si l'on en croit Kirsi Niinimäki, tout doit changer radicalement, depuis la production des matières premières jusqu'au comportement des consommateurs : il faut mettre fin au modèle de la mode jetable et rétrécir le secteur. Mais ce ne sera pas facile car, d'après elle, le prêt-à-porter et ses consommateurs avides sont accros à une production et à une consommation en hausse constante.

Les émissions de gaz à effet de serre ont beau n'être que l'un des aspects du problème, leur réduction va demander un énorme effort. Selon le rapport du FEM, même si les industriels font tout ce qu'il faut – passer à des machines et des transports moins gourmands en énergie, installer des sources de chaleur renouvelables, faire appel à des technologies plus vertes pour la teinture et autres traitements, choisir des fibres et des textiles recyclés –, ils n'élimineront qu'environ 50 % des émissions. L'autre moitié des émissions qu'engendre le prêt-à-porter est liée à d'autres pratiques. On pourrait atteindre 40 % de réduction des émissions si les pays producteurs renonçaient progressivement aux carburants fossiles pour la production d'électricité, même s'il ne faut pas perdre de vue que de nombreuses usines textiles d'Asie ne sont pas connectées au réseau électrique national, mais utilisent

n'est pas tenable, d'autant plus que les consommateurs commencent à se rendre compte du coût environnemental de leurs habitudes de consommation. *“Nous sommes conscients des enjeux climatiques et écologiques, reconnaît Jaki Love directrice innovation et durabilité à la UKFT (l'Association du secteur textile et de la mode au Royaume-Uni) Ce modèle économique linéaire qui consiste à extraire, fabriquer et jeter n'est pas durable. L'économie circulaire est le seul modèle possible.”*

“Chaque seconde, l'équivalent d'un camion-benne de textile est brûlé ou part à la décharge.”

Tatiana Valovaya,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE
L'OFFICE DES NATIONS UNIES

Sans surprise, cette gabegie de production et de consommation a une empreinte environnementale énorme. La quantifier précisément est pourtant compliqué. La mode est régulièrement décrite comme la deuxième industrie la plus polluante du monde, même si ce *“fait”* est toujours non sourcé dans les médias. Même l'Alliance des Nations unies pour une mode

durable se garde d'être péremptoire et préfère ajouter *“on dit souvent”* à cette affirmation. Le site Ecocult, qui s'intéresse à la mode durable en y apportant des éléments scientifiques, a essayé de trouver l'origine de cette statistique, et a découvert un mélémé de différents chiffres venus de sources peu fiables. Le problème, c'est que la mode dépend de beaucoup d'autres sources de pollution, comme les énergies fossiles, les produits dérivés du pétrole, la production industrielle, l'agriculture, la logistique, le commerce et le secteur de la construction, et donc isoler l'empreinte environnementale qui lui est propre est difficile.

Pour Ecocult, le chiffre le plus fiable vient d'un rapport du Forum économique mondial (FEM) et d'un cabinet de conseil de Boston qui explique comment les industries les plus polluantes peuvent nettoyer leurs chaînes d'approvisionnement. Et selon la conclusion de ce rapport, la mode serait responsable de 5 % des émissions de gaz à effet de serre, ce qui en ferait la troisième industrie la plus néfaste pour la planète, après l'agroalimentaire (25 %) et le bâtiment (10 %) mais devant les voitures, l'électronique et le fret.

Le potentiel destructeur de la mode ne se limite pas aux émissions à effet de serre. Selon Andreza de Aguiar Hugo, la mode consomme 100 millions de tonnes de ressources non renouvelables chaque année, notamment le pétrole pour faire des fibres synthétiques et des teintures, et des produits chimiques pour la coloration et les finitions du tissu. La mode engloutit également 93000 milliards de litres d'eau par an.

La fabrication des vêtements produit également énormément de déchets. Les déchets textiles sont le principal problème avec 90 millions de tonnes de vêtements usés, démodés ou invendus

75000

LITRES. C'est la quantité d'eau qu'il fallait en 2019 pour fabriquer un seul jean, selon l'Alliance des Nations unies pour une mode durable. Soit l'équivalent de ce que boit, en moyenne, une personne pendant sept ans. Un chiffre qui n'a probablement pas beaucoup changé depuis. *“C'est un des nombreux faits marquants qui ressortent de récents travaux et montrent qu'être à la mode coûte bien plus cher que le prix indiqué sur l'étiquette”*, soulignait le communiqué accompagnant le lancement de la campagne de l'ONU sur le coût environnemental de la mode.

↓ Illustration d'Aaron Marin parue dans le **Financial Times**, Londres.

leurs propres générateurs à charbon, souligne Sebastian Boger, spécialiste de la mode au Boston Consulting Group à Munich. Une limitation supplémentaire de 10 % des émissions pourrait être réalisée en produisant le coton de manière plus viable.

Toutefois, cette analyse pessimiste repose sur deux hypothèses quant à l'évolution du prêt-à-porter : premièrement, ce secteur va continuer à produire à son rythme actuel; deuxièmement, la technologie ne va plus beaucoup évoluer. Or aucune de ces deux hypothèses ne va nécessairement se vérifier.

Les techniques de recyclage laissent encore beaucoup à désirer. Le FEM estime que le recyclage ne réduira que 2 % des émissions, ce qui en dit long sur l'insuffisance des méthodes actuelles.

Pour l'heure, on utilise deux procédés de recyclage fondamentaux pour les textiles, l'un mécanique, l'autre chimique. Le procédé mécanique est utilisé principalement pour des fibres naturelles telles que le coton ou la laine, qui sont broyées, puis cardées, ou peignées, afin de recréer des fibres qui seront ensuite filées. Ce processus a pour inconvénient de dégrader considérablement les fibres. *“Avec le recyclage mécanique, la fibre perd une partie de ses propriétés – elle est raccourcie, d'où une qualité moindre”*, explique Petri Alava, PDG d'Infinited Fiber Company, une société finlandaise de recyclage de textiles. [Un tissu en] coton recyclé doit contenir jusqu'à 50 % de coton vierge pour être viable, souligne Petri Alava.

Il existe aussi le recyclage chimique, qui casse la chaîne de polymères de la fibre pour les ramener à leur état initial de monomères, puis les reconstitue. Ces technologies s'appliquent au coton, à la viscose et au polyester, mais elles sont encore balbutiantes et doivent être améliorées, insiste Kirsi Niinimäki. Le polyester recyclé est de plus en plus courant. Souvent, les enseignes le présentent à son de trompe comme une fibre *“durable”*, alors qu'il est généralement recyclé à partir de bouteilles en plastique faites de PET [polytéréphthalate d'éthylène], un type de polyester, et non en utilisant de vieux vêtements, assure encore la chercheuse. Elle complète : *“Il n'est pas produit à partir de vêtements*

en polyester, du fait de problèmes techniques liés au recyclage de ce type de fibre.”

Les fibres mélangées comme le coton-polyester constituent une difficulté importante, au même titre que l'élasthanne. *“L'élasthanne est un tissu très intéressant, parce qu'il donne de la souplesse aux vêtements, mais il pose de gros problèmes pour le recyclage”*, fait valoir Petri Alava.

Les garnitures, comme les fermetures éclair, ne peuvent souvent pas être recyclées.

Avant même que de nouvelles techniques de recyclage puissent s'attaquer aux déchets textiles, il y a des obstacles immenses à surmonter, hauts comme les montagnes de fripes. Certains détaillants se sont mis à récupérer les vieux vêtements, récompensant les clients par des bons et autres incitations. But du jeu : promouvoir le recyclage, tout en encourageant la clientèle à acheter neuf. Mais les déchets textiles arrivent en vrac dans les centres

de recyclage et doivent être triés à la main – même si des systèmes automatisés sont en cours de mise au point. Les garnitures, comme les fermetures éclair, les boutons et les pièces rapportées, doivent être enlevées et ne peuvent souvent pas être recyclées. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que seul 1 % des déchets textiles de la planète soit recyclé pour produire de nouveaux vêtements.

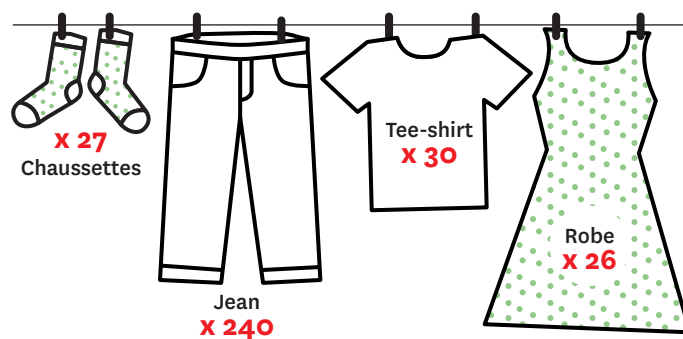
Le processus doit changer, estime Kirsi Niinimäki. On voit déjà les prémices d'un tel changement. Infinited Fiber est l'une des sociétés pionnières dans ce domaine. Elle utilise un procédé élaboré au Centre de recherche technique finlandais VTT, qui consiste à récupérer des déchets riches en cellulose, comme le coton ou le carton, à les nettoyer, les réduire à leurs unités moléculaires et à les repolymériser sous la forme d'une nouvelle fibre, appelée Infinna. Il s'agit d'une fibre synthétique semblable à la viscose, mais qui, contrairement à cette dernière, ne nécessite pas l'emploi de pulpe de bois [ou pâte à papier] ni de traitements chimiques lourds.

Infinited Fiber est encore à l'état de projet pilote, mais

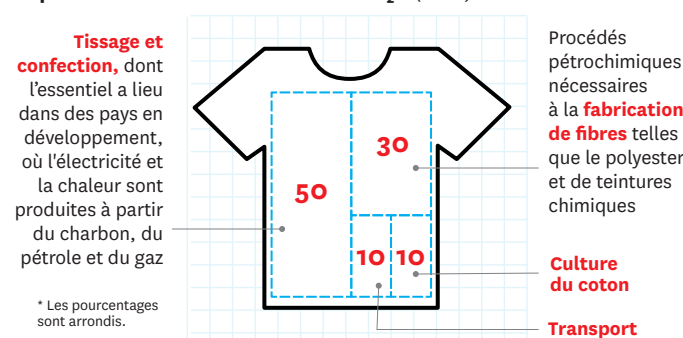


Tous les vêtements ne sont pas égaux

Estimation du nombre de fois qu'est porté un vêtement en Suède



À quoi sont dues les émissions de CO₂ ? (en %*)



* Les pourcentages sont arrondis.

SOURCE : FONDATION SUÉDOISE POUR LA RECHERCHE ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE (MISTRA)

l'ouverture d'une grande usine, d'une capacité de 30 000 tonnes, est prévue pour 2024. Les piles de vieilles nippes arriveront sur des palettes, puis seront triées et traitées, afin de laisser place à des ballots de fil blanc immaculé destinés aux clients de l'entreprise, qui comprennent déjà de grands noms du prêt-à-porter comme H & M et Patagonia.

Plusieurs autres sociétés travaillent sur des technologies équivalentes, notamment l'entreprise suédoise Renewcell, qui fabrique une fibre de cellulose, la Circulose. *“Il se passe beaucoup de choses, reconnaît Kirsi Niinimäki. Mais Infinited Fiber possède une longueur d'avance, elle ne va pas tarder à commercialiser sa technologie.”*

L'objectif de toutes ces entreprises est de *“boucler la boucle”*, c'est-à-dire de créer une économie circulaire dans les textiles, où les déchets d'aujourd'hui serviront à fabriquer les vêtements de demain, en un cycle sans fin. Non seulement cela permettrait d'endiguer le flux de déchets de l'industrie textile, mais aussi de limiter considérablement les contraintes environnementales liées à la production de matériaux vierges comme le coton, la pâte à papier, le polyester ou la laine.

On en est encore assez loin, au dire de Niinimäki, et certaines boucles ne vont peut-être pas pouvoir être bouclées. Certaines fibres mélangées pourraient s'avérer impossibles à recycler. On peut d'ores et déjà extraire et recycler le coton, mais le polyester n'est toujours pas récupérable. Kirsi Niinimäki poursuit : *“Il se pourrait bien qu'on doive renoncer à utiliser certaines fibres dans les textiles destinés au prêt-à-porter, afin que ceux-ci soient plus faciles à recycler en fin de vie.”*

Il va peut-être falloir entièrement abandonner le polyester, et pourtant ce serait dommage, d'après elle. *“C'est une bonne fibre, très fonctionnelle, en particulier dans les vêtements de sport, fait-elle valoir. Elle ne sera pas facile à remplacer”*. Même chose pour l'élasthanne, même si l'on commence à voir apparaître des solutions de rechange. Et certains matériaux vierges vont encore devoir être produits pour répondre à la demande, poursuit-elle.

Dans l'Union européenne, tout au moins, il ne reste plus beaucoup de temps pour résoudre ces problèmes. L'UE s'est fixé la date butoir de 2025 pour que tous les déchets textiles récupérés soient réutilisés, et non plus



mis en décharge ou incinérés, et pour qu'un système de recyclage efficace soit mis en place.

De plus, boucler la boucle du textile ne résoudra qu'une partie du problème. Comme en témoigne le rapport du FEM, le secteur du textile et du prêt-à-porter en Asie est à l'origine des principales retombées sur l'environnement. Elles pourraient être atténuées par des processus de fabrication plus propres et moins gourmands en énergie,

“Le recyclage, la location, tout cela envoie des ondes positives.”

Kirsi Niinimäki,
CHERCHEUSE

ainsi que par une décarbonation de la production d'énergie dans les pays sous-traitants, mais il existe un moyen d'action plus immédiat. Nous autres Occidentaux sommes directement concernés : “La clientèle doit être prête à payer des prix plus élevés”, assure Kirsi Niinimäki. On commence à percevoir un début de prise de conscience des méfaits environnementaux et sociaux de la mode jetable et une volonté de trouver d'autres solutions. “[De plus en

plus], des consommateurs disent que la chaîne d'approvisionnement devrait être bien plus transparente, afin qu'on sache vraiment où sont fabriqués les vêtements et dans quelles conditions”, constate Niinimäki.

Or il n'est pas simple d'obtenir de telles informations. L'étiquetage des vêtements ne fournit guère d'informations, hormis le pays de fabrication, la composition du tissu et le mode de lavage. Il ne faut pas se faire d'illusions : si le vêtement était bon marché et qu'il a été acheté dans une chaîne de prêt-à-porter, il y a toutes les chances qu'il provienne de la *fast fashion*. Par ailleurs, les grandes marques sont réceptives aux tendances de consommation. Elles proposent des options a priori respectueuses de l'environnement : garantie à vie, services de racommodage, rachat des articles dont on ne veut pas. Mais dans ce domaine, le “*greenwashing*” est fréquent, met en garde Kirsi Niinimäki, en particulier parmi les grands groupes qui ont le plus à perdre de l'abandon du statu quo.

La seule vraie manière de mettre fin à ce cercle vicieux serait que les consommateurs lèvent le pied. Selon un récent rapport de la Fondation Ellen MacArthur, le moyen le plus efficace de faire

changer les choses est d'accroître le nombre de fois en moyenne où les vêtements sont portés. Autrement dit, il s'agit non seulement d'acheter moins de vêtements et de les porter davantage, mais aussi d'opter pour des articles de meilleure qualité et plus chers, de les garder plus longtemps et de planifier leur deuxième vie. On pourra aussi acheter d'occasion, racommoder les vieilles fringues ou recourir à de nouveaux modes d'acquisition, comme le leasing. Un tel changement dans la demande des consommateurs devrait finalement se répercuter sur le secteur du prêt-à-porter et contribuer à casser le modèle de la mode express, estime Kirsi Niinimäki.

Reste à savoir si la clientèle acceptera un changement aussi radical. Indéniablement, pour beaucoup d'entre nous, la mode éphémère est sympa, divertissante et source d'épanouissement. Demander aux gens de troquer les modèles de la *fast fashion* contre des cilices serait voué à l'échec. Cependant, par définition, la mode est affaire d'innovation, de fantaisie, de tendances, et pour l'instant ce n'est pas ce qui manque. “Il y a pourtant des signes prometteurs”, conclut Kirsi Niinimäki. *Le recyclage, la location et le leasing des textiles, ou encore la conception de nouveaux vêtements à partir d'anciens – tout cela envoie des ondes positives et montre qu'il est possible de rendre la mode plus durable. Certes, il y a encore tout un travail à faire, mais je suis optimiste.*”

—Graham Lawton
Publié le 1^{er} juin

SOURCE



NEW SCIENTIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
newscientist.com

Stimulant, soucieux d'écologie et bon vulgarisateur, *New Scientist*, créé en 1956, est l'un des meilleurs magazines d'information scientifique du monde. L'article que nous vous proposons ici a fait la une de l'édition du 4 juin.

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Éviter la peste martienne, et des volts sur les canaux

Le grand retour de la Nasa sur la Lune est encore reporté de plusieurs jours, en raison d'une fuite d'hydrogène dans l'énorme fusée SLS, mais ces avanies n'empêchent pas l'agence spatiale américaine de travailler avec optimisme sur d'autres projets à plus long terme, en l'occurrence sur le meilleur moyen de rapporter, vers 2033, et sans risques, divers échantillons de la planète Mars ramassés par son rover déjà présent sur place.

Les astronautes d'Apollo et les sondes spatiales ont déjà glané leurs lots de cailloux lunaires et de poussières de comètes, mais les inconnues de la planète rouge, et la possibilité qu'elle recèle des microbes bien vivants, contraignent les autorités terriennes à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter d'importer un fléau incurable sur Terre. **The New York Times** confirme ainsi qu'il existe bien à la Nasa des “agents de protection terrestre”, et qu'une de leurs équipes a déjà visité 18 des laboratoires les plus sécurisés du monde – tels Fort Detrick, bastion militaire recelant toutes les horreurs bactériologiques imaginables, et le fameux bâtiment 18 des Centers for Disease Control (CDC) à Atlanta, qui contient les souches d'Ebola – afin de glaner des idées sur le meilleur moyen de confiner leurs futurs échantillons martiens.

Ces scientifiques reconnaissent un gros problème. Toutes ces installations sont conçues pour empêcher les pathogènes de sortir des locaux, grâce à un système de pression négative qui permet à l'air d'entrer mais lui interdit de s'échapper du labo. Or la Nasa souhaite aussi éviter que ses prélèvements de sol soient contaminés par des

agents biologiques terrestres, et il n'existe pas encore de laboratoire dont les protections fonctionnent dans les deux sens.

Bref, ils réfléchissent à des laboratoires hermétiquement fermés où les chercheurs n'entreraient pas et travailleraient de l'extérieur grâce à des robots télécommandés. Complication supplémentaire : les complexes machines installées dans ces pièces sécurisées devraient être décontaminées à l'entrée, et ne jamais plus en sortir...

L'eau sous les toits

L'État californien va-t-il recouvrir ses quelque 6 400 kilomètres de canaux d'irrigation par des panneaux solaires ? Une expérimentation sur 2,5 kilomètres de canaux dans le cœur agricole de l'État va en tout cas être lancée au début de 2023, rapporte **Axios**. En Inde, un projet similaire a déjà fait preuve de son efficacité depuis 2015 dans le Gujarat. L'idée est que l'ombre produite par ces toits high-tech permette de réduire l'évaporation de plus de 286 milliards de litres d'eau par an, soit l'équivalent des besoins annuels en eau de 2 millions de résidents. Quant à l'électricité produite par les panneaux solaires, elle représenterait un sixième de la consommation californienne, assure l'un des deux partenaires privés du projet. —



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi la Lettre tech.



L'acide menace

Aquaculture. Au Japon, on commence à surveiller de près le pH de l'océan – un indicateur de son acidité – et son impact sur les coquillages.



—Nihon Keizai Shimbun Tokyo

L'acidification progresse dans les mers du Japon. En cause, le dioxyde de carbone (CO₂) émis par les activités humaines, qui, en se dissolvant dans l'eau de mer, légèrement alcaline, l'acidifie, menaçant l'écosystème marin. Fragilisées, la coquille des coquillages et la carapace des crustacés peinent à se développer. Au Japon, où la consommation de fruits de mer est importante, on redoute les conséquences de ce dérèglement sur les secteurs de la pêche et du tourisme. Les chercheurs s'efforcent de faire la lumière sur le phénomène.

Nous sommes le 16 juin, dans le détroit de Bungo, entre Kyushu et Shikoku [grandes îles du sud du Japon]. À environ 800 mètres au large des côtes de la

préfecture d'Oita, un capteur cylindrique est immergé à 5 mètres de profondeur. Relié à un radeau flottant par une corde, il mesure quotidiennement le pH de l'eau, un indicateur d'acidité et d'alcalinité. Est ici étudiée la relation entre l'acidification des mers et la surmortalité des huîtres perlières enregistrée dans une partie de cette région ostréicole.

Avec le soutien de la Fondation du Japon, des équipes de recherche, notamment issues de l'université de Hokkaido et du Satoumi Zukuri Kenkyu Kaigi (un conseil de recherche à but non lucratif), analysent, depuis août 2020, des données sur la qualité des eaux où prospère l'aquaculture. Les résultats des recherches menées dans trois régions ostréicoles, dont Minamisanriku, dans la préfecture de Miyagi [dans le nord de Honshu, l'île

principale du Japon], et Hatsukaichi, dans la préfecture de Hiroshima [dans le sud de Honshu], ont été publiés pour la première fois en mars 2021. Ils indiquent que la dissolution dans les mers du CO₂ provenant des excréments et autres matières organiques contenues dans les eaux usées apportées par les rivières après les pluies a tendance à rendre les zones d'aquaculture excessivement acides.

Masahiko Fujii, professeur associé de sciences de l'environnement et d'océanographie à l'université de Hokkaido, qui a participé aux travaux, explique : "C'est un niveau qui affecte l'ostréiculture, et il est à craindre que l'acidification progresse avec la fréquence des fortes précipitations."

À partir de cette année, les équipes de recherche effectueront une deuxième étude dans cinq zones, comprenant, outre le détroit de Bungo, la mer intérieure de Seto, au large de la ville de Kasaoka, dans la préfecture d'Okayama [dans le sud de Honshu], où les professionnels ont commencé à signaler un amincissement des coquilles d'huîtres.

L'acidification des mers s'observe à travers le monde. L'importance d'accroître la capacité mondiale d'observation et d'étude du phénomène a été soulignée

"Il est à craindre que l'acidification progresse avec la fréquence des fortes précipitations."

Masahiko Fujii,
CHERCHEUR

lors de la 26^e Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP26), en novembre 2021.

Selon l'Agence météorologique du Japon, le pH est passé d'une moyenne de 8,12 en 2000 à 8,08 en 2020 dans cinq zones maritimes de l'archipel, notamment autour de Hokkaido [la plus septentrionale des grandes îles du Japon] et au large du Kanto [région de Tokyo], ce qui confirme une tendance à l'acidification. "L'acidification se produit dans les mers du Japon à la même vitesse que la moyenne mondiale", indique le responsable du service météorologie maritime et environnement de l'agence. "On estime que le pH tombera à 7,7 en moyenne dans le monde d'ici quatre-vingts ans, rapporte le professeur Fujii. À ce niveau-là, les coraux et les huîtres, dont les coquilles seront rongées par l'acidification, ne pourront plus guère se développer."

Sur la côte ouest des États-Unis, où l'acidification des océans est devenue manifeste en 2005, la surmortalité des huîtres a porté un coup dur à l'ostréiculture. Si l'acidification progresse également au Japon, les effets sur l'élevage



des huîtres, des saint-jacques et autres coquillages, qui représente dans l'archipel un marché de 100 milliards de yens [environ 700 millions d'euros] par an, seront "dévastateurs", selon le mot du professeur Fujii. "Si les récifs coralliens ne se développent plus, cela affectera le secteur du tourisme", alerte Takehiro Tanaka, secrétaire général du Satoumi Zukuri Kenkyu Kaigi.

Pour Naoki Yoshie, chercheur en biogéochimie à l'université d'Ehime, "en plus de mesures visant à réduire le CO₂ des mers en augmentant notamment le nombre de plantes marines, il est important à long terme de limiter les émissions de CO₂ de la société en encourageant le passage aux énergies renouvelables."

—Hisashi Tsutsui
Publié le 19 juin

SOURCE



NIHON KEIZAI SHIMBUN

Tokyo, Japon
Quotidien, 2360 000 ex. (matin),
1140 000 ex. (soir)
nikkei.co.jp

Dès sa parution, en 1876, le "Journal économique du Japon" s'est spécialisé dans le domaine des affaires. Ce quotidien est à l'origine du groupe Nikkei – connu pour son indice des valeurs boursières –, dont il est la principale publication.

LE FESTIVAL DU M^onde



16 > 18 sept. 2022

LE MONDE

MK2 BIBLIOTHÈQUE

Programme et inscriptions

[FESTIVAL.LEMONDE.FR](https://festival.lemonde.fr)

©Priscille Didier

360

MAGAZINE

À Manifesta 14, un autre Kosovo • Art	54
Illustrateur était mon métier • Culture	56
Une maquette secret d'État • Histoire.....	58



Des villages juifs hongrois

à New York

Plusieurs quartiers de Brooklyn abritent une importante population juive ultraorthodoxe, venue de Hongrie après-guerre. Le blogueur budapestois Tas Tobias s'étonne d'y être aussi peu dépaysé.



SOURCE

444.HU
 Budapest, Hongrie
 444.hu
 Ce site d'information a été créé en 2013 par d'anciens journalistes d'Index, autre pure player hongrois de référence.

D'orientation libérale et très critique à l'égard de Viktor Orban, il a été soutenu en 2014 par la fondation Open Society du philanthrope magyaro-américain George Soros, afin que son développement soit accéléré.

↙ La 13^e Avenue est la principale artère commerçante de Borough Park, un quartier du sud de Brooklyn.

↓ Le restaurant Gottlieb's est depuis 1962 une adresse incontournable de Williamsburg, dans le nord de Brooklyn. Photos Tas Tobias



—444.hu (extraits) Budapest

New York est la ville la plus diverse des États-Unis. Brooklyn le quartier le plus diversifié de New York. Et Williamsburg le secteur le plus varié de Brooklyn. Pourtant, les trentenaires bon chic bon genre qui débarquent en masse de Manhattan ne savent que par les actualités qu'un monde cloisonné de Juifs hassidiques se dissimule à quelques rues de leurs restaurants étoilés au Michelin et de leurs bars servant du vin bio trop cher. À partir de South 9th Street, un autre univers émerge. Les hommes portent des vestes noires, des chapeaux, de longues barbes, des papillotes le long des tempes et parlent en yiddish dans des téléphones à clapet rappelant les années 1990. Les femmes arborent des robes

longues et des perruques. Quasiment toutes arpentent les rues avec des poussettes et des armées de bambins. La plupart du temps, je suis le seul individu étranger au quartier. Les épiceries, les boulangeries et les restaurants sont strictement casher et les enseignes sont presque toutes en yiddish. Le tout au cœur de New York, à un arrêt de métro de Manhattan. Lorsque je croise un homme âgé, je l'accoste en hongrois. Il me répond en magyar sans une once d'étonnement. Son hongrois est rustique, mais recèle le charme de l'idiome d'antan, en voie d'extinction dans les campagnes magyares. Peu de gens savent qu'une large part de la communauté juive hassidique de Brooklyn trouve ses origines en Hongrie. J'ai découvert ce quartier lorsque je vivais à New York. Depuis, j'y reviens souvent. Le fait d'être hongrois m'a avanta-

gé pour connaître de nombreuses personnes de cette communauté recroquevillée sur elle-même. L'histoire magyare du hassidisme remonte au XIX^e siècle. Cette branche du judaïsme ultraorthodoxe a trouvé un terreau fertile parmi les Juifs pauvres et ruraux du nord-est de la Hongrie. Contrairement aux Juifs séculiers et assimilés de Budapest et des autres grandes villes, les hassidim refusaient l'intégration, s'accrochaient aux traditions ancestrales et ont formé de grandes dynasties héréditaires sous la férule d'un rabbin charismatique. Après l'Holocauste, qui a décimé

PHOTOS TAS TOBIAS



la communauté, les survivants ont quitté la Hongrie et reconstruit leurs congrégations dans l'État nouvellement formé d'Israël, ainsi qu'aux États-Unis d'Amérique.

Aujourd'hui, plus de 150 000 Juifs ultraorthodoxes de Brooklyn sont d'ascendance magyare, principalement à Williamsburg [dans le nord de Brooklyn] et Borough Park [dans le Sud]. La dynastie hassidique dominante, les Satmar, tient son nom de l'ancienne ville hongroise désormais roumaine de Satu Mare, où le rabbin Yoel Teitelbaum avait bâti une importante communauté avant la Seconde Guerre mondiale. Teitelbaum a échappé à la déportation, est arrivé à New York en 1946 et a ressuscité son assemblée. Les Munkatch (de Moukatchevo, aujourd'hui en Ukraine), les Pupa (de Papa [en Hongrie]) et les Klausenburg (de Cluj, aujourd'hui en Roumanie) forment les autres groupes majeurs de hassidim hongrois de Brooklyn. D'autres petites communautés existent, comme celles de Kaliv (originaire de Nagykallo), de Kerestir (Bodrogkeresztur) et de Liska (Olaszliszka).

“Plusieurs de ces localités ont été séparées de la Hongrie après la Première Guerre mondiale [après le traité de Trianon du 4 juin 1920], mais les Juifs qui vivaient dans ces communes se considéraient comme Hongrois, explique Yosef Rapaport, leader respecté d'une communauté de Borough Park. Ma mère venait de Valea lui Mihai et mon père de Halmeu, deux villages situés en territoire roumain, mais mes deux parents s'exprimaient en magyar à la maison. En fait, la grande majorité des Juifs orthodoxes de Brooklyn parlent le yiddish avec un accent hongrois.”

Brooklyn compte des douzaines de communautés hassidiques. La plupart sont hongroises, les autres polonaises, russes et ukrainiennes. Malgré leurs similitudes apparentes, des différences subtiles les distinguent. *“Les hassidim hongrois sont renommés pour leur hospitalité. Dans un foyer hassidique hongrois, il y a toujours un plat prêt à déguster. Et dans une synagogue magyare, le café est à la fois abondant et gratuit, décrit fièrement Alexander Rapaport, fils de Yosef et propriétaire de Masbia, un réseau associatif de soupe populaire. Les femmes sont mieux organisées, habillées plus élégamment. Elles respectent les règles hassidiques [qui exigent pudeur et sobriété], mais cela se voit qu'elles sont hongroises. En épouser une est une bonne pioche.”*

Contrairement à Williamsburg, toutes les communautés hassidiques de Borough Park n'ont pas de racines magyares, mais beaucoup des trois cents petites synagogues du secteur portent le nom de localités hongroises, à l'image de celles de Sopron, de Debrecen et de Mad. Une portion de la 13^e Avenue, principale artère commerçante du quartier, s'appelle Raoul Wallenberg en l'honneur du diplomate suédois, ambassadeur à Budapest durant la Seconde Guerre mondiale, qui a sauvé des dizaines de milliers de Juifs d'une mort certaine. Nombre d'entre eux se sont d'ailleurs installés à Brooklyn par la suite.

À Williamsburg, ma première étape me mène chez Gottlieb's, restaurant familial animé rempli d'hommes barbus avec des chapeaux noirs et géré par Menashe Gottlieb, 44 ans. Juif [du courant] Satmar, réservé, il porte des lunettes et des papillotes blondes. Le grand-père de Menashe, Zoltan, a abandonné la Hongrie lors de l'insurrection antisoviétique de 1956 et a ouvert en 1962 une table spécialisée dans les plats de sa terre natale, qui lui manquaient : le goulasch, le chou farci, les pâtes au chou (*kaposztas teszta*), les boulettes de pommes de terre (*nudli*), les pommes de terre au paprika (*paprikas krumppli*). Depuis, rien n'a changé chez Gottlieb's.

L'auteur

TAS TOBIAS Né et élevé en Hongrie, Tas Tobias a vécu à New York pendant neuf ans, avant de revenir s'installer à Budapest en 2012. Il collabore occasionnellement à *Eater*, un site américain d'information culinaire. Il est aussi le créateur d'*Offbeat Budapest*, un blog anglophone sur la capitale hongroise, destiné aux touristes étrangers qui voudraient sortir des sentiers battus. Il a publié sur ce site une version alternative et en anglais de son reportage sur les Juifs ultraorthodoxes new-yorkais.

Le néon originel continue d'embellir la vitrine et les plats magyars mijotent toujours derrière le comptoir.

Tandis que l'ancienne génération s'éteint, le hongrois disparaît lentement des rues de Brooklyn. Les enfants et surtout les petits-enfants des immigrants Satmar, comme Menashe, ne parlent pas magyar. Alors que des clients affluent pour le service du milieu d'après-midi, Menashe les interpelle en yiddish sur leur maîtrise du hongrois. *“Quand j'étais petit, mes parents basculaient vers le hongrois lorsqu'ils ne voulaient pas que je comprenne ce dont ils discutaient”,* témoigne un jeune hassid en anglais. D'autres personnes me confirmeront plus tard l'utilisation du hongrois comme langue des secrets entre adultes.

Néanmoins, cette troisième génération n'est pas totalement déconnectée de ses origines. Les jeunes connaissent quelques chansons folkloriques, notamment *Szol a kakas mar*, une mélodie magnifiquement obsédante qui s'est infiltrée dans la culture hassidique au XIX^e siècle. *“C'est plus qu'un air populaire, c'est l'hymne des Juifs hassidiques hongrois. Une chanson remplie d'émotion et de nostalgie pour Jérusalem”,* me dit Yosef Rapaport. Les prémices de ce standard se rattachent à Yitzchak Isaac Taub, le rabbin de Nagykallo, petite ville de l'est de la Hongrie, qui a incorporé [à la ritournelle] des paroles en hébreu sur le retour vers la Terre promise. La chanson est devenue si appréciée qu'encore aujourd'hui presque tous les enfants hassidiques des États-Unis l'apprennent.

“Reviens dimanche, la nourriture est plus fraîche et le choix plus large après shabbat”, me recommande un client loquace, alors que je sors de Gottlieb's. Je suis son conseil. En début de soirée, il n'y a plus une seule table de libre. Une foule de fidèles, hassidim de différentes branches, orthodoxes et même Juifs séculiers, peuple le restaurant. *“Certains viennent de loin car ils ont envie de retrouver le genre de plats que mitonnaient leurs grands-mères hongroises”,* souligne Menashe.

Lorsque David Rabinowicz, sexagénaire au timbre puissant, découvre que j'arrive de Budapest, il me récite l'intégralité de son arbre généalogique jusqu'au rabbin de Satoraljaiújhely, ville du Nord-Est, frontalière de la Slovaquie. L'homme me charge ensuite de lui trouver une *“gentille femme juive hongroise”*.

Le vieux cliché selon lequel la nourriture rassemble les gens est plus que jamais avéré chez Gottlieb's. Mon chou farci, agrémenté de bœuf et servi sans crème aigre pour le garder casher [les produits carnés et lactés ne devant pas être mélangés], est plus doux que ceux

auxquels je suis habitué, mais délicieux. Pour autant, à Brooklyn, la nourriture hongroise ne se limite pas à Gottlieb's. Le *turos batyu*, un chausson au *cottage cheese*, semble aussi prisé ici qu'à Budapest. Les locaux l'appellent *delkli*. En revanche, le *lecco* [ratatouille], le *paprikas* [poulet au paprika], le gratin de pommes de terre, les *fasirt* [des boulettes mêlant viande, œuf, oignons, ail, pain et paprika], l'*aranygaluska* [dessert de boules de pâte levée accompagnées de crème vanille] se mitonnent à domicile. *“Les Hongroises sont fières de préparer un festin de cinq plats chaque soir, ce qui explique que les hassidim mangent rarement à l'extérieur, pointe Alexander Rapaport. Et s'ils sortent quand même, ils préfèrent se tourner vers autre chose, comme de la nourriture casher chinoise ou japonaise.”*

L'influence culturelle magyare dépasse l'alimentation et la langue. *“De nombreuses pratiques religieuses hassidiques ont leurs racines en Hongrie, et le terme ‘orthodoxe’ provient même de là-bas”,* explique Yosef. Au XIX^e siècle, les Juifs hongrois réformateurs, les néologues, taxaient les traditionalistes d'orthodoxes et le terme a perduré.

Si je ne le savais pas déjà, il ne me viendrait même pas à l'esprit que je me trouve aux États-Unis.

Beaucoup de Juifs hassidiques avaient émigré à l'époque en Hongrie depuis la Galicie, province répartie entre l'Ukraine et la Pologne actuelles, en quête d'une vie meilleure. En Hongrie, ils ont trouvé leur salut dans les traditions ultraorthodoxes existantes. *“Les ultra-orthodoxes rejettent toute réforme et se montraient plus sectaires que les autres branches du judaïsme”,* précise Yosef. De nos jours, parmi les Juifs de Brooklyn, les hassidim hongrois appliquent les règles les plus strictes.

Plus qu'une religion, le hassidisme incarne un mode de vie, du lever au coucher. En particulier pour les Satmar, la plus draconienne des communautés. Selon ses membres, la vie doit se consacrer à l'étude de la Torah et aux bonnes actions, notamment celle d'*“être fécond et [de] se multiplier”*. Ils jugent le monde extérieur moralement corrompu, rempli de distractions nuisibles et de tentations d'ordre sexuel. Afin de contourner ce risque, garçons et filles sont séparés dès l'enfance. Les femmes ont interdiction de se vêtir d'une façon qui attiserait le désir. Une fois mariées, elles rasent leurs têtes et portent un foulard ou une perruque.

Les télévisions sont bannies et la plupart des foyers n'ont pas Internet. Les smartphones sont uniquement autorisés après l'installation d'un logiciel qui filtre les contenus indésirables. Pour veiller au respect de ces règles, des cercles autogérés et des comités de modestie contrôlent certains quartiers. Ces derniers réprimandent les femmes habillées trop ostensiblement ou qui ne se rasent pas correctement la tête, ainsi que les propriétaires de smartphones dépourvus d'un filtre [le fameux logiciel masquant les contenus indésirables].

Les garçons fréquentent des écoles confessionnelles (yechivot), où ils étudient à longueur de journée le Talmud, base de la loi religieuse et de la morale juives. Les matières laïques sont rares. Aucun cours d'histoire et peu de mathématiques. Les élèves ignorent ce qui se passe hors de leur communauté fermée. Leur contact avec le monde extérieur est si restreint que beaucoup d'entre eux peinent à s'exprimer en anglais, alors qu'ils vivent aux États-Unis.

Destinées au rôle de maîtresse de maison et pas à celui d'expertes de la Torah, les filles sont plus débrouillardes et maîtrisent mieux l'anglais. "Quand j'ai commencé au restaurant, dans la vingtaine, et que j'ai eu à émettre des factures ou à répondre à des e-mails, mon épouse a dû m'apprendre les bases de la grammaire. Je ne savais même pas comment écrire un, deux, trois", me confie Menashe.

Les hommes se marient à 18 ans après la fin de la yechiva. Les parents sélectionnent les épouses. Le couple se rencontre une fois ou deux tandis que les pères et mères patientent dans une pièce attenante. En cas de sympathie réciproque, les préparatifs du mariage commencent. Au début, les femmes trouvent un emploi pour soutenir leurs maris enrôlés dans une kollel, une école d'études avancées de la Torah. Lorsque le premier ou deuxième bambin arrive, elles deviennent femmes au foyer et porteuses d'enfants à plein temps. Une famille hassidique standard a entre six et huit enfants. Menashe, lui, a neuf enfants et trois petits-enfants. Plus de la moitié des enfants juifs de New York sont issus de familles hassidiques.

Le quartier hassidique de Williamsburg ressemble à un énorme village. La communauté se tient soigneusement éloignée du monde extérieur. Les annonces immobilières ne paraissent qu'en yiddish sur des forums hassidiques. La plupart des grandes entreprises ne songent aucunement à s'établir dans le secteur. Les locaux ne peuvent pas consommer de produits Starbucks ou McDonald's. Les deux rues principales se composent de petites boulangeries casher, de boutiques d'accessoires religieux et de magasins de perruques ou de meubles. Si je ne le savais pas déjà, il ne me viendrait même pas à l'esprit que je me trouve aux États-Unis.

Pour autant, n'allez pas croire que les hommes hassidim passent leurs journées à prier à la synagogue. Faute de formation séculière, la plupart travaillent toutefois au sein de la communauté. Certains seront agents de certification casher ou enseignants au sein d'une yeshiva, mais l'immobilier reste leur principal employeur. On trouve quantité d'investisseurs, d'agents de prêts hypothécaires ou de superviseurs de chantiers, mais les plombiers, les électriciens et les chauffeurs de camions ne sont pas rares non plus.

De nombreux hassidim officiaient autrefois dans Diamond District, le quartier des diamantaires de Manhattan, mais celui-ci est en déclin depuis des décennies. Des bus spéciaux convoient les hassidim travaillant à Manhattan, de sorte que les hommes évitent les femmes aux tenues "provocantes" dans le métro de New York.

Un vendredi soir, j'accompagne Menashe à une cérémonie de shabbat. Le service se déroule à Biksad, une synagogue au croisement de Bedford et de Williamsburg Street. L'édifice a emprunté son nom à Bixad, un ancien village hongrois, aujourd'hui roumain et proche de la ville de Satu Mare. La synagogue dépouillée déborde d'hommes hassidim à papillotes de tous âges, se balançant passionnément d'avant en arrière, des livres de prière à la main et entonnant épisodiquement des chants avec un enthousiasme délirant.

Tous sont vêtus de noir. Les hommes mariés portent des *shtreimel* (chapeaux de fourrure) remarquablement élaborés. Avec mon visage glabre, ma kippa louée et mes habits du quotidien, je ressemble à un visiteur venu d'une autre planète. L'assistance me dévisage avec une suspicion compréhensible, jusqu'à ce que Menashe leur explique que je suis un ami venu de Hongrie.



↑ Cette échoppe de Borough Park vend des plats à emporter "glatt casher", c'est-à-dire obéissant aux lois alimentaires juives les plus strictes.



↑ La chaîne de vêtements hassidiques Farkas a été fondée en 1950 à Brooklyn.



↑ Le nom de cette chaîne de boucheries, Satmar Meat, renvoie à celui d'une puissante dynastie hassidique.



↑ La communauté Munkatch (*Munkacs* en hongrois, comme sur la devanture de ce commerce) est originaire de Moukatchevo, aujourd'hui en Ukraine.

La cérémonie achevée, un groupe veut connaître mes tables casher favorites à Budapest. Presque tous ont déjà été en Hongrie car les Juifs hassidiques se rendent régulièrement dans les villages d'Europe de l'Est berceaux de leurs dynasties, pour chercher les traces de leurs ancêtres ou visiter les tombes saintes de leurs rabbins fondateurs. Chaque printemps, des dizaines de milliers de hassidim de Brooklyn investissent ainsi la bourgade de Bodrogkeresztur, dans la région viticole de Tokaj, pour se recueillir et laisser des listes de vœux sur la sépulture du légendaire rabbi Yeshayah Steiner. "Il prenait soin des malades et nourrissait les pauvres, qu'ils soient juifs ou non-juifs. Même les *goyim* lui demandaient sa bénédiction", souligne Yosef.

Le neveu généalogiste de Yosef, Dov Weber, épiluche des gigaoctets de documents historiques pour collecter des informations sur les cimetières juifs de la Hongrie et ses anciens territoires. Il collabore avec une ONG pour monter des bases de données, restaurer les sépultures et nettoyer les pierres tombales des milliers de cimetières juifs abandonnés d'Europe de l'Est, surtout en Hongrie. Ces dernières années, ceux de Mako, Kisvarda et Tokaj ont été rénovés.

Récemment, plusieurs fictions ont tenté d'explorer à l'écran la sphère des Juifs hassidiques. La plus connue est la minisérie *Unorthodox*, diffusée sur Netflix [en 2020]. Les œuvres les plus critiques dépeignent un traitement humiliant des femmes, avec leur crâne rasé, leurs tenues ridiculement archaïques, leur isolement et le fait qu'elles soient vouées à élever des enfants. [La communauté juive ultraorthodoxe, comme en Israël, a aussi été le théâtre au fil des ans de multiples affaires d'abus sexuels sur mineurs.]

Je n'ai pas pu interviewer de femmes en tête-à-tête, car elles ne peuvent rencontrer d'autres hommes que leur mari. Lors d'un échange de quelques mots avec l'épouse de Menashe au restaurant, j'ai néanmoins sollicité son opinion sur la situation des femmes. Pour elle, un mariage ne peut fonctionner autrement que selon la loi hassidique. Il suffit de constater le nombre de divorces dans le monde extérieur, fait-elle valoir.

L'influence politique des hassidiques suscite également la critique. Sénateurs, gouverneurs et maires de New York se démènent pour obtenir les faveurs des grands rabbis et les dizaines de milliers d'électeurs qu'ils contrôlent. En contrepartie, les hassidim reçoivent de l'argent public et gèrent leurs propres tribunaux, leur police, leur unité d'urgences médicales et des yeshivot ignorant l'obligation légale d'enseigner des matières séculières.

Mes amis juifs non-pratiquants de New York réproouvent et fuient les hassidim. Mais pendant mon mois en immersion, je n'étais pas là pour condamner. Peut-être me suis-je senti touché par ces gens qui parlent magyar à l'autre bout du monde ou se réclament "hassidim hongrois", alors qu'ils ont justement perdu leur maison et l'ensemble de leur famille à cause de la Hongrie.

Je pense aux petits villages de l'Est magyar, dont les Juifs orthodoxes composaient le moteur économique avant l'Holocauste. Particulièrement dans la région de Tokaj, toujours marquée par la perte des négociants juifs qui exportaient le vin *aszú* dans toute l'Europe et aux États-Unis. Et aussi ces communes ravagées par la pauvreté, où la population juive atteignait des pourcentages à deux chiffres, et où seuls des cimetières couverts de broussailles en perpétuent le souvenir.

—Tas Tobias
Publié le 3 juillet

PHOTOS TAS TOBIAS



Manifesta 14, pour découvrir un autre Kosovo

La jeune république des Balkans accueille la quatorzième édition de la biennale itinérante européenne. L'occasion de mettre en valeur sa scène culturelle vibrante, mais aussi de faire résonner autrement ses revendications.

—Jutarnji List (extraits) Zagreb

Le Kosovo, pays le plus jeune (la moyenne d'âge de sa population est inférieure à 30 ans) et parmi les plus pauvres d'Europe, est en passe de s'imposer comme le lieu le plus intéressant du Vieux Continent cet été. Et pas en raison des tensions politiques qui le traversent, ou

ART CONTEMPORAIN

de tout du moins, pas seulement. Las de renvoyer l'image d'un théâtre de conflits et d'un pays en transition, les Kosovars ont décidé d'exprimer ce qu'ils sont, à travers l'art et la culture. Sans éluder la critique et la politique, ils envoient un message fort :

désormais, ils sont prêts à prendre leur place sur l'échiquier du monde.

Les événements programmés cet été témoignent de ce dynamisme. Manifesta 14, biennale itinérante européenne d'art contemporain, [a été inaugurée le 22 juillet à Pristina, la capitale]; DokuFest, un festival majeur de films documentaires, [s'est tenu] du 5 au 13 août à Prizren; le festival de musique électronique Sunny Hill, organisé par [la chanteuse britannique d'origine kosovare] Dua Lipa et son père à Pristina, du 4 au 8 août, [a réuni] des musiciens tels que Diplo, Skepta, J. Balvin... Et ce n'est qu'un aperçu de ce qui est proposé.

Pourtant, plutôt que de la vie culturelle et des rencontres possibles dans cette partie de l'Europe, les médias préfèrent parler des tensions politiques qui secouent le nord du pays, notamment à Mitrovica, ville divisée entre Serbes et Albanais du Kosovo, située près de la frontière serbe [lire encadré].

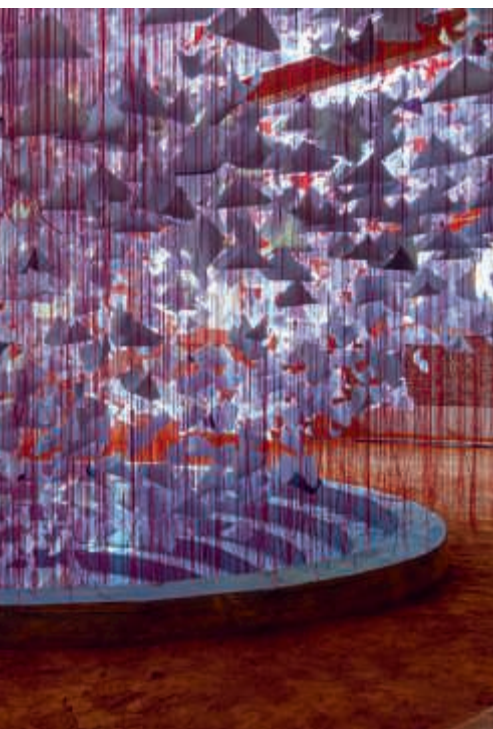
Mitrovica est une petite ville laide et négligée, scindée par la rivière Ibar. Après la guerre (1998-1999), la communauté internationale a construit un pont sur l'Ibar. Depuis près de deux décennies, ce pont est fermé à la circulation routière, seuls les piétons peuvent le traverser. Les soldats de la KFOR [la force de maintien de la paix de l'Otan] y sont positionnés pour garder la frontière invisible qui sépare la ville [le nord étant à majorité serbe, le sud à majorité albanaise]. Les chiens errants leur tiennent compagnie.

Une Mitrovica différente et un pont qui servirait à ce pour quoi il est construit, est-ce possible? Apparemment oui, à en juger par les réactions positives des citoyens à l'installation de trois artistes, placée sous le pont, dans la rivière. Elle est l'œuvre de Petrit Abazi, un artiste [et commissaire d'exposition] né au Kosovo qui vit et travaille en Australie, de Stanislava Pinchuk, originaire d'Ukraine, et de Piers Greville, un Australien. Leur installation "explore les voies de la réconciliation, de la convalescence et de la guérison", déclare Hedwig Fijen, la directrice [et fondatrice néerlandaise] de Manifesta. Selon elle, il n'y a aucune raison de ne pas aller à Mitrovica pour découvrir ce travail. "Nous avons des collègues des deux communautés qui travaillent ensemble, je crois que tous ceux qui ont envie de voir cette installation peuvent s'y rendre sans risque", ajoute Hedwig Fijen.

Contexte

AVEC LA SERBIE, DES TENSIONS RÉCURRENTES

La république du Kosovo, qui s'est déclarée indépendante en 2008, n'a jamais été reconnue par la Serbie voisine, qui considère la province comme appartenant à son territoire. D'où des tensions récurrentes entre les deux pays. Les dernières en date ont surgi cet été, quand Pristina a annoncé que les titulaires d'une carte d'identité serbe devraient présenter des documents temporaires kosovars pour entrer au Kosovo, et que les plaques d'immatriculation attribuées par Belgrade au Kosovo entre 1999 et 2022 (principalement aux Serbes du territoire) devaient être remplacées par des kosovares. Par cette mesure, Pristina entendait faire valoir un droit à la "réciprocité", des mesures équivalentes étant imposées aux Kosovars albanais à leur entrée en Serbie. La crispation était telle que, le 19 août, la France a déconseillé à ses ressortissants de se rendre dans le nord du Kosovo. Le 27 août, les médiateurs américains et européens ont arraché un accord de "libre circulation", mais la question des plaques d'immatriculation reste pendante.



←← “*Quand le soleil disparaît, nous repeignons le ciel*”. Sur le toit du Grand Hôtel de Pristina, le message de l’artiste kosovar Petrit Halilaj. Photo Manifesta 14 Pristina/Arton Krasniqi

← Dans un ancien hammam en ruine, la Japonaise Chiharu Shiota a déployé son installation *Raconte-moi ton histoire*. Photo Manifesta 14 Pristina/Arton Krasniqi

voyager hors du Kosovo”, souligne-t-il. Les artistes kosovars n’hésitent pas à parler des difficultés qu’ils rencontrent. Leur travail, très politique, en témoigne. Une grande partie des œuvres de Manifesta 14 renvoie au fait que, quatorze ans après son indépendance, le Kosovo n’est toujours pas reconnu par certains pays d’Europe et du monde. Plus important encore, les Kosovars sont les seuls Européens qui ont besoin d’un visa pour voyager [au sein de l’espace Schengen], ce qui les oblige, pour la plupart des jeunes, à passer par des procédures humiliantes et coûteuses.

Ce processus de demande de visa, la frustration née des lourdeurs administratives et le sentiment d’enfermement et de manque de liberté qui en découlent sont au centre du travail vidéo de Driton Hajredini. Caméra à la main, il entre dans des églises d’Europe et aborde les prêtres pour leur poser la même question : “*Est-ce un péché d’être né Albanais du Kosovo?*” Il insiste pour qu’on lui explique pourquoi, bien qu’Européen, il est traité sur le contournement comme un citoyen de seconde classe.

Reconquête. Son œuvre vidéo peut être visionnée dans une ancienne chambre du Grand Hôtel, dans le centre de Pristina. L’établissement était autrefois classé cinq étoiles, et Tito [président de la Yougoslavie de 1945 à 1980] y a dormi lors d’un passage dans la ville. Construit en 1978, l’hôtel est quasiment abandonné aujourd’hui, mais fonctionne encore sur deux étages. Pendant Manifesta, sept étages de l’édifice ont été transformés en espaces d’exposition [dont la chambre qu’avait occupée Tito]. Certaines pièces avaient été auparavant rénovées, d’autres à moitié démolies durant la même tentative de rénovation. N’empêche, elles servent toutes parfaitement l’objectif de l’exposition. Les œuvres y sont classées par thèmes : migration, transition, eau, capital, amour, écologie et spéculation.

Sur le toit de l’hôtel, Petrit Halilaj, qui avait représenté le Kosovo à la Biennale de Venise en 2013, a placé 27 étoiles et un écran affichant en langue albanaise : “*Quand le soleil disparaît, nous repeignons le ciel*.” Un message puissant qui décrit bien ce que font les jeunes Kosovars aujourd’hui : ils créent leur propre monde. Vladan

Jeremic rappelle que Manifesta n’a pas pour habitude d’intégrer autant d’œuvres d’artistes locaux dans les villes où elle est organisée. “*Mais l’exposition montre la capacité de Pristina à mettre en valeur ce qui fait la particularité du Kosovo, ainsi que la richesse de sa scène artistique contemporaine*.”

Les autorités locales ont apporté leur soutien. Pristina est actuellement dirigée par Përparim Rama, élu maire en octobre 2021, en tant que candidat indépendant désigné par le Parti libéral du Kosovo. Rama, parti pour Londres à l’âge de 16 ans comme réfugié, y a fait des études d’architecture et de décoration d’intérieur. En 2012, il a représenté le Kosovo à la Biennale d’architecture de Venise. Rentré à Pristina, Rama a décidé de se lancer en politique. Sous les slogans “*Pristina pratique*”, “*Pristina propre*” et “*Pristina lieu d’expérience*”, il a remporté les élections, annonçant aussitôt de profonds changements du paysage urbain. “*Pristina et la biennale ont uni leurs forces pour transformer l’espace public. Manifesta est une plateforme qui devrait nous permettre d’ouvrir de nouvelles perspectives et de penser différem-*

Faute de visa, les artistes kosovars peinent à circuler en Europe et à se faire connaître.

ment, en dehors des sentiers battus”, a souligné Rama en inaugurant la manifestation.

L’exposition, dont une majeure part du budget, de 5 millions d’euros, provient de dons, entend interroger le rôle de l’art dans la société et dans l’espace que nous habitons, le tout en s’immergeant dans la vie de la ville. “*L’objectif de Manifesta n’est pas seulement de transfigurer provisoirement un vieil hôtel, une briqueterie désaffectée, un centre sportif à moitié ravagé par les flammes ou un cinéma abandonné, mais d’impliquer toute la communauté dans la reconstruction de ces espaces, d’inciter les gens à les réimaginer pour les reconquérir et se les approprier*”, explique Catherine Nichols, la commissaire de cette édition de Manifesta.

Parmi les lieux ouverts au public grâce à la biennale, on peut visiter la maison d’un certain Mehmet Aliu-Hertica, transformée en école dans les années 1990. En réponse à la dictature de Milosevic et sa politique d’apartheid [président de la Serbie de 1989 à 1997, Milosevic avait massivement limogé les cadres et fonctionnaires albanais kosovars, et exclu les enfants du système scolaire], la communauté [albanaise] locale avait créé un circuit d’enseignement parallèle. Certains des enfants sortis de ce réseau d’éducation [fréquenté par près d’un demi-million d’élèves entre 1990 et 1998, du primaire à l’université] font aujourd’hui partie des artistes exposant à Manifesta 14.

Un hammam de l’époque ottomane, fermé depuis les années 1960, à moitié en ruine, a été lui aussi transformé en espace d’exposition. C’est la Japonaise Chiharu Shiota qui lui a redonné vie grâce à son installation *Raconte-moi ton histoire*. Un espace exigü, que l’on parcourt par un chemin improvisé fait de planches et agrémenté de fils rouges auxquels l’artiste a accroché des feuilles de papier sur lesquelles les habitants qui le désiraient ont écrit à la main leur histoire personnelle.

L’artiste suisse Ugo Rondinone, qui vit et travaille à New York depuis des années, est quant à lui intervenu sur le monument de la Fraternité et de l’Unité [célébrant l’union des peuples yougoslaves], dans le centre de Pristina, en l’enveloppant dans du papier d’aluminium rose scintillant. Un atelier de réparation automobile abandonné a été à son tour transformé par le collectif Fondacija 17, qui y revisite “*Pertej*” (“*Au-delà*”), la première exposition d’œuvres d’artistes kosovars qui a été organisée en Serbie, il y a vingt-cinq ans.

“*Notre intention, en choisissant Pristina comme ville hôte, était de contribuer à ouvrir la scène culturelle du Kosovo à l’Europe, explique Fijen. Chaque édition de Manifesta entend instaurer un dialogue culturel*”, note-t-elle. Fijen évoque les difficultés auxquelles les organisateurs ont dû faire face pour amener la manifestation à Pristina : “*Que toute la région des Balkans occidentaux, y compris le Kosovo, soit constamment confrontée à une instabilité politique ne facilite pas les grands projets. Depuis que Pristina s’est engagée à accueillir la biennale, trois gouvernements centraux ainsi qu’un gouvernement local ont changé, et la pandémie de Covid-19 a encore compliqué l’organisation de l’événement. Heureusement pour nous, souligne Fijen, tous les pouvoirs politiques ont soutenu la manifestation, afin de briser les stéréotypes sur ce pays connu uniquement à travers la guerre.*”

— **Nidzara Ahmetasevic**
Publié le 6 août

SOURCE



JUTARNJI LIST

Zagreb, Croatie

Quotidien

jutarnji.hr

Créé après l’indépendance de la Croatie, le “*Journal du matin*”, d’orientation libérale, est le troisième quotidien du pays. On y trouve des reportages et chroniques de qualité, le journal ayant ouvert ses colonnes à de nombreux écrivains croates. *Jutarnji List* fait partie du principal groupe de presse croate, Hanza Media.

Ceux qui visitent Mitrovica mesurent à quel point la culture rassemble. Depuis le premier jour, l’installation fait également office de “*plage urbaine*”. Les réactions sont extrêmement bonnes. Les cris des enfants insufflent une nouvelle vie parmi les échafaudages et les plateformes plantées [par les artistes] dans la rivière, ainsi que dans la ville, où, habituellement, rien ne se passe en dehors des occasionnelles manifestations et barricades.

L’essentiel de Manifesta 14 se déroule toutefois à Pristina. La capitale s’est transformée pour cent jours en un grand espace d’exposition [la biennale dure jusqu’au 30 octobre]. Des lieux à l’abandon depuis des années, complètement délaissés, parfois en ruine, ont soudain repris vie grâce à des interventions artistiques et urbanistiques.

Les visiteurs sont nombreux, même aux jours les plus chauds de l’été. Lors de sa première semaine, la manifestation a accueilli plus de 6800 visiteurs répartis sur plus de 20 endroits différents de la ville. Le vernissage, sur la dalle de l’ancien palais de la Jeunesse et des Sports [construit à l’époque socialiste et partiellement détruit par un incendie], a été l’un des plus visités depuis deux décennies qu’existe Manifesta [elle est organisée tous les deux ans par une ville européenne qui en a fait la demande].

Vladan Jeremic, artiste et commissaire d’exposition de Belgrade [en Serbie], s’est rendu à Pristina pour l’occasion. Il assure que, depuis sept ou huit ans, la scène artistique contemporaine kosovare, dont il est fin connaisseur, est devenue “*très vivante et engagée*”. “*C’est peut-être la scène la plus essentielle de toute la région, malgré les obstacles auxquels se heurtent les artistes pour*

—El País (extraits) Madrid

Le 9 août, le magazine américain *The Atlantic* publiait un article presque comme les autres. C'est son illustration qui a attiré l'attention des lecteurs : sa légende indiquait "AI art by Midjourney", soit "Illustration réalisée par intelligence artificielle (IA) avec Midjourney". Lancée récemment, la plateforme Midjourney crée des dessins à partir d'une phrase entrée par l'utilisateur. En l'occurrence, celle pour *The Atlantic* était "Alex Jones dans un bureau américain sous les néons", Alex Jones étant un animateur radio conservateur.

Fondée en 1857, *The Atlantic* est une vénérable revue, influente et célèbre. Fallait-il déduire de ce dessin qu'elle allait couper dans son budget illustration pour confier à des machines un travail jusqu'à présent artistique et humain ? La polémique est rapidement devenue virale. Au point qu'une semaine plus tard le rédacteur publiait un nouvel article sous le titre "Comment j'ai fait le buzz et j'ai eu tort" : c'était son idée, cela l'avait amusé, mais il présentait ses excuses et assurait qu'il ne le referait plus.

Plus complexe que du plagiat. Cité dans ce dernier article, un illustrateur résume ainsi la polémique et l'indignation causées par ce type d'outils : "Les technologies sont de plus en plus mises à profit pour remplacer des travailleurs précaires et enrichir des milliardaires. L'art par IA s'inscrit exactement là-dedans. Pour les branchés en informatique, c'est quelque chose de génial, mais pour les illustrateurs, c'est comme si on niait leur raison d'être."

Parmi les indignés, il y a l'illustrateur espagnol Jon Juárez. "Ce qui s'apprend à se produire dans le monde de l'illustration est triste. Nous, artistes, n'avons aucun pouvoir politique, ils vont purement et simplement nous dévorer notre travail", s'est-il ému sur Twitter. Ce n'est pas une découverte totale pour lui, cependant. Comme il nous l'indique par courriel, il se doutait que cela arriverait "depuis [qu'il avait] vu un paysage totalement généré par l'intelligence artificielle au musée de la Photo de Zarautz, au Pays basque espagnol, en 2006".

Pour Jon Juárez et ses confrères, l'un des gros problèmes présentés par ces outils est qu'ils se nourrissent de leur travail, car pour savoir dessiner, l'IA se gave de millions d'images. Et dans le cas de l'Espagnol, cela n'a rien d'hypothétique : dans la base de données de Dall-E [un programme semblable à Midjourney], créée par OpenAI, la société à but non lucratif fondée par Elon Musk en 2015, il y a au moins un dessin signé Jon Juárez.

"Dall-E a repris une de mes images, pourtant protégée par le copyright, sans mon consentement, explique l'illustrateur. Elle est dans la base de données, le programme



Illustrateur était mon métier

Plus besoin de dessiner, de nouveaux programmes d'intelligence artificielle le font pour vous. Mais, en plus de siphonner le travail des illustrateurs sans les citer, ils menacent leur profession.

peut l'exploiter pour imiter mon style, le mal est fait et c'est irréparable. On ne peut pas parler de plagiat, car ce qu'il fait est plus complexe, il n'existe pas de mot pour cela. Moi, je parle de 'mimicrAI' [de l'anglais mimicry, "mimétisme"]. Ces banques de données sont très opaques, et ces programmes vont devenir de plus en plus subtils en se perfectionnant. Avec ces améliorations techniques, qui sont exponentielles, il n'y aura bientôt plus aucune traçabilité possible."

Sur le plan juridique, la question est épineuse. L'IA ne reproduit pas l'œuvre de l'artiste pixel par pixel, mais s'inspire de dessins originaux et produit chaque fois, pour une même demande, des images différentes - mais qui se ressemblent et rappellent clairement l'original. Pour autant, est-ce illégal ? Andrés Guadamuz, professeur de droit de la propriété intellectuelle à l'université du Sussex, estime que non : "Un style ne peut pas être protégé par le droit d'auteur."

En vertu d'une directive de l'UE, les artistes européens ont bien la possibilité d'exiger que leurs œuvres ne soient pas intégrées dans ces bases de données, mais ils

n'ont guère d'autres recours. "Rares sont les artistes contemporains qui ont un style reconnaissable entre mille, sinon peut-être Banksy, Basquiat ou Warhol", ajoute-t-il.

À la rédaction d'El País, notre directeur artistique, Diego Areso, n'écarte pas la possibilité de recourir à ces outils. "Nous n'en sommes qu'aux balbutiements. L'outil me semble incroyable, mais je ne mesure pas encore précisément à quel point le produit s'en trouve dévalorisé. À mon avis, cela dépendra des cas : tantôt nous aurons besoin d'idées neuves venues d'un illustrateur créatif, tantôt on pourra se contenter d'une illustration bon marché, faite en dix minutes."

À l'inverse, certains se réjouissent de perspectives inédites. L'écrivain australien Brin Paulsen travaille ainsi, avec Midjourney, sur un roman graphique - lui qui ne sait pas dessiner. "Midjourney me permet de créer un

Sur le plan juridique, la question est épineuse, car l'intelligence artificielle ne reproduit pas l'œuvre de l'artiste pixel par pixel.

Illustration créée avec Midjourney AI en utilisant ces mots-clés (en anglais) : "illustrateur inquiet intelligence artificielle". © Midjourney AI

univers visuel qui n'existe qu'en mots ou dans ma tête, nous raconte-t-il via la messagerie Discord. Les professions créatives ont désormais la possibilité de créer des images. Cela ouvre un potentiel immense dans de nombreux domaines de la création : récits, jeux, expériences interactives..."

Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Cette capacité nouvelle, presque gratuite, dont se trouve ainsi doté Brin Paulsen est une injustice pour qui, comme le dénonçait un dessinateur sur Twitter, "étudie depuis vingt ans la culture visuelle, a suivi un cursus universitaire, possède treize ans d'expérience dans le secteur, pour se voir aujourd'hui remplacé par la barre de recherche Google".

Solution à bas coûts. Les deux ne sont pas interchangeables, tempère Diego Areso, à qui cela évoque un parallèle récent : "Les filtres Instagram avaient tout chamboulé. Nous nous sommes tous pris pour des photographes, mais après des années de photos faites au téléphone portable, le travail des vrais photographes n'a rien perdu de sa valeur. Car le secret n'est pas dans l'outil, il est dans le regard. Ce sera pareil dans le monde de l'illustration : [ceux] qui continueront à produire un travail authentique, différent, sortiront du lot."

Jon Juárez est plus dubitatif : "De nombreux auteurs y voient un avantage, car ce processus de collecte offre la possibilité de manipuler des solutions à bas coûts et faussement libres de droits. Mais c'est une vision à court terme, poussée par les rythmes de production et une volonté du 'toujours-plus'. Ces plateformes sont des machines à siphonner de la propriété intellectuelle."

Pour l'avenir de son métier, Jon Juárez est assez pessimiste. "Je travaille en ce moment sur un projet Microsoft, et j'ai vu sur Internet un résultat Midjourney qui ressemble à ce que j'essayais de faire, sauf que le résultat Midjourney est plus abouti que le mien. Si j'étais directeur de production et que je devais choisir entre les deux, ce n'est pas le mien que je prendrais."

Juárez entrevoit ainsi un avenir totalement automatisé où chaque utilisateur trouvera tout le contenu qu'il souhaite, sans qu'aucun créateur humain ait eu besoin d'intervenir. "J'imagine que l'IA créera du contenu en fonction de la phrase de l'utilisateur, sans aucun intermédiaire." Et l'écrivain Brin Paulsen ne dit pas autre chose : "Je prédis un grand retour des romans 'dont vous êtes le héros' avec des mots et des images créés par l'IA et propres à chaque lecteur."

D'ailleurs le métavers, si jamais il en vient à exister, ne pourra qu'être entre les mains de ces machines. "Le métavers possède une échelle impossible pour une main-d'œuvre humaine, fait remarquer Juárez. Si ce qu'on nous annonce en la matière se concrétise, ce sera grâce à l'IA."

—Jordi Pérez Colomé
Publié le 23 août

Mirdidingkingathi Juwarnda

Sally Gabori

exposition 3 juillet — 6 novembre 2022

Fondation *Cartier*
pour l'art contemporain

261, boulevard Raspail, 75014 Paris
fondationcartier.com

histoire.



Une maquette secret d'État

1779 — Espagne

Voulu comme un outil militaire par le roi Charles III, le plan-relief de la ville de Cadix est aujourd'hui considéré comme un trésor artistique. Un livre récent présente l'histoire de ce jouet pharaonique.



— El País Madrid

Charles III d'Espagne observa longuement, ébahi, son nouveau jouet. Devant cette immense maquette de Cadix – quelque 25 m² d'ébène, d'acajou et d'ivoire – le roi finit par poser la main sur l'épaule du créateur de la merveille et lui dit : *“De tous mes sujets, vous êtes le plus habile de ses mains.”*

Pour atteindre un tel degré de raffinement, l'auteur de la maquette, le lieutenant-colonel Alfonso Jiménez, avait tout de même fait grimper la facture au point de faire sombrer un plus grand projet : la constitution d'une collection de plans-reliefs de toutes les places fortes d'Espagne. Cette reproduction en trois dimensions de Cadix, réalisée entre 1777 et 1779, était bien trop chère, bien trop artistique, bien trop délicate pour un objet destiné à demeurer un secret d'État – il s'agissait en effet de la recreation exacte d'une place forte stratégique, censée assister le souverain dans ses décisions militaires et tactiques.

L'histoire de la maquette de Cadix est auréolée de mystère, ce qui vaut à cette reproduction des rues et monuments de la ville, bordés d'une mer réalisée à la feuille d'argent, d'occuper une salle entière du Museo de las Cortes de la cité andalouse. Il a fallu attendre la publication [au printemps], par l'historien Rafael Garófano Sánchez, de son ouvrage *La Maqueta de la plaza fuerte de Cádiz 1779. Guía didáctica e historia* (*“Le Plan-Relief de la place forte de Cadix, 1779. Guide didactique et histoire”*, non traduit), pour que soient levées les grandes énigmes autour de l'œuvre, notamment son classement secret d'État durant plus d'un siècle, qui contribua à aiguïser les curiosités.

C'est que le plan-relief de Cadix s'inscrivait dans un plus vaste projet, rappelle Rafael Garófano : *“Charles III entendait imiter les Bourbons de France et se doter de sa propre collection de plans-reliefs des places fortes espagnoles.”*

Visible aujourd'hui au musée des Plans-Reliefs situé aux Invalides, à Paris, la collection française,

constituée entre 1668 et 1870, recréa 260 sites fortifiés de l'Hexagone en trois dimensions.

Comme écrin pour sa propre collection, la monarchie espagnole avait jeté son dévolu sur le Salon des royaumes du palais du Buen Retiro, à Madrid. C'est là que fut exposé le plan-relief de Cadix et que Charles III le vit pour la première fois, en juillet 1779. Son auteur, le lieutenant-colonel d'infanterie Alfonso Jiménez, était un modéliste déjà renommé pour ses reproductions des prisons royales en Afrique du Nord.

La maquette de Cadix répondait à des normes réglementaires qui régissaient tout le projet, dirigé par le ministre de la Guerre, le comte de Ricla. L'entreprise devait prendre plusieurs années. *“Jiménez se vit alors comme un grand seigneur,*

Cèdre, acajou, ébène, ivoire et os composent les rues, places et monuments du plan-relief de Cadix.

hissé au rang de bras droit du roi, et put croire sa vie faite”, écrit l'historien Rafael Garófano. Sans doute en aurait-il été ainsi si le plan-relief andalou n'avait pas coûté la bagatelle de 176 104 reales, une vraie fortune pour l'époque ; le maître d'œuvre des Ouvrages royaux, Francesco Sabatini, s'en était lui-même ému, d'ailleurs, pendant le chantier. Ces craintes, et des détails très concrets (comme la facture présentée par un tourneur, 407 reales, pour la réalisation, notamment, de mille paires de petites roues), ont été recensés par l'historien qui s'est pour cela plongé dans les archives du Palais royal et dans les archives nationales de Simancas, où il a pu mesurer la culture du secret imposée autour de ce projet lié à la sécurité défensive de la monarchie espagnole. Rafael Garófano précise ainsi : *“La municipalité de Cadix elle-même n'était pas informée de la présence de Jiménez pour réaliser son plan-relief.”*

L'équipe d'artisans et d'ingénieurs était retranchée dans le bastion de la Candelaria, d'où elle ne sortait que pour aller prendre les mesures

des édifices et en fixer des images à l'aide d'une chambre noire. Une bonne trentaine d'ébénistes travaillèrent pour le lieutenant-colonel à cette fidèle reproduction de la ville à l'échelle 1/250, de 10,8 mètres par 6,45 mètres.

Visiblement, personne n'a jamais précisé à Alfonso Jiménez qu'il avait un budget limité. L'homme s'est donc lancé dans un ouvrage dépassant de loin les détails nécessaires pour faciliter les décisions de géostratégie et d'investissement militaire. Cèdre, acajou, cerisier, ébène, ivoire et os composent ainsi les rues, places et monuments du plan-relief de Cadix, formé de 39 rectangles. Sur l'ensemble, 350 pièces sont démontables, s'ouvrant pour laisser voir la distribution intérieure de l'édifice. L'historien assure : *“La maquette de Cadix est d'une qualité supérieure à toutes celles réalisées par les Bourbons de France.”*

Le niveau de détail est tel qu'il offre une connaissance intime de l'urbanisme et de l'architecture de cette ville alors riche et cosmopolite (à l'époque plaque tournante du commerce vers les Amériques, forte de 71 000 habitants dont 10 % d'étrangers), mais aussi de l'avenir dans lequel elle se projetait – la maquette va jusqu'à représenter la cathédrale alors en chantier telle qu'elle devait être une fois terminée (elle ne le fut jamais selon ces plans originels). Le plan-relief offre ainsi une photo précise de la Cadix du XVIII^e siècle et révèle que la ville a conservé une bonne partie de ses édifices et du tracé de ses rues.

Des décennies durant, cet objet hors normes fut un secret jalousement protégé par l'État espagnol, non sans quelques ratés (dont le vol de certaines pièces par les Français pendant les guerres napoléoniennes) et dégâts (occasionnés lors de déménagements).

Depuis le milieu du XX^e siècle, c'est le Museo de las Cortes de Cadix qui conserve le plan-relief, trésor artistique et précieux document historique en 3D. Le jouet géant de Charles III, pharaonique miniature au coût faramineux, a enfin trouvé sa place.

— Jesús A. Cañas
Publié le 15 juin

➤ La cathédrale de Cadix, alors en chantier, dans la maquette de la ville au XVIII^e siècle.

Photo Julio Gonzalez/
Diario de Cadiz

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**
Hors-série Septembre-octobre 2022

Atlas

des énergies



*Comment sortir
des énergies fossiles?
Peut-on se passer
du nucléaire?
À quand la transition
énergétique?
Réponses en cartes
et en infographies.*

En partenariat
avec



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

POUR MARION,
ENSEIGNANTE,
RÉUSSIR SA RENTRÉE
N'EST PAS
UN PROBLÈME.



Banque Populaire et la **CASDEN**, la banque coopérative de la Fonction publique, accompagnent les enseignants pour une rentrée scolaire réussie, que ce soit pour leurs besoins personnels, avec des offres dédiées aux agents de la Fonction publique, ou pour leurs projets professionnels, avec la mise à disposition d'outils culturels et pédagogiques.



BANQUE POPULAIRE

la réussite est en vous



Document à caractère publicitaire et non contractuel.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris N° 493 455 042 - CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable - Siège social : 1 bis rue Jean Wiener 77420 Champs-sur-Marne - Siren n° 784 275 778 - RCS Meaux - Immatriculation ORIAS n° 07 027 138 - Crédit photo : Getty Images -